Entente collective Cinéma

entre



Alliance québécoise des techniciens et techniciennes de l'image et du son

et



Association québécoise de la production médiatique

En vigueur du 10 novembre 2019 au 11 novembre 2023

Table des matières

Chapitre 1	But et champ d'application	1
1.1	But	1
1.2	Champ d'application	1
1.3	Producteurs liés	1
1.4	Employés non visés	1
1.5	Stagiaires et apprentis	1
1.6	Résident étranger	2
1.7	Résident québécois	2
1.8	Application lors d'une captation de spectacle	2
1.9	Documentaire ayant une structure de financement mixte	2
Chapitre 2	Définitions	4
2.1	Allocation	4
2.2	AQPM	4
2.3	AQTIS	4
2.4	Bris de plateau	4
2.5	Budget	4
2.6	Calendrier	4
2.7	Captation de spectacle	4
2.8	Contrat d'engagement	5
2.9	Convocation	5
2.10	Coproduction	5
2.11	Court-métrage	5
2.12	Début général de plateau	5
2.13	Délégué d'équipe	5
2.14	Documentaire	5
2.15	Émission sportive	5
2.16	Employé	6
2.17	Enregistrement (ou Tournage)	6
2.18	Équipe AQTIS	6
2.19	Équipe AQTIS de plateau	6
2.20	Feuille de service	6
2.21	Feuille de temps	6
2.22	Force majeure	6
2.23	Forfait	6
2.24	Forfait quotidien applicable (FQA)	7
2.25	Forfait quotidien de base (FQB)	7

2.26	Forfait quotidien minimum (FQM)	7
2.27	Formulaire de remise	7
2.28	Indemnité	7
2.29	Jour garanti	7
2.30	Maison de services	7
2.31	Membre de l'AQTIS	7
2.32	Navette	7
2.33	Permissionnaire	7
2.34	Pénalité	8
2.35	Plan complémentaire	8
2.36	Plateau	8
2.37	Prime	8
2.38	Producteur	8
2.39	Production	8
2.40	Rémunération totale	8
2.41	Représentant de l'AQTIS	8
2.42	Séquence	9
2.43	Stagiaire (ou apprenti)	9
2.44	Studio	9
2.45	Tarif horaire applicable (THA)	9
2.46	Tarif horaire de base (THB)	9
2.47	Tarif horaire minimum (THM)	9
2.48	Technicien	9
2.49	Temps transport-travail	9
2.50	Temps transport-voyage	9
Chapitre 3	Reconnaissance, système d'engagement des techniciens et dispositions connexes	10
Reconnai	ssances	10
3.1	Reconnaissance de l'AQTIS	10
3.2	Reconnaissance de l'AQPM	10
Fonctions	et tâches confiées aux techniciens	10
3.3	Absence de plancher d'emploi	10
3.4	Utilisation de personnes qui ne sont pas des techniciens	10
3.5	Utilisation de techniciens non-membres de l'AQTIS	11
3.6	Détermination de la fonction	12
3.7	Cumul de tâches et de fonctions	12
3.8	Cumul des fonctions de maquilleur et de coiffeur	13
3.9	Nouvelles fonctions	13

Chapitre 4	Droit de gérance	14
4.1	Droit exclusif de gérer la production	14
4.2	Statut fiscal	14
4.3	Responsabilité des administrateurs	14
Chapitre 5	Harcèlement, discrimination et représailles	15
5.1	Non-discrimination	15
5.2	Environnement exempt de harcèlement	15
5.3	Obligations des parties en matière de harcèlement	15
5.4	Politique sur le harcèlement	15
5.5	Définition de harcèlement	16
5.6	Absence de représailles	16
Procédur	e applicable en cas de harcèlement	16
5.7	Droit à l'assistance de l'AQTIS	16
5.8	Droit d'être accompagné	16
5.9	Avis au producteur	17
5.10	Mode alternatif de résolution des différends	17
5.11	Analyse et enquête	17
5.12	Conclusions	18
5.13	Grief de harcèlement	18
5.14	Pouvoirs de l'arbitre	18
Chapitre 6	Droits associatifs	19
Système (de retenues et de remises	19
6.1	Cotisation syndicale proportionnelle	19
6.2	Cotisation établie par l'AQTIS	19
6.3	Contributions du technicien aux régimes de l'AQTIS	19
6.4	Contributions du producteur aux régimes de l'AQTIS	19
6.5	Contribution du producteur au Fonds de formation et de développement de la main-d'œuvre	19
6.6	Contribution du technicien et du producteur au Fonds soutenant l'accès au retrait préventif	20
6.7	Non-responsabilité du producteur eu égard aux régimes de l'AQTIS et aux Fonds	20
6.8	Consentement obligatoire aux retenues	20
6.9	Cotisations et contributions calculées de bonne foi	20
6.10	Procédure si les retenues ne sont pas effectuées	20
6.11	Versement des cotisations et des contributions à l'AQTIS	21
6.12	Pénalité en l'absence de versement	21
Délégué d	l'équipe et représentant de l'AQTIS	21
6.13	Délégué d'équipe	21
6.14	Pas de dérogation par le délégué	22

6.15	Rencontre avec le délégué	22
6.16	Rencontre avec le producteur	22
6.17	Rencontre avec les techniciens	22
6.18	Représentant de l'AQTIS en santé et en sécurité	22
Autres d	ispositions	23
6.19	Assemblée de l'AQTIS	23
6.20	Informations sur les nouvelles productions	23
6.21	Informations sur les programmes d'apprentissage de l'AQTIS	23
6.22	Liste d'équipe	23
Chapitre 7	Contrat d'engagement	25
Conclusi	on et transmission du contrat	25
7.1	Objet du contrat d'engagement	25
7.2	Signature du contrat d'engagement	25
7.3	Précontrat	25
7.4	Types de contrat d'engagement	26
7.5	Contrat « occasionnel »	27
7.6	Contrat « régulier »	27
7.7	Services en l'absence d'un contrat d'engagement	27
7.8	Exemplaires du contrat	28
7.9	Modification du contrat	28
7.10	Envoi des exemplaires	28
7.11	Retard dans l'envoi des exemplaires	28
7.12	Conditions minimales d'engagement et dérogation	29
7.13	Informations sur le budget et le garant de bonne fin	29
7.14	Feuille de service	29
Résiliation	on	29
7.15	Résiliation de gré à gré	29
7.16	Résiliation pour cause de force majeure	29
7.17	Résiliation avant le début de l'exécution	29
7.18	Résiliation pour motif sérieux	30
7.19	Résiliation après le début de l'exécution	30
7.20	Calcul de la rémunération dont la résiliation prive le technicien	31
Annulati	on, inexécution, report et autres aléas	31
7.21	Annulation de jours garantis de gré à gré ou en raison d'une force majeure	31
7.22	Annulation de jours garantis pour d'autres motifs	31
7.23	Inexécution pour cause d'invalidité	32
7.24	Inexécution pour d'autres motifs	32

7.25	Inexécution pour motif sérieux	32
7.26	Droit à une indemnisation dans certains cas d'inexécution pour motif sérieux	33
7.27	Retard et/ou départ hâtif	33
7.28	Report d'un contrat « occasionnel »	33
7.29	Détermination de la date du report	34
7.30	Avis de la date du report	34
7.31	Report et non-disponibilité	34
7.32	Report d'un contrat « régulier »	34
7.33	Remplacement	34
Chapitre 8	Santé, sécurité et assurances	35
Santé et	sécurité	35
8.1	Inscription du producteur	35
8.2	Inscription du technicien	35
8.3	Responsabilité du producteur	35
8.4	Engagement du producteur et du technicien	35
8.5	Règles de sécurité pour l'industrie du cinéma et de la vidéo du Québec	35
8.6	Respect des instructions du producteur	35
8.7	Prime au secouriste	36
8.8	Mandat SST confié au comité des relations professionnelles	36
Assuranc	es	36
8.9	Assurances du producteur	36
8.10	Assurances relatives aux déplacements à l'étranger	37
8.11	Assurances du technicien	37
Chapitre 9	Clauses professionnelles	38
Mention	au générique	38
9.1	Mention du technicien au générique	38
9.2	Retrait de la mention	38
9.3	Mention de l'AQTIS au générique	38
Équipem	ent et matériel	38
9.4	Équipement confié au technicien	38
9.5	Vérification de l'équipement	38
9.6	Matériel défectueux	38
9.7	Location de matériel auprès d'un tiers	38
9.8	Argent personnel	39
9.9	Conflit d'intérêts	39
9.10	Matériel nécessaire	39
9.11	Modalités particulières relatives au matériel nécessaire au maquillage et à la coiffure	39

9.12	Modalités particulières relatives à certains outils technologiques	39
Modalité	s diverses	40
9.13	Enregistrement personnel prohibé	40
9.14	Cantinier	40
9.15	Monteur	40
9.16	Scripte	41
9.17	Opérateur de drone	41
9.18	Directeur des lieux de tournage	41
9.19	Visites techniques	41
9.20	Remise du scénario	41
Chapitre 1	O Comité de relations professionnelles et procédure de règlement des différends	42
10.1	Intention des parties	42
Comité d	e relations professionnelles	42
10.2	Comité de relations professionnelles	42
10.3	Fonctions du comité	42
10.4	Réunions du comité	42
10.5	Suspension des délais durant les travaux du Comité	42
Arbitrage	2	43
10.6	Arbitre unique	43
10.7	Parties au grief	43
10.8	Intervention des associations	43
10.9	Dépôt du grief	43
10.10	Grief écrit et détaillé	43
10.11	Réponse au grief	44
10.12	Avis d'arbitrage et choix de l'arbitre	44
10.13	Discussions de règlement	44
10.14	Audition par l'arbitre	44
10.15	Demande d'ordonnance de sauvegarde	44
10.16	Pouvoirs de l'arbitre	45
10.17	Collaboration à l'arbitrage	45
10.18	Arbitre lié par l'entente collective	45
10.19	Décision fondée sur la preuve	46
10.20	Délai pour rendre la décision	46
10.21	Décision finale et exécutoire	46
10.22	Honoraires partagés	46
10.23	Délais de rigueur	46
10.24	Calcul des délais	46

	10.25	Effet des jours non juridiques sur les délais	46
	10.26	Règlement ou retrait d'un grief	46
	10.27	Transaction sur un grief	47
Chap	itre 11	Mode d'engagement, mode de rémunération et horaire	48
Rè	gles gé	nérales	48
	11.1	Choix d'un mode de rémunération	48
	11.2	Comptabilisation au quart d'heure	48
	11.3	Taux maximal et calcul par production	48
Rè	gle par	ticulière pour les contrats « réguliers »	48
	11.4	Types de calendrier	48
	11.5	Calendrier 9/14	49
	11.6	Calendrier 5/7	49
	11.7	Ajout de jours où des services sont requis	49
Ré	munéra	ation sur une base horaire	50
	11.8	Rémunération sur une base horaire	50
	11.9	MHG 4	50
	11.10	Heures hors plateau	51
Ré	munéra	ation selon un forfait quotidien	51
	11.11	Rémunération selon un forfait quotidien	51
	11.12	Prime en sus du forfait	52
Re	pos hel	odomadaire	52
	11.13	Définition de « temps plein »	52
	11.14	Repos hebdomadaire	52
	11.15	Repos sur les productions à temps plein	52
	11.16	Définition de « journée de congé »	53
	11.17	Durée de la « journée de congé » modifiée de gré à gré	53
	11.18	Pénalité pour les services rendus durant un repos	53
	11.19	Pénalité de 7e journée	53
	11.20	Renonciation à la pénalité dans le cas de séjour à l'extérieur du Québec	53
	11.21	Horaire lors d'un festival	53
Re	pos que	otidien	54
	11.22	Repos quotidien	54
	11.23	Pénalité pour les services rendus durant un repos quotidien	54
Rè	gles gé	nérales concernant l'horaire des repas	54
	11.24	Période de repas établie en fonction du début général de plateau	54
	11.25	Prime pour appel avancé et goûter substantiel	55
	11.26	Dîner comme première période de repas	55

11.27	Horaire 5-5 et MHG 4	55
11.28	Repas de qualité standard	55
11.29	Durée de la période de repas	55
11.30	Durée totale quotidienne des périodes de repas	56
11.31	Période de grâce afin de terminer un plan ou une scène	56
11.32	Période de grâce aux fins de démontage	56
11.33	Autorisation préalable	56
Horaire 5	i-5	57
11.34	Période de repas initiale – Horaire 5-5	57
11.35	Second repas – Horaire 5-5	57
11.36	Repas de moins d'une heure – Horaire 5-5	57
11.37	Pénalité – Horaire 5-5	57
11.38	Lieu de restauration	57
Horaire 6	i-6	57
11.39	Période de repas initiale – Horaire 6-6	57
11.40	Second repas – Horaire 6-6	58
11.41	Repas de moins d'une heure – Horaire 6-6	58
11.42	Pénalité – Horaire 6-6	58
11.43	Repas aux frais du producteur – Horaire 6-6	58
Plateau f	rançais	58
11.44	Utilisation d'un plateau français	58
11.45	Pénalités à l'occasion d'un plateau français	58
Autres di	spositions	59
11.46	Prime de nuit	59
11.47	Feuille de temps	59
11.48	Prime de disponibilité	59
Chapitre 12	2 Jours fériés	61
12.1	Jours fériés	61
12.2	Jours fériés à l'étranger	61
12.3	Majoration pour les services rendus	61
12.4	Indemnité payable à l'occasion d'un jour férié	61
12.5	Lundi ou vendredi férié	62
12.6	Règle particulière lorsque la Fête nationale des Québécois survient durant une fin de semaine	62
12.7	Célébrations lors d'un jour férié	62
12.8	Enregistrement se déroulant sur deux jours	62
Chapitre 1	3 Temps transport	63
Transpor	t-voyage	63

13.1	Calcul de la distance	63
13.2	Zones	63
13.3	Services près du lieu d'hébergement	63
13.4	Temps transport-voyage lorsque l'hébergement est fourni	63
13.5	Temps transport-voyage entre deux (2) lieux d'hébergement	63
13.6	Temps transport-voyage rémunéré au THB et calcul de la durée	63
13.7	Temps transport-voyage et services	64
13.8	Service de navette	64
Transpor	t-travail	64
13.9	Temps transport-travail	64
13.10	Limites à la conduite	65
13.11	Temps transport-travail rémunéré au THA	65
13.12	Frais assumés par le producteur	66
13.13	Utilisation du véhicule personnel	66
13.14	Transport de matériel	66
13.15	Permis de conduire	66
Chapitre 1	4 Frais de séjour	67
14.1	Services dans les zones	67
Allocatio	ns de repas	67
14.2	Allocation en l'absence d'un repas	67
14.3	Services à l'étranger	67
14.4	Repas à l'extérieur des zones ou lors d'un déplacement	67
14.5	Long séjour à l'extérieur des zones	68
Hébergei	ment	68
14.6	Normes d'hébergement	68
14.7	Hébergement lors d'une prestation de plus de 15h30	68
14.8	Paiement de l'indemnité sur une base hebdomadaire	68
Chapitre 1	5 Rémunération	69
15.1	Rémunération déterminée à la conclusion du contrat	69
15.2	Minimums applicables	69
15.3	Fiche de rémunération	69
Chapitre 1	6 Dépôt en garantie	71
16.1	Dépôt en garantie pour les permissionnaires et les stagiaires	
16.2	Dépôt en garantie en cas de défaut antérieur	
16.3	Forme du dépôt en garantie	
16.4	Information relative aux permissionnaires de l'AQPM	
16.5	Services avant la réception du dépôt en garantie	

16.6	Fin du dépôt en garantie	71
16.7	Retenue dans le cas d'un différend	72
Chapitre 17	7 Avis	73
17.1	Mode de transmission des avis	73
17.2	Computation des délais	73
Chapitre 18	Prise d'effet et durée de l'entente collective	74
18.1	Durée de l'entente	74
18.2	Période transitoire	74
18.3	Avis de négociation	74
18.4	Maintien des effets de l'entente	74
18.5	Annexes et lettres d'entente	74
18.6	Séparabilité	74
Annexe A	Procédure d'adhésion pour les producteurs non-membres	76
Annexe B	Liste des fonctions visées par l'entente	79
Annexe C	Portée des secteurs 1	84
Annexe D	Portée des secteurs 3	85
Annexe E	Fonds de formation et de développement	87
Annexe F	90	
Formulaire	de remise	90
Annexe G	91	
Fonds sout	enant l'accès au retrait préventif	91
Annexe H	95	
Feuille de t	emps	95
Annexe I	101	
	ns relatives à une nouvelle production	101
	Contrat-type	
	Chaussures de sécurité	_
Annexe L	107	
	// (2019-2020) Cachets minimaux applicables	109
	// (2020-2021) Cachets minimaux applicables	
	// (2021-2022) Cachets minimaux applicables	
	// (2022-2023) Cachets minimaux applicables	
	I (2019-2023) Cachets minimaux applicables dans le cadre d'une production étrangère à	
	1 (2013-2023) Cachets minimadx applicables dans le cadre d'une production etrangere a	_
Lettre d'en	tente sur la Loi sur les normes du travail	137
Lettre d'en	tente sur les coordonnateurs de production	138
	tente sur les impacts d'une potentielle restructuration du régime de retraite de	

Lettre d'entente sur la fatigue	141
Lettre d'entente sur le harcèlement	143
Lettre d'entente relative à l'évaluation des fonctions	146
Lettre d'entente sur la participation d'autres associations au Fonds de formatie et/ou au Fonds soutenant l'accès au retrait préventif	• •
Lettre d'entente sur les coproductions	149
Lettre d'entente sur les différés	150
Notes interprétatives	151

Chapitre 1 But et champ d'application

1.1 But

La présente entente collective a pour but de fixer les conditions minimales pour l'engagement des techniciens auxquels elle s'applique, de favoriser le maintien de bonnes relations entre les parties et de mettre en place une procédure d'arbitrage de griefs.

1.2 Champ d'application

La présente entente collective s'applique aux techniciens dont les services sont retenus par un producteur aux fins d'une production, et ce, même si le technicien offre ses services au moyen d'une personne morale.

Nonobstant ce qui précède, la présente entente collective ne s'applique pas aux émissions sportives ou aux courts-métrages.

1.3 Producteurs liés

La présente entente collective lie tous les producteurs membres de l'AQPM, qu'ils soient membres réguliers, permissionnaires ou stagiaires.

Elle lie également les producteurs non-membres de l'AQPM qui adhèrent à la présente entente collective aux fins d'une production donnée conformément à la procédure décrite à l'Annexe A.

1.4 Employés non visés

La présente entente collective ne s'applique pas aux employés du producteur.

1.5 Stagiaires et apprentis

La présente entente collective ne s'applique pas aux stagiaires, mais elle s'applique aux apprentis dont les services sont retenus dans le cadre d'un programme d'apprentissage mis sur pied par l'AQTIS, lesquels doivent par ailleurs bénéficier d'une rémunération horaire minimalement équivalente au salaire minimum établi conformément à la *Loi sur les normes du travail*, RLRQ c N-1.1, majoré de cinquante sous (0.50\$). Qui plus est, ni un stagiaire ni un apprenti ne peut prendre la place d'un technicien de l'équipe AQTIS.

Compte tenu de ce qui précède, l'AQTIS peut déposer un grief pour un technicien qui, selon elle, n'est pas un stagiaire ou un apprenti et, dans un tel cas, le producteur assume le fardeau de démontrer le statut de la personne concernée. L'AQTIS peut également déposer un grief si elle considère qu'un stagiaire ou un apprenti a pris la place d'un technicien de l'équipe AQTIS et, dans un tel cas, l'AQTIS assume le fardeau d'établir la validité de ses prétentions.

¹ Cela implique que, au 10 novembre 2019, le salaire minimum pour un apprenti est de 13 \$/h.

1.6 Résident étranger

Lorsqu'il n'est pas explicitement régi par les lois québécoises, le contrat d'engagement d'un technicien ne résidant pas au Québec n'est pas assujetti aux dispositions de la présente entente collective, et ce, même si le technicien est appelé à rendre une partie ou l'ensemble de ses services sur le territoire de la province.

1.7 Résident québécois

Lorsqu'il est régi par les lois québécoises, le contrat d'engagement d'un technicien résidant au Québec demeure assujetti aux dispositions de la présente entente collective même si le technicien est appelé à rendre une partie ou l'ensemble de ses services à l'extérieur de la province.

1.8 Application lors d'une captation de spectacle

Dans le cas d'une captation de spectacle, seuls les techniciens nécessaires à la production sont assujettis à la présente entente collective et, partant, l'ensemble des techniciens dont les services sont retenus aux fins du spectacle lui-même n'y sont pas assujettis.

Toutefois, lors de la répétition avec caméra et de l'enregistrement, les techniciens qui occupent les fonctions suivantes deviennent assujettis à l'entente collective:

- Maquilleur
- Coiffeur
- Opérateur de projecteur de poursuite ou de projecteurs motorisés
- Concepteur d'éclairage, s'il a adapté son plan d'éclairage pour l'enregistrement ou s'il agit à titre de directeur de la photographie le jour de l'enregistrement
- Régisseur, s'il œuvre à la régie reliée au mobile
- Machiniste, s'il rend des services propres à l'enregistrement d'une production
- Chef éclairagiste
- Éclairagiste

Les parties reconnaissent que, dans tous les cas, l'aiguilleur salle (PA image) n'exerce pas une fonction couverte par l'entente collective.

Malgré ce qui précède et sous réserve des dispositions concernant les maisons de services, les techniciens fournis par le locateur de la salle aux fins du spectacle capté ne sont pas assujettis à l'entente collective.

1.9 Documentaire ayant une structure de financement mixte

Compte tenu des particularités reliées au financement des documentaires, il est convenu qu'un documentaire dont la structure financière comprend une licence émise au bénéfice d'un service de

programmation linéaire titulaire d'une licence du CRTC est visé par l'entente collective Télévision, et ce, même s'il est initialement présenté en salle.

Il est également convenu qu'un documentaire initialement présenté en salle et dont la structure financière ne comprend aucune licence émise au bénéfice d'un service de programmation linéaire titulaire d'une licence du CRTC est visé par la présente entente collective.

Chapitre 2 Définitions

Les parties conviennent que, aux fins de la présente entente collective, le genre masculin inclut le genre féminin, et ce, uniquement afin d'alléger la forme de l'entente.

Les parties conviennent également que les titres et les sous-titres utilisés dans la présente entente collective ont uniquement une portée indicative.

Les parties conviennent finalement que, aux fins de la présente entente collective, les termes suivants signifient :

2.1 Allocation

Somme versée au technicien pour compenser une dépense ou des frais.

2.2 **AQPM**

Association québécoise de la production médiatique.

2.3 **AQTIS**

Alliance québécoise des techniciens et techniciennes de l'image et du son.

2.4 Bris de plateau

Heure à laquelle est annoncée la fin de la journée d'enregistrement.

2.5 Budget

Coût total de la production établi selon le budget en vigueur au premier jour d'enregistrement et accepté, le cas échéant, par le garant de bonne fin ou par les partenaires financiers du producteur.

2.6 Calendrier

Document préparé par le producteur et prévoyant le déroulement de la production, notamment les jours d'enregistrement.

2.7 Captation de spectacle

Production constituée essentiellement d'un enregistrement d'une prestation artistique sur scène et nécessitant la participation d'un ou de plusieurs artiste(s)-interprète(s) (c.-à-d. un musicien, un chanteur, un comédien, un humoriste, etc.), à l'exclusion des productions visant une prestation faite devant un public non payant ou qui n'auraient pas lieu n'eût été de leur enregistrement pour la télédiffusion.

2.8 Contrat d'engagement

Entente écrite intervenue entre un producteur et un technicien par laquelle le producteur retient les services d'un technicien aux fins d'une production précise.

2.9 Convocation

Heure, déterminée par le producteur (ou par un technicien à la demande expresse du producteur), à laquelle le technicien doit débuter sa prestation de services.

Lorsque le contexte le justifie, ce terme peut aussi désigner le lieu, déterminé par le producteur (ou par un technicien à la demande expresse du producteur), où le technicien doit débuter sa prestation de services.

2.10 Coproduction

Production effectuée en collaboration avec un producteur étranger, dans le cadre d'un accord international officiel ou d'un accord signé en vertu de la *Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles*, RLRQ c S-10.002.

2.11 Court-métrage

Production d'une durée de trente (30) minutes ou moins.

2.12 Début général de plateau

Heure, déterminée par le producteur et ne pouvant être ultérieure au début de l'enregistrement, utilisée comme point de référence afin d'établir les périodes de repas des techniciens.

2.13 Délégué d'équipe

Technicien agissant comme porte-parole de l'équipe AQTIS aux fins d'une production donnée.

2.14 Documentaire

Production qui présente de façon non fictive la réalité, aux fins d'informer ou d'analyser de façon critique un sujet spécifique ou un point de vue d'auteur ou encore de traiter en profondeur un sujet donné. Des techniques relatives à d'autres genres, notamment les dramatiques, les variétés, l'animation, etc., peuvent être utilisées dans un documentaire, afin de communiquer ou d'illustrer l'information à donner.

2.15 Émission sportive

Production dont l'objet principal réside dans la captation et/ou la retransmission d'un ou de plusieurs événements sportifs, qu'ils soient présentés en direct ou en différé, avec ou sans montage, accompagné ou non de commentaires ou d'animation.

2.16 Employé

Salarié dont les services ne sont pas retenus aux fins d'un projet ou d'une production en particulier, mais plutôt dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée ou dans celui d'un contrat de travail concernant un ensemble indéterminé de projets ou de productions.

2.17 Enregistrement (ou Tournage)

Action d'enregistrer une œuvre audiovisuelle, laquelle peut être distinguée des autres étapes nécessaires à la confection d'une production (telles que la préproduction ou la postproduction).

2.18 Équipe AQTIS

L'ensemble des techniciens engagés par le producteur aux fins d'une production donnée.

2.19 **Équipe AQTIS de plateau**

L'ensemble des techniciens engagés par le producteur et dont les fonctions exigent la présence sur le plateau.

2.20 Feuille de service

Document quotidien indiquant les convocations, résumant le plan de travail et donnant la liste des détails pertinents pour la journée d'enregistrement concernée, y incluant minimalement le nom et la fonction des membres de l'équipe AQTIS devant fournir des services au cours de cette journée et, le cas échéant, leur heure de convocation.

2.21 Feuille de temps

Document sur lequel le technicien indique, pour chaque semaine ou partie de semaine, les heures où il a effectivement rendu des services au producteur.

2.22 Force majeure

Événement imprévisible et extérieur à la personne, auquel on ne peut résister et qui rend impossible l'exécution de l'obligation par l'une ou l'autre des parties. Aux fins d'application de la présente entente, le retrait d'un investisseur majeur ou du distributeur qui rend la poursuite de la production impossible est assimilé à une force majeure.

2.23 Forfait

Rémunération établie sur une base quotidienne ou, selon le cas, pour l'ensemble des services à rendre hors plateau.

2.24 Forfait quotidien applicable (FQA)

Forfait quotidien qui tient compte des pénalités et des primes appliquées en vertu de la présente entente collective et qui ne peut jamais excéder trois (3) fois le FQB.

2.25 Forfait quotidien de base (FQB)

Forfait quotidien prévu au contrat d'engagement.

2.26 Forfait quotidien minimum (FQM)

Forfait quotidien minimum applicable pour une fonction conformément à la présente entente collective.

2.27 Formulaire de remise

Document joint aux sommes versées à l'AQTIS par le producteur (en son nom propre ou pour les techniciens) et établissant, sur une base individuelle, le détail des sommes versées.

2.28 Indemnité

Rémunération versée en raison d'un avantage social ou, selon le contexte, d'une modification au contrat.

2.29 Jour garanti

Journée pour laquelle le producteur retient à l'avance les services d'un technicien et pour laquelle il s'engage à le rémunérer, qu'une prestation de services soit ou non effectivement requise.

2.30 Maison de services

Entreprise spécialisée dans la location d'équipements, de personnel technique ou de fourniture de matériel et qui n'est pas responsable de l'ensemble de la production.

2.31 Membre de l'AQTIS

Technicien qui, conformément aux statuts et règlements de l'AQTIS, est membre de l'AQTIS.

2.32 Navette

Service de transport mis à la disposition des techniciens par le producteur afin qu'ils puissent se rendre au lieu de convocation et/ou en revenir.

2.33 Permissionnaire

Technicien non membre de l'AQTIS dont les services sont retenus par un producteur conformément aux dispositions de la présente entente collective.

2.34 Pénalité

Somme versée en raison du dépassement des cadres horaires fixés par la présente entente collective ou, selon le contexte, en raison d'un retard à exécuter une obligation prévue à la présente entente collective.

2.35 Plan complémentaire

Complément à ou reprise d'une séquence déjà enregistrée, enregistré avec une équipe d'au plus dix (10) techniciens.

2.36 Plateau

Lieu où une production est enregistrée, en tout ou en partie.

2.37 **Prime**

Rémunération additionnelle versée au technicien en raison d'une situation spécifique.

2.38 Producteur

Personne physique ou morale qui retient les services de techniciens en vue de produire une production.

2.39 Production

Production cinématographique ou télévisuelle au sens de l'Annexe I de la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma, RLRQ c S-32.1, étant principalement et originalement destinée à la salle et aux fins de laquelle les services d'au moins un technicien sont retenus.

Ce terme désigne également l'ensemble des étapes de préproduction, d'enregistrement et de postproduction nécessaires à la création d'une telle œuvre.

2.40 Rémunération totale

Ensemble des sommes dues à un technicien en vertu d'un contrat d'engagement, à l'exclusion des allocations.

Uniquement aux fins de l'application des articles 3.5 et 6.1 à 6.6, la rémunération totale comprend, le cas échéant, l'indemnité de congé annuel versée à un technicien salarié à la lumière du troisième alinéa de l'article 4.2.

2.41 Représentant de l'AQTIS

Personne n'œuvrant pas à titre de technicien sur une production donnée, dûment mandatée par l'AQTIS et pouvant agir au nom de cette dernière.

2.42 Séquence

Segment du calendrier comptant quatorze (14) jours consécutifs, établi en fonction du premier jour d'enregistrement.

2.43 Stagiaire (ou apprenti)

Personne, rémunérée ou non, dont la participation à la production est acceptée par le producteur et un technicien formateur et qui rend ses services dans le cadre d'un stage de formation donné par une institution d'enseignement reconnue, dans le cadre d'un programme d'apprenti mis sur pied par l'AQTIS ou, à défaut, avec l'accord écrit de l'AQTIS.

2.44 Studio

Local ou espace aménagé aux fins d'un enregistrement, où est disposé un décor ou des éléments servant à des effets optiques ou spéciaux pouvant être reconstitué(s) dans un autre lieu.

2.45 Tarif horaire applicable (THA)

Tarif horaire effectif qui tient compte des pénalités et des primes appliquées en vertu de la présente entente collective et qui ne peut jamais excéder trois (3) fois le THB.

2.46 Tarif horaire de base (THB)

Tarif horaire prévu au contrat d'engagement.

2.47 Tarif horaire minimum (THM)

Tarif horaire minimum applicable pour une fonction conformément à la présente entente collective.

2.48 Technicien

Artiste au sens de la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma, RLRQ c S-32.1, occupant une fonction énumérée à l'Annexe B et dont les services sont retenus par un producteur aux fins d'une production.

2.49 Temps transport-travail

Temps durant lequel le technicien conduit, à la demande du producteur, un véhicule aux fins de sa prestation de services.

2.50 Temps transport-voyage

Temps nécessaire pour que le technicien se rende à son lieu de convocation ou qu'il en revienne.

Chapitre 3 Reconnaissance, système d'engagement des techniciens et dispositions connexes

Reconnaissances

3.1 Reconnaissance de l'AQTIS

L'AQPM et ses membres reconnaissent l'AQTIS comme le seul agent négociateur et le représentant de tous les artistes couverts par les reconnaissances octroyées à l'AQTIS eu égard aux secteurs 1 – Cinéma, 3 – Film et 3 – Vidéo et autres supports par la Loi modifiant la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma et d'autres dispositions législatives, L.Q. 2009, c. 32, et/ou par le Tribunal administratif du travail.

La portée desdits secteurs est respectivement décrite à l'Annexe C et à l'Annexe D.

3.2 Reconnaissance de l'AQPM

L'AQTIS reconnaît l'AQPM comme le seul agent négociateur de ses membres aux fins de la conclusion d'une entente collective au sens de la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma, RLRQ c S-32.1.

Fonctions et tâches confiées aux techniciens

3.3 Absence de plancher d'emploi

L'énumération des fonctions visées par la présente entente collective ne constitue pas un plancher d'emploi et ne peut être interprétée ainsi.

Cependant, dans le cadre d'une production disposant d'un budget de 10,000,000\$ ou plus, le producteur convient de faire des efforts raisonnables, dans la limite du budget de la production et des considérations particulières de celle-ci, afin d'engager une équipe caméra conforme aux pratiques établies dans l'industrie.

3.4 Utilisation de personnes qui ne sont pas des techniciens

Dès que le producteur retient les services d'un (1) technicien aux fins d'une production donnée, il ne peut confier l'une ou l'autre des fonctions couvertes par la présente entente collective à une personne n'étant pas un technicien, sauf s'il :

- (a) recourt aux services de ses employés ou ses représentants;
- (b) utilise les services d'une maison de services pour faire effectuer du travail relié à la préproduction ou à la postproduction;

- (c) utilise les services de techniciens d'une maison de services liée par une entente collective intervenue avec l'AQTIS;
- (d) recourt à la commandite de services d'un maquilleur ou d'un coiffeur. Dans un tel cas, le travail doit s'effectuer à la place d'affaires du commanditaire.

Dans les cas visés au paragraphe (b), le producteur avise par écrit l'AQTIS et il demande par écrit à la maison de services de lui fournir les services d'employés. À la demande de l'AQTIS, le producteur lui fournit une copie de sa demande à la maison de services et, le cas échéant, de la réponse reçue de la maison de services.

Malgré ce qui précède, le producteur ne peut pas confier la fonction de monteur à une maison de services.

Le présent article ne limite pas la capacité du producteur de confier à d'autres personnes dont les services sont retenus aux fins de la production concernée certaines tâches normalement associées à une fonction couverte par la présente entente collective, et ce, tant et aussi longtemps que ces tâches sont connexes aux services rendus par la personne en question et que cette dernière n'y consacre pas la majorité de son temps.

3.5 Utilisation de techniciens non-membres de l'AQTIS

Le producteur qui retient les services d'un technicien non-membre de l'AQTIS retient, à même la compensation versée audit technicien, un montant équivalent à 5.5% de la rémunération totale du technicien, et ce, à titre de frais de permis payable à l'AQTIS. Le technicien est alors considéré comme un permissionnaire.

Si, dans le cadre d'une production donnée, plus de 10% des prestations de services couvertes par la présente entente collective (calculées en jour-technicien – voir la note interprétative pour une illustration du calcul) sont effectuées par des techniciens n'étant pas membres de l'AQTIS, le producteur doit verser une contribution spéciale au Fonds de formation et de développement établi conformément à l'Annexe E.

Malgré ce qui précède, le nombre de prestations de services pouvant être rendues par les techniciens n'étant pas membres de l'AQTIS avant qu'une contribution spéciale n'ait à être versée au Fonds de formation et de développement ne peut être inférieur au nombre de jours d'enregistrement effectués dans le cadre de la production concernée.

Aux fins du présent article, ne sont pas considérés comme des prestations de services effectuées par des techniciens n'étant pas membres de l'AQTIS les prestations de services rendues par des techniciens engagés :

- (a) après que le producteur ait consulté l'AQTIS par le biais de son système d'engagement des techniciens ; et
- (b) qu'aucun technicien disponible et répondant aux exigences spécifiques de la production n'ait été référé au producteur ou n'ait accepté d'œuvrer pour celui-ci aux conditions d'engagement offertes.

Sauf si le producteur a respecté la procédure prévue à l'alinéa précédent, les prestations de services effectuées par un technicien non-membre de l'AQTIS remplissant l'une ou l'autre des fonctions suivantes sont toujours considérées comme excédant le seuil de 10% mentionné au premier paragraphe du présent article : armurier, chauffeur spécialisé, chef paysagiste, chef sculpteur mouleur, graphiste, maquilleur d'effets spéciaux, mixeur sonore, monteur sonore, opérateur de drone, opérateur de projection visuelle, paysagiste, photographe de plateau, préposé aux premiers soins, responsable des animaux, sculpteur mouleur, technicien en infographie.

Le cas échéant, il revient au producteur de faire la preuve qu'il a consulté le SET et que cette consultation n'a pas permis de retenir les services d'un membre de l'AQTIS.

Le cas échéant, la valeur de la contribution spéciale devant être versée en vertu du présent article est de cinquante dollars (50\$) pour chaque jour de prestation de service effectuée en sus du seuil établi en vertu des deux (2) premiers alinéas du présent article.

Aux fins de permettre l'application du présent article, le producteur doit veiller à compléter les sections pertinentes du formulaire type de remise (joint à la présente entente collective comme Annexe F) ou de son équivalent.

3.6 Détermination de la fonction

Le producteur et le technicien doivent indiquer au contrat d'engagement la fonction (ou, dans les cas prévus à l'article 3.7, les fonctions) qui sera (seront) occupée(s) par le technicien dans le cadre de la production pour laquelle ses services sont retenus.

La fonction doit obligatoirement être l'une de celles couvertes par la présente entente collective et correspondre à la fonction regroupant la majorité des tâches et des responsabilités que le technicien devra remplir dans le cadre de son contrat.

Malgré ce qui précède, si le producteur retient les services de deux (2) techniciens ou plus dans un seul groupe de fonctions apparentées, l'un desdits techniciens doit être assigné à la fonction de « chef » du groupe concerné.

Pour qu'une personne puisse être considérée comme occupant une fonction d' « assistant » à une autre fonction (ou, dans le cas des assistants-caméra, de 2e ou 3e assistant), les services d'au moins un technicien occupant ladite fonction (ou, dans le cas des assistants-caméra, de 1er assistant) doivent avoir été retenus aux fins de la production concernée.

3.7 Cumul de tâches et de fonctions

Dans le cadre de sa fonction, le technicien peut être appelé à remplir des tâches connexes aux siennes.

Le technicien peut également, mais uniquement dans la mesure où cela est explicitement prévu au contrat d'engagement, se voir confier, aux fins d'une même production, la majorité des tâches normalement associées à deux (2) ou plusieurs fonctions.

Si les fonctions concernées appartiennent toutes à l'un ou l'autre des ensembles suivants :

- (a) Les fonctions comprises dans les départements de la caméra, des décors, des éclairages, des machinistes, de la régie télé et du son;
- (b) Les fonctions comprises dans les départements de la coiffure, des costumes et du maquillage;
- (c) Les fonctions comprises dans les départements de la continuité, de la réalisation, de la logistique, des lieux de tournage et du transport;
- (d) Les fonctions comprises dans le département du montage.

la rémunération du technicien doit être établie en vertu du tarif horaire ou forfaitaire applicable à la fonction la mieux rémunérée et ledit tarif doit être majoré de 15%.

Dans les autres cas de cumul de fonctions, le producteur et le technicien doivent conclure au moins un contrat d'engagement par fonction ou groupe de fonctions connexes.

3.8 Cumul des fonctions de maquilleur et de coiffeur

Nonobstant l'article 3.7 de la présente entente collective, si un producteur retient, aux fins d'une production donnée, les services d'un seul technicien afin qu'il remplisse l'ensemble des tâches normalement associées aux fonctions de maquilleur et de coiffeur, le THB négocié avec le technicien doit minimalement excéder le THM associé à la fonction de maquilleur de 25% ou plus.

Toujours nonobstant l'article 3.7 de la présente entente collective, une seule personne peut se faire confier à la fois la majorité des tâches normalement associées à une fonction du groupe « maquilleur » et la majorité des tâches normalement associées à une fonction du groupe « coiffeur », et ce, pour chaque groupe de quatre (4) personnes occupant l'une ou l'autre des fonctions de ces deux groupes de fonctions apparentées.

3.9 Nouvelles fonctions

Dans l'éventualité où le Tribunal administratif du travail considère que des fonctions non prévues à l'Annexe B de la présente entente collective sont couvertes par les reconnaissances mentionnées à l'article 3.1, lesdites fonctions seront réputées couvertes par la présente entente collective et cette dernière s'appliquera, de façon prospective seulement (c.-à-d. seulement pour les services rendus après la date mentionnée ci-après), à tout contrat d'engagement signé plus de trente (30) jours après la décision du Tribunal administratif du travail, et ce, au terme d'une période de transition de six (6) mois débutant à la date de la décision du Tribunal administratif du travail.

Les parties conviennent qu'elles tenteront, en toute bonne foi, de convenir d'un THM ou d'un forfait quotidien minimum pour cette (ces) fonction(s) et/ou des autres aménagements nécessaires pour permettre l'intégration de cette (ces) fonction(s) dans l'entente collective. À défaut d'une entente entre les parties, le tarif ou le forfait payable à un technicien occupant une telle fonction sera établi de gré à gré par le producteur et le technicien et seuls les chapitres suivants de l'entente collective s'appliqueront au contrat d'engagement : Chapitre 1, Chapitre 2, Chapitre 3, Chapitre 4, Chapitre 5, Chapitre 6, Chapitre 7, Chapitre 8, Chapitre 9, Chapitre 10, Chapitre 16, Chapitre 17 et Chapitre 18.

Chapitre 4 Droit de gérance

4.1 Droit exclusif de gérer la production

Sous réserve des dispositions de la présente entente collective, l'AQTIS reconnaît au producteur le droit exclusif de gérer et d'administrer son entreprise et d'exercer, à cette fin, toutes les fonctions de gérance reliées à la conduite de ses affaires.

Le producteur conserve ainsi tous les droits de gestion non spécifiquement cédés ou restreints par la présente entente collective et dispose notamment du droit de choisir les techniciens œuvrant sur ses productions et de retenir leurs services, de mettre fin à leur contrat d'engagement dans le respect de la présente entente collective, d'établir les calendriers de production et de modifier ceux-ci, d'assigner les tâches, de déterminer et de décider des méthodes de production, des endroits d'enregistrement, des entreprises et des fournisseurs avec lesquels il fera affaire et de l'équipement qu'il utilisera.

4.2 Statut fiscal

Dans le cadre de l'exercice de son droit de gérance, le producteur veille au respect de la législation applicable, laquelle prévoit, notamment en matière fiscale, des paramètres permettant aux parties d'établir leurs statuts respectifs et les obligations afférentes à ceux-ci.

Dans un tel contexte, conformément à la législation applicable, le producteur ne peut imposer un statut fiscal à un technicien.

Qui plus est, lorsque le statut du technicien, déterminé selon la législation applicable, est celui de salarié, le producteur veille notamment au paiement, à chaque période de paie, d'une indemnité de congé annuel d'une valeur équivalente à 4% de la rémunération totale du technicien durant la période de paie en question.

4.3 Responsabilité des administrateurs

Dans l'éventualité où le producteur est une personne morale, la présente entente collective n'a pas pour effet de soustraire ses administrateurs de la responsabilité solidaire qu'ils peuvent éventuellement encourir envers les techniciens du producteur en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les compagnies*, RLRQ c C-38, ou de l'article 119 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, S.R.C. (1985), ch. C-44.

Dans un tel cas, la procédure prévue au Chapitre 10 de la présente entente collective ne s'applique pas et le technicien (ou l'AQTIS en son nom) conserve tous ses recours devant les tribunaux de droit commun.

Chapitre 5 Harcèlement, discrimination et représailles

5.1 Non-discrimination

Le producteur et le technicien ont droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap, sous réserve d'une distinction ou préférence fondée sur les aptitudes ou qualités requises par le travail.

5.2 Environnement exempt de harcèlement

Le producteur et le technicien ont le droit d'œuvrer dans un environnement sain, exempt de harcèlement et de violence.

5.3 Obligations des parties en matière de harcèlement

Le technicien, le producteur et les personnes œuvrant pour celui-ci ne doivent pas poser des gestes et/ou adopter des conduites constituant du harcèlement à l'endroit des personnes avec lesquelles ils œuvrent.

Ils ont l'obligation de collaborer de bonne foi à toute enquête menée par un producteur (ou par un tiers nommé par celui-ci) et à toute mesure raisonnable adoptée par le producteur aux fins de prévenir et/ou de faire cesser le harcèlement.

Qui plus est, le producteur doit prendre les moyens raisonnables pour prévenir le harcèlement et, lorsqu'une telle conduite est portée à sa connaissance, pour la faire cesser. À cet effet, il doit notamment adopter et rendre disponible au technicien une politique de prévention du harcèlement.

5.4 Politique sur le harcèlement

La politique de prévention du harcèlement devant être adoptée par le producteur doit identifier une personne responsable de la réception des plaintes et/ou des dénonciations.

Elle doit également contenir les coordonnées de la ressource désignée en matière de harcèlement au sein de l'AQTIS, laquelle peut être rejointe par courriel à l'adresse suivante : infoharcelement@aqtis.qc.ca.

La politique ne peut être contraire au présent chapitre et doit y référer spécifiquement. Elle peut consister en une reproduction de l'ensemble des articles du présent chapitre si elle contient l'information prévue au premier alinéa du présent article.

Sur demande de l'AQTIS, le producteur lui fait parvenir, une fois par année, une copie de sa politique de prévention du harcèlement.

5.5 Définition de harcèlement

Aux fins de la présente entente collective, le terme « harcèlement » comprend tant le harcèlement sexuel et d'autres types de harcèlement à caractère discriminatoire que le harcèlement psychologique, ce dernier terme comprenant toute conduite vexatoire portant atteinte à l'intégrité psychologique ou physique d'une personne et entraînant pour elle un environnement néfaste.

Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour la personne visée.

À des fins de compréhension, les parties peuvent consulter la lettre d'entente sur le harcèlement jointe à la présente entente collective, laquelle énonce des exemples concrets des différentes formes que peut prendre le harcèlement.

5.6 Absence de représailles

Le technicien ne peut faire l'objet d'aucune mesure de représailles (cette notion pouvant inclure le refus de conclure un contrat d'engagement) de la part d'un producteur parce qu'il occupe une fonction syndicale, parce qu'il a collaboré à une enquête menée en vertu du présent chapitre ou en raison de l'exercice d'un droit prévu à la présente entente collective ou à la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma, RLRQ c S-32.1.

Qui plus est, nul ne peut user d'intimidation ou de menaces envers un technicien afin de l'amener à devenir membre de l'AQTIS et/ou de l'empêcher d'offrir ses services à un producteur.

Dans l'éventualité d'un grief fondé sur le premier alinéa du présent article, s'il est établi à la satisfaction de l'arbitre que le technicien a occupé, de façon concomitante à la mesure reprochée, une fonction syndicale ou exercé un droit mentionné audit paragraphe, il y a présomption simple en sa faveur que la mesure a été prise contre lui pour cette raison et il incombe au producteur de prouver qu'il a pris cette mesure pour un autre motif valable.

Procédure applicable en cas de harcèlement

5.7 Droit à l'assistance de l'AQTIS

En tout temps, le technicien peut se référer à l'AQTIS et/ou solliciter son assistance s'il a des questions eu égard à une situation susceptible d'être visée par le présent chapitre ou s'il est impliqué dans une enquête menée par un producteur (ou, le cas échéant, un tiers indépendant).

5.8 **Droit d'être accompagné**

Le technicien dont la conduite est visée par un avis de harcèlement peut, s'il en fait la demande, être accompagné par une personne de son choix (y incluant un représentant de l'AQTIS) à toutes les étapes de la procédure prévue au présent chapitre.

De même, le technicien identifié comme victime potentielle à même un tel avis peut, s'il en fait la demande, être accompagné par une personne de son choix (y incluant un représentant de l'AQTIS) à

toutes les étapes de la procédure prévue au présent chapitre. Dans un tel cas, il est compris que cette personne joue strictement un rôle d'accompagnateur et non celui de représentant et ne peut s'immiscer dans les échanges entre le technicien et le producteur (ou, selon le cas, le tiers indépendant) ou nuire à ceux-ci de quelque façon que ce soit.

Le producteur (ou, le cas échéant, le tiers indépendant) peut permettre aux autres personnes concernées par la procédure (à titre d'exemple les témoins) d'être accompagnées selon les mêmes modalités que celles prévues à l'alinéa précédent.

5.9 Avis au producteur

Si un technicien croit faire l'objet de harcèlement (ou appréhende faire l'objet de harcèlement), il peut tenter de résoudre la situation par lui-même, notamment en informant la personne concernée que sa conduite est non désirée.

Par ailleurs, le technicien qui croit faire l'objet de harcèlement doit, qu'il ait tenté de résoudre la situation par lui-même ou non, en aviser sans délai le producteur.

Cet avis peut être verbal ou écrit et, même s'il est recommandé de le donner à la personne désignée par le producteur dans sa politique sur le harcèlement, il peut être donné à tout représentant du producteur.

Si la personne à qui la conduite est reprochée est un représentant du producteur, l'avis peut également être donné à la personne désignée à cette fin au sein de l'AQPM, laquelle peut être rejointe par courriel à l'adresse suivante : avisharcelement@aqpm.ca.

L'avis peut être donné par le technicien ou par une personne désignée par lui, y incluant un représentant de l'AQTIS.

5.10 Mode alternatif de résolution des différends

À tout moment durant la procédure prévue au présent chapitre, le producteur doit, lorsque cela est opportun à la lumière des circonstances, offrir aux personnes concernées de recourir à des modes alternatifs de résolution des différends, tels que la médiation. Le cas échéant, il est compris que les personnes concernées conservent la discrétion d'accepter ou non de participer à une telle démarche et que celle-ci doit être menée selon les règles de l'art.

5.11 Analyse et enquête

Sur réception d'un avis, le producteur doit analyser sans délai la situation.

Dans la plupart des cas, le producteur doit réaliser une enquête diligente et sérieuse, laquelle doit, le cas échéant, être réalisée selon les règles de l'art de façon à permettre aux personnes concernées d'être entendues.

Dans l'éventualité où la personne à qui la conduite est reprochée est un cadre supérieur du producteur, le producteur en avise l'AQPM sans délai et confie à un tiers indépendant, désigné par l'AQPM, le mandat d'enquêter sur les faits mentionnés à l'avis. Cependant, si l'AQPM considère que les faits mentionnés à l'avis ne justifient pas, à leur face même, une enquête, elle en avise l'AQTIS (dans la mesure où la victime

alléguée à l'avis est visée par la présente entente collective) et le producteur et ce dernier n'est pas tenu de procéder à une enquête.

5.12 Conclusions

Si, au terme de son analyse, le producteur conclut qu'une conduite constituant du harcèlement est survenue, il doit, sans délai, prendre les moyens raisonnables à sa disposition pour faire cesser cette conduite et pour prévenir d'autres conduites de même nature dans l'avenir.

Dans tous les cas, au terme de son analyse, le producteur avise les personnes concernées des conclusions de sa démarche.

Qui plus est, si, au terme de son analyse, le producteur décide de prendre une mesure à l'encontre d'un technicien en raison du fait que celui-ci a adopté une conduite de harcèlement, il en avise l'AQTIS par écrit, et ce, que la mesure soit provisoire ou définitive.

5.13 Grief de harcèlement

Le technicien qui considère insuffisantes ou inefficaces les mesures prises par le producteur afin de faire cesser une conduite de harcèlement qui l'affecte et dont le producteur a connaissance peut se prévaloir du Chapitre 10 de la présente entente collective. Il est compris que le technicien peut faire de même si le producteur considère, au terme d'une enquête, que les faits allégués dans un avis de harcèlement sont non fondés ou ne constituent pas du harcèlement.

Dans un tel cas, nonobstant l'article 10.9 de la présente entente collective, le grief doit être déposé dans les deux (2) ans suivant la dernière manifestation du harcèlement ou dans les quarante-cinq (45) jours suivant la communication au technicien des résultats de l'enquête du producteur, selon la plus longue des deux (2) échéances.

5.14 Pouvoirs de l'arbitre

En sus des pouvoirs dont il dispose en vertu de l'article 10.16 de la présente entente collective, l'arbitre saisi d'un grief fondé sur l'article 5.13 de la présente entente collective peut ordonner au producteur de prendre les moyens raisonnables pour faire cesser le harcèlement, ordonner au producteur de verser au technicien des dommages et intérêts punitifs et moraux et ordonner au producteur de financer le soutien psychologique requis par le technicien, pour une période raisonnable qu'il détermine.

Par ailleurs, si, parallèlement un tel grief, le technicien exerce un recours en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, RLRQ c A-3.001 afin de faire reconnaître qu'il est victime d'une lésion professionnelle, l'arbitre doit réserver sa décision eu égard à l'octroi de toutes formes d'indemnisation, de dommages moraux ou punitifs ou de mesures visant à remédier à la lésion.

Chapitre 6 Droits associatifs

Système de retenues et de remises

6.1 Cotisation syndicale proportionnelle

Le producteur retient le montant de la cotisation syndicale proportionnelle déterminé par l'AQTIS de la rémunération totale du technicien, et ce, à chaque période de rémunération.

À la date de la signature de la présente entente, le montant de la cotisation syndicale proportionnelle est équivalent à trois pour cent (3%) de la rémunération totale du technicien.

6.2 Cotisation établie par l'AQTIS

L'AQTIS peut modifier le montant de la cotisation syndicale proportionnelle et celui du permis en avisant par écrit l'AQPM des nouveaux montants, et ce, au moins trente (30) jours avant leur entrée en vigueur.

Le montant du permis ne peut, en aucun cas, excéder 7.5% de la rémunération totale.

6.3 Contributions du technicien aux régimes de l'AQTIS

Le producteur perçoit sans frais, pour l'AQTIS, les contributions du technicien au régime d'assurances collectives mis sur pied par l'AQTIS et au RÉR de l'AQTIS.

Les dites contributions sont respectivement équivalentes à 2,5% et 5% de la rémunération totale du technicien.

6.4 Contributions du producteur aux régimes de l'AQTIS

Le producteur verse à l'AQTIS des contributions à titre de contribution du producteur au régime d'assurances collectives et au RÉR de l'AQTIS.

Les dites contributions sont respectivement équivalentes à 4% et à 5% de la rémunération totale du technicien.

Le 13 novembre 2022, la contribution du producteur au régime d'assurances collectives de l'AQTIS est majorée à 4,5%.

6.5 Contribution du producteur au Fonds de formation et de développement de la main-d'œuvre

À compter du 7 novembre 2021, le producteur verse une contribution d'une valeur équivalente à 0,25% de la rémunération totale du technicien au Fonds de formation et de développement établi conformément à l'Annexe E.

6.6 Contribution du technicien et du producteur au Fonds soutenant l'accès au retrait préventif

Le producteur perçoit sans frais, pour l'AQTIS, les contributions du technicien au Fonds soutenant l'accès au retrait préventif établi conformément à l'Annexe G. Ces contributions sont équivalentes à 0,05% de la rémunération totale du technicien.

Dans le respect des modalités prévues à l'Annexe G, l'AQTIS peut modifier le montant de la contribution du technicien au Fonds soutenant l'accès au retrait préventif en avisant par écrit l'AQPM du nouveau taux de contribution, et ce, au moins trente (30) jours avant son entrée en vigueur.

Pour sa part, le producteur verse une contribution d'une valeur équivalente à 0,25% de la rémunération totale du technicien au Fonds soutenant l'accès au retrait préventif établi conformément à l'Annexe G.

6.7 Non-responsabilité du producteur eu égard aux régimes de l'AQTIS et aux Fonds

Sauf en ce qui a trait aux versements des contributions mentionnées aux articles 6.3, 6.4, 6.5 et 6.6 de la présente entente collective, le producteur n'assume aucune responsabilité eu égard à la mise sur pied, à l'administration et/ou aux rendements du régime d'assurances collectives et du RÉR de l'AQTIS, pas plus qu'à l'égard du Fonds de formation et de développement établi conformément à l'Annexe E et du Fonds soutenant l'accès au retrait préventif établi conformément à l'Annexe G. Le versement des contributions mentionnées aux articles 6.3, 6.4, 6.5 et 6.6 est par ailleurs conditionnel au maintien en vigueur de ces régimes et de ces Fonds pour la durée de la présente entente.

6.8 Consentement obligatoire aux retenues

La signature d'un contrat d'engagement par un technicien emporte obligatoirement son consentement à ce que le producteur procède aux différentes retenues prévues à la présente entente.

6.9 Cotisations et contributions calculées de bonne foi

Les permis, cotisations et les contributions sont calculées par le producteur sur la foi de la déclaration du technicien eu égard à son statut de membre ou de non-membre de l'AQTIS et le producteur ne peut être tenu responsable des impacts d'une déclaration erronée de la part du technicien lorsqu'il a vérifié le statut de ce dernier à l'aide de sa carte de membre AQTIS ou du bottin électronique de l'AQTIS. Il en va de même pour le calcul des contributions spéciales susceptibles d'être payables en vertu de l'article 3.5 de la présente entente collective.

Par contre, le producteur doit ajuster sans délai, pour l'avenir, le traitement des permis, des cotisations et des contributions régulières pour un technicien lorsqu'il est informé d'une erreur ou d'un changement de statut par le technicien ou l'AQTIS.

6.10 Procédure si les retenues ne sont pas effectuées

Si, pour une raison quelconque (autre qu'une déclaration erronée de la part du technicien, malgré la vérification de son statut à l'aide de sa carte de membre AQTIS ou du bottin électronique de l'AQTIS), les permis, les cotisations et les contributions concernant un technicien ne sont pas retenus au moment prévu, ils sont alors payés directement par le producteur à l'AQTIS.

Le producteur peut réclamer du technicien les sommes payées en son nom dans les douze (12) mois du paiement à l'AQTIS, à défaut de quoi la réclamation est prescrite.

Le producteur doit tenter de s'entendre avec le technicien sur les modalités de remboursement des retenues non effectuées qu'il a versées à l'AQTIS en vertu du présent article. À défaut d'entente, la période d'étalement du remboursement est le double de la période pendant laquelle les retenues n'ont pas été effectuées.

6.11 Versement des cotisations et des contributions à l'AQTIS

Les permis, les cotisations et les contributions devant être retenus ou versés conformément aux articles 3.5, 6.1, 6.3, 6.4, 6.5 et 6.6 de la présente entente collective sont versés à l'AQTIS le vingtième (20°) jour du mois suivant pour l'ensemble des périodes de rémunération du mois précédent. Ces versements sont accompagnés des feuilles de temps et du formulaire de remise, lesquels doivent contenir à tout le moins les mêmes informations que les formulaires types joints à la présente entente comme Annexe F et Annexe H.

Le cas échéant, la contribution spéciale devant être versée conformément à l'article 3.5 de la présente entente collective est versée à l'AQTIS lors de l'envoi d'un formulaire de remise qualifié de « final » eu égard à une production.

Le versement est réputé être effectué à la date du cachet postal de l'envoi des sommes et des documents à l'AQTIS ou à celle de leur réception par l'AQTIS, selon la première des deux (2) possibilités.

Le producteur a les mêmes obligations qu'un fiduciaire envers les permis, les cotisations et les contributions jusqu'à ce qu'elles soient versées à l'AQTIS. De plus, même s'il confie le traitement de la rémunération à une maison de service spécialisée, le producteur demeure entièrement responsable des erreurs ou des omissions commises par la maison de service.

6.12 Pénalité en l'absence de versement

Si le producteur ne respecte pas le délai de versement prévu à l'article 6.11 de la présente entente collective, il doit verser à l'AQTIS une pénalité établie sur une base quotidienne en fonction d'un taux d'intérêt annuel de vingt-quatre pour cent (24%) et calculée sur la valeur des versements non effectués.

Délégué d'équipe et représentant de l'AQTIS

6.13 Délégué d'équipe

L'équipe AQTIS peut choisir, parmi l'équipe AQTIS de plateau, un délégué d'équipe ou, lorsque les circonstances le justifient et avec l'accord de l'AQTIS, plus d'un délégué d'équipe, dont au moins un doit provenir de l'équipe AQTIS de plateau.

Le(s) délégué(s) s'identifie(nt) sans délai au producteur et à l'AQTIS.

6.14 Pas de dérogation par le délégué

Le délégué d'équipe ne peut autoriser aucune dérogation à l'entente collective et il doit confier à l'AQTIS toute question de principe relative à l'application ou à l'interprétation de l'entente collective.

6.15 Rencontre avec le délégué

Avec l'accord du représentant de l'AQTIS, le délégué d'équipe peut rencontrer le producteur et, dans la mesure prévue dans l'entente collective, consulter les membres de l'équipe AQTIS, notamment par scrutin, durant les heures de repas.

6.16 Rencontre avec le producteur

Sur rendez-vous, un ou des représentants de l'AQTIS peuvent, en nombre raisonnable et sans nuire à la bonne marche de la production, rencontrer le producteur ou son représentant pour des questions relatives à l'application ou à l'interprétation de l'entente collective ou à des enjeux de santé et de sécurité au travail.

6.17 Rencontre avec les techniciens

Un ou des représentants de l'AQTIS peuvent, en nombre raisonnable et sans nuire à la bonne marche de la production, rencontrer un ou des techniciens sur le plateau ou sur tout autre lieu sous le contrôle du producteur où les techniciens effectuent une prestation de services. Le cas échéant, cette rencontre se tient à l'endroit le plus propice, compte tenu des besoins de la production.

Sauf si la situation est grave ou urgente ou que des circonstances exceptionnelles le requièrent, les représentants de l'AQTIS communiquent au préalable avec le producteur pour discuter du moment opportun pour tenir la rencontre. Dans tous les cas, ils avisent le producteur lorsqu'ils arrivent sur le plateau ou le lieu visité.

Si le ou les représentants de l'AQTIS ignorent où le ou les techniciens qu'ils souhaitent rencontrer effectuent leur prestation de services, ils peuvent demander au producteur de leur indiquer où et à quelle heure le ou les techniciens œuvrent et le producteur doit leur transmettre l'information si elle est disponible.

6.18 Représentant de l'AQTIS en santé et en sécurité

L'AQTIS peut confier à l'un de ses représentants le mandat d'agir à titre de représentant en santé et en sécurité. Ce dernier peut discuter avec le producteur d'enjeux reliés à la santé et à la sécurité. Il peut également soutenir, assister et/ou conseiller un technicien eu égard à des questions de santé et de sécurité au travail, notamment lorsque le technicien exerce un droit prévu à la Loi sur la santé et la sécurité au travail, RLRQ c S-2.1. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le représentant de l'AQTIS en santé et en sécurité peut supporter un technicien dans le cadre d'une interaction avec un inspecteur de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail.

Autres dispositions

6.19 Assemblée de l'AQTIS

Sur réception d'un avis l'informant de la tenue d'une assemblée des membres de l'AQTIS, l'AQPM informe le plus rapidement possible (et au plus tard dans les trente-six (36) heures ouvrables) les producteurs de la date, de l'heure et du lieu de l'assemblée.

Sur réception de cette information, les producteurs font les aménagements raisonnables à leur horaire de tournage afin de permettre la participation de leurs techniciens à l'assemblée, le tout dans le respect des besoins de production et dans la mesure où cela n'entraîne pas de coûts additionnels pour la production.

6.20 Informations sur les nouvelles productions

Afin d'obtenir l'émission d'un formulaire en vertu de l'article 7.2 de la présente entente, le producteur doit minimalement transmettre à l'AQPM, à même sa « déclaration de production », les informations mentionnées à l'Annexe I sous la rubrique « champs obligatoires » ; il peut également, s'il le désire, transmettre à l'AQPM les informations mentionnées à l'Annexe I sous la rubrique « champs optionnels ».

Les informations transmises à l'AQPM peuvent (et, dans le cas des informations mentionnées à l'Annexe I sous la rubrique « champs obligatoires », doivent) être mises à jour au besoin par le producteur auprès de l'AQPM.

De façon bimensuelle, l'AQPM transmet à l'AQTIS, sous forme électronique, l'ensemble des informations reçues des producteurs conformément aux deux (2) paragraphes précédents.

Dans l'éventualité où, selon les informations transmises à l'AQTIS, une production est coproduite avec un producteur américain au sens du paragraphe 4 de l'Annexe D, le(les) coproducteur(s) lié(s) par la présente entente collective doit(doivent) fournir à l'AQTIS, sur demande de cette dernière à cet effet, une déclaration assermentée indiquant si le producteur américain est l'investisseur principal dans la production ou non. Cette déclaration peut faire l'objet d'une vérification selon les mêmes modalités que celles prévues au dernier alinéa du point 3 de l'Annexe I, lequel s'applique en y apportant les changements nécessaires.

Les informations reçues par l'AQTIS conformément au présent article peuvent être communiquées par celle-ci aux techniciens qu'elle représente.

6.21 Informations sur les programmes d'apprentissage de l'AQTIS

L'AQTIS transmet à l'AQPM, de façon diligente, les divers programmes d'apprentissage qu'elle met sur pied.

6.22 Liste d'équipe

Aux fins de chaque production, le producteur transmet à l'AQTIS une liste d'équipe à jour, et ce, au plus tard quarante-huit (48) heures avant le début de la première journée d'enregistrement.

La liste d'équipe doit minimalement comprendre le nom des membres de l'équipe AQTIS, leur numéro de téléphone et leur adresse courriel.		

Chapitre 7 Contrat d'engagement

Conclusion et transmission du contrat

7.1 Objet du contrat d'engagement

Lorsqu'il retient les services d'un technicien, le producteur s'engage à lui verser le tarif horaire et/ou le forfait agréé(s) et à respecter les termes de son contrat d'engagement et de la présente entente.

Pour sa part, lorsqu'il accepte d'être lié par un contrat d'engagement, le technicien s'engage à fournir au producteur les services nécessaires à l'exécution de sa fonction, et ce, au mieux des intérêts du producteur, avec prudence et diligence. Il accepte aussi d'être tenu, suivant la fonction qu'il occupe, d'agir conformément aux usages et règles de son art. Il accepte finalement de respecter les instructions du producteur (notamment celles énoncées par le biais de politiques), de ne pas faire usage de l'information à caractère confidentiel qu'il obtient dans le cadre (ou à l'occasion) de l'exécution de ses services et de maintenir une conduite conforme aux normes généralement acceptables.

7.2 Signature du contrat d'engagement

Afin de retenir les services d'un technicien pour une production donnée, le producteur doit lui faire signer le formulaire prévu à l'Annexe J de la présente entente.

Tous les exemplaires du formulaire doivent être émis par l'AQPM et ils sont transmis, sur demande, au producteur.

Le formulaire doit être dûment complété et il doit être signé au plus tard au début de la première journée où le technicien est appelé à rendre des services pour le producteur. Une fois complété et signé, le formulaire (et, le cas échéant, ses annexes) constitue le contrat d'engagement du technicien.

7.3 **Précontrat**

Il est possible que, préalablement à la signature du contrat d'engagement, le producteur et le technicien aient exprimé par écrit leur intention de conclure un contrat d'engagement aux fins d'une production donnée.

Lorsque, dans le cadre de leurs échanges, le producteur et le technicien conviennent par écrit :

- a) de la (des) fonction(s) que le technicien occupera ;
- b) du tarif horaire et/ou du forfait dont il bénéficiera pour ses services ; et
- c) du type de contrat d'engagement et la durée de la prestation de services, en nombre de « jours garantis ».

un précontrat intervient entre eux, sous réserve des modalités prévues ci-après.

Sous réserve des modalités de l'article 7.7 de la présente entente collective, aucun précontrat (et, a fortiori, aucun contrat d'engagement) ne peut exister sur la simple base d'échanges verbaux.

Si la personne ayant eu le (ou les) échanges avec le technicien avec le consentement du producteur n'occupe pas la fonction de « directeur de production », celle de « producteur délégué » ou celle de « producteur » (les personnes occupant l'une ou l'autre de ces trois fonctions étant désignées « producteur » aux fins du présent article), l'échange (ou les échanges) ne constitue(nt) un précontrat que si la personne agissant avec le consentement du producteur indique, à même l'échange attestant d'une entente sur les trois éléments mentionnés au second paragraphe du présent article, qu'elle agit avec l'approbation du producteur et que celui-ci reçoit une copie dudit échange.

Le cas échéant, le producteur peut, dans les quarante-huit (48) heures suivant la réception de l'échange mentionné au paragraphe précédent, annuler un précontrat (que ce soit aux fins d'en amender les termes ou non), et ce, sans qu'aucune indemnité ne soit due au technicien. Le cas échéant, un nouveau précontrat peut être conclu avec l'accord du technicien.

Le précontrat constitue une promesse de contracter et, sauf en cas de force majeure, si l'une ou l'autre des parties fait défaut de remplir cette promesse en signant un contrat d'engagement conformément à la présente entente et aux termes agréés, la partie fautive peut faire l'objet d'un grief réclamant le paiement d'une indemnité équivalente à celle dont il aurait eu droit en vertu de l'article 7.17 ou de l'article 7.19 de la présente entente, selon le moment où elle a avisé l'autre partie de son intention de ne pas donner suite au précontrat.

7.4 Types de contrat d'engagement

Les services d'un technicien peuvent être retenus à titre d' « occasionnel » ou à titre de « régulier ».

Un producteur peut retenir les services d'un technicien à titre d' « occasionnel » pour l'une, l'autre ou une combinaison des raisons suivantes :

- a) remplir un ou des besoin(s) ponctuel(s), sporadique(s) et/ou imprévisible(s);
- b) assurer un ou des remplacement(s);
- c) compléter, pour une courte période, une équipe régulière ; et/ou
- d) assujettir un technicien à une période d'essai en raison de son intégration dans une équipe régulière.

Dans les cas non mentionnés au paragraphe précédent, le producteur retient les services du technicien à titre de « régulier ».

Aux fins d'une production donnée, un technicien ne peut faire l'objet d'une période d'essai totale de plus de quinze (15) jours, laquelle ne peut être répartie en plus de deux (2) contrats « occasionnels ». Cette période maximale est de vingt (20) jours dans le cas d'un monteur.

Le type de contrat d'engagement conclu avec le technicien doit apparaître à son contrat d'engagement.

7.5 Contrat « occasionnel »

Le contrat « occasionnel » doit prévoir une date de début, une date de fin et un nombre de « jours garantis », lequel ne peut être inférieur à un (1).

Il prend fin à la date à laquelle le technicien a rendu des services au producteur un nombre de jours égal au nombre de « jours garantis » prévu au contrat d'engagement.

Si le producteur souhaite retenir les services du technicien ayant conclu un contrat « occasionnel » pour un nombre de jours supérieurs au nombre de « jours garantis » prévus au contrat d'engagement, il doit convenir d'un nouveau contrat d'engagement avec lui.

7.6 Contrat « régulier »

Le contrat « régulier » doit prévoir :

- a) une date de début ;
- b) une date de fin ou un événement déterminé, à savoir la fin d'une étape de la production ou, si le calendrier de production est structuré en blocs d'enregistrement, la fin d'un bloc d'enregistrement;
- c) le nombre de jours « garantis » où le producteur anticipe retenir les services du technicien d'ici la date ou l'événement mentionné au paragraphe précédent.

Il prend fin à la date ou à l'événement mentionné au paragraphe précédent.

Le producteur peut repousser la date de fin d'un contrat « régulier » comportant une date de fin, mais uniquement si le technicien n'a pas avisé le producteur, au moins sept (7) jours avant la date de fin prévue, de sa non-disponibilité au terme de son contrat. La date peut être repoussée d'une (1) journée par semaine d'engagement (ou, plus, si le technicien y consent).

Si aucune date de fin ou événement déterminé n'est mentionné au contrat d'engagement, celui-ci est présumé se terminer à la fin du bloc d'enregistrement durant lequel le technicien débute sa prestation de services ou, dans le cas d'une production où le calendrier de production n'est pas structuré en blocs d'enregistrement, à la fin de la production.

7.7 Services en l'absence d'un contrat d'engagement

Si, aux fins d'une production donnée, un technicien rend des services à un producteur, à la connaissance d'un représentant de ce dernier, et qu'aucun contrat d'engagement n'a été conclu entre les parties, le technicien est réputé être lié au producteur par un contrat d'engagement dont les modalités sont les suivantes :

a) Si, à la date à laquelle le producteur met effectivement fin à l'engagement du technicien, le technicien a rendu des services durant cinq (5) jours ou moins, le technicien est lié par un contrat « occasionnel » se terminant à la date à laquelle le producteur met effectivement fin à son

engagement et prévoyant un nombre de « jours garantis » égal au nombre de jours pour lesquels le technicien a effectivement rendu des services au producteur ;

- b) Dans les autres cas, le technicien est lié au producteur par un contrat « régulier » dont la durée et la « fréquence des services » sont établies selon les besoins de la production et les disponibilités du technicien ;
- c) Le THB, le FQB ou le forfait global auquel le technicien a droit est celui agréé entre les parties.

Le paragraphe précédent s'applique également dans l'éventualité où, après le terme d'un contrat, le technicien continue de fournir des services au producteur, à la connaissance de ce dernier, sans qu'un nouveau contrat d'engagement n'ait été conclu entre les parties.

Le présent article n'a pas pour effet de diminuer les obligations du producteur en vertu de l'article 7.2 de la présente entente collective.

7.8 Exemplaires du contrat

Chaque contrat d'engagement est exécuté en quatre (4) exemplaires.

Un exemplaire est conservé par le producteur, un exemplaire est remis au technicien au moment de la signature du contrat d'engagement, un exemplaire est transmis à l'AQPM et un exemplaire est transmis à l'AQTIS.

7.9 Modification du contrat

Le contrat d'engagement ne peut être modifié que par un écrit signé par le producteur et le technicien. Une copie dudit écrit doit être remise au technicien, à l'AQPM et à l'AQTIS.

7.10 Envoi des exemplaires

Le producteur fait parvenir, par courriel, à l'AQTIS et à l'AQPM l'exemplaire du contrat d'engagement qui leur revient, au plus tard la semaine suivant celle où le contrat est signé par le producteur et le technicien.

Au cours d'une semaine donnée et aux fins d'une production donnée, le producteur fait, dans la mesure du possible, parvenir à l'AQTIS et à l'AQPM l'ensemble des contrats devant leur être transmis conformément au paragraphe précédent au cours de la même journée.

7.11 Retard dans l'envoi des exemplaires

Lorsque l'AQTIS constate qu'un producteur a fait défaut de lui faire parvenir un ou des contrats d'engagement dans le délai prévu, elle lui envoie un avis écrit l'enjoignant de lui acheminer tous les contrats manquants sans délai.

Si le retard du producteur persiste au-delà de dix (10) jours de l'avis écrit et que ce retard n'est pas attribuable au technicien, l'AQTIS peut alors réclamer du producteur une pénalité par contrat non acheminé d'une valeur minimale de vingt-cinq dollars (25\$) ou de cinq dollars (5\$) par jour de retard

suivant l'expiration de la période de dix (10) jours. Le fait de réclamer le paiement de cette pénalité ne prive pas l'AQTIS de la possibilité d'exercer les autres recours dont elle pourrait disposer.

7.12 Conditions minimales d'engagement et dérogation

Aucun contrat d'engagement ne peut contenir de dispositions moins avantageuses que celles qui sont prévues à la présente entente.

Malgré ce qui précède, l'AQTIS peut, après discussion avec un producteur, convenir de déroger aux termes de la présente entente, et ce, aux fins d'une production donnée. Ladite dérogation doit faire l'objet d'une entente écrite et une copie de ladite entente doit être transmise à l'AQPM.

7.13 Informations sur le budget et le garant de bonne fin

Sur demande de l'AQTIS, le producteur lui communique le nom et les coordonnées de son garant de bonne fin, de même que le budget de la production. Le cas échéant, le budget déclaré peut faire l'objet d'une vérification selon le processus prévu au dernier alinéa de l'Annexe I de la présente entente collective, lequel s'applique avec les modifications nécessaires.

7.14 Feuille de service

Les feuilles de service concernant une journée d'enregistrement donnée doivent être communiquées aux techniciens et à l'AQTIS, et ce, douze (12) heures avant la convocation ou, dans le cas de jours consécutifs d'enregistrement, lors du bris général de plateau précédent.

Résiliation

7.15 Résiliation de gré à gré

Le producteur et le technicien peuvent, d'un commun accord, résilier un contrat d'engagement. L'accord des parties doit être exprimé par écrit et une copie dudit écrit doit être transmise à l'AQTIS et à l'AQPM par le producteur.

7.16 Résiliation pour cause de force majeure

Le contrat d'engagement peut être résilié sans indemnité pour cause de force majeure. Dans un tel cas, la partie qui résilie le contrat doit, sans délai, aviser par écrit son cocontractant de la résiliation et de la cause la justifiant. Une copie dudit avis doit être transmise à l'AQTIS et à l'AQPM.

7.17 Résiliation avant le début de l'exécution

Le contrat d'engagement dont l'exécution n'a pas commencé peut être résilié par le producteur ou le technicien, pour quelque motif que ce soit, sur simple envoi d'un avis écrit, avec copie à l'AQTIS et à l'AQPM.

Si l'avis est transmis vingt-huit (28) jours ou plus avant la première prestation de services prévue par le contrat, aucune indemnité n'a à être versée par la partie qui résilie le contrat d'engagement.

Si l'avis est transmis moins de vingt-huit (28) jours avant la première prestation de services prévue par le contrat, la partie qui résilie le contrat d'engagement doit verser une indemnité équivalente à 10% de la rémunération dont le technicien est privé en raison de la résiliation à son cocontractant. La valeur de cette indemnité est majorée à 50% si l'avis est transmis moins de quatorze (14) jours avant la première prestation de services prévue par le contrat et à 100% s'il l'est trois (3) jours ou moins avant la première prestation de services prévue par le contrat.

7.18 Résiliation pour motif sérieux

Le contrat d'engagement dont l'exécution a commencé ne peut être résilié par le producteur ou le technicien que pour un motif sérieux dont la preuve lui incombe.

Aux fins de la présente entente, un motif sérieux signifie un manquement important à l'une ou l'autre des obligations prévues au contrat d'engagement. Ce terme signifie également l'incapacité du technicien à satisfaire adéquatement aux exigences spécifiques de la production pour laquelle les services ont été retenus.

Avant de résilier un contrat en raison d'un motif sérieux, le producteur ou le technicien doit, dans la mesure où cela est susceptible d'être utile, transmettre un avis écrit lui indiquant la nature de la problématique observée et lui accordant un délai raisonnable pour remédier à la situation. Une copie de cet avis doit être transmise à l'AQTIS et à l'AQPM.

Lorsque le motif sérieux invoqué est l'incapacité du technicien à satisfaire adéquatement aux exigences spécifiques de la production, l'avis mentionné au paragraphe précédent doit préciser l'exigence que le technicien ne rencontre pas et doit être transmis à ce dernier dans un délai raisonnable d'au moins quarante-huit (48) heures avant la résiliation du contrat.

7.19 Résiliation après le début de l'exécution

La partie qui résilie un contrat d'engagement dont l'exécution a commencé pour un motif autre que ceux prévus aux articles 7.15, 7.16 et 7.18 doit verser une indemnité d'une valeur équivalente :

- si le contrat est résilié par le producteur, le coût des dommages réellement occasionnés au technicien ou l'ensemble de la rémunération dont la résiliation prive le technicien, au choix du technicien;
- si le contrat est résilié par le technicien, le coût des dommages réellement occasionnés au producteur ou l'ensemble de la rémunération que le technicien aurait gagné en vertu du contrat d'engagement, au choix du producteur.

Malgré ce qui précède, si la résiliation du contrat d'engagement par le producteur est imputable à l'annulation ou à la suspension de la production dans son ensemble, le producteur doit verser au technicien la rémunération dont il est privé en raison de la résiliation, et ce, jusqu'à concurrence d'un maximum équivalent de 25% de la rémunération dont le technicien est privé en raison de la résiliation.

7.20 Calcul de la rémunération dont la résiliation prive le technicien

Aux fins des articles 7.17 et 7.19 de la présente entente collective, la rémunération dont un technicien est privé en raison de la résiliation d'un contrat d'engagement est établie en fonction des paramètres suivants :

- a) Dans le cas d'un contrat « occasionnel », elle correspond à la différence entre la valeur totale des « jours garantis » (calculée en fonction du THB ou du FQB négocié, sans tenir compte des primes, des pénalités et/ou des indemnités) et les sommes déjà versées au technicien pour ses services (également calculée sans tenir compte des primes, des pénalités et/ou des indemnités).
- b) Dans le cas d'un contrat « régulier », elle correspond à la différence entre la valeur totale des services que le technicien aurait rendus à la production (calculée en fonction du THB ou du FQB négocié, sans tenir compte des primes, des pénalités et/ou des indemnités) d'ici au terme de son contrat d'engagement et les sommes déjà versées au technicien pour ses services (également calculée sans tenir compte des primes, des pénalités et/ou des indemnités).
- c) La valeur des services que le technicien aurait rendus à la production en vertu d'un contrat « régulier » s'établit en tenant compte des besoins réels de la production, de la nature spécifique des services que le technicien rendait à la production, de la fréquence à laquelle il était usuellement requis de rendre des services et de tout autre élément pertinent.
- d) L'évaluation de la durée des services ne peut être inférieure au nombre de jours « garantis » mentionnés au contrat d'engagement.
- e) Dans tous les cas, la valeur de la rémunération est ajustée afin de tenir compte de la valeur des jours annulés ou inexécutés en vertu de la présente entente.

Annulation, inexécution, report et autres aléas

7.21 Annulation de jours garantis de gré à gré ou en raison d'une force majeure

Le producteur peut annuler un ou des jour(s) garanti(s) au contrat d'engagement en raison d'une force majeure ou avec le consentement écrit du technicien.

7.22 Annulation de jours garantis pour d'autres motifs

Le producteur peut également annuler jusqu'à un maximum de 10% des jours garantis au contrat d'engagement, pour quelque motif que ce soit, et ce, en avisant par écrit le technicien de l'annulation ou des annulations.

Si l'avis est transmis au moins sept (7) jours avant le jour annulé, aucune indemnité n'a à être versée.

Si l'avis est transmis moins de sept (7) jours avant le jour annulé, une indemnité équivalente à 50% de la rémunération due pour la journée en question est payable au technicien. La valeur de cette indemnité est majorée à 100% de la rémunération si l'avis est transmis quarante-huit (48) heures ou moins avant la convocation prévue pour le jour annulé.

Si le contrat d'engagement prévoit entre deux (2) et dix (10) jours garantis, le producteur peut annuler un maximum d'un (1) jour garanti.

7.23 Inexécution pour cause d'invalidité

Le technicien peut se libérer de ses obligations envers le producteur pour cause d'invalidité physique ou psychologique en transmettant au producteur un certificat médical attestant de son invalidité. Dans un tel cas, le contrat d'engagement demeure en vigueur, mais le producteur est réciproquement libéré de ses obligations envers le technicien pour la durée de l'invalidité.

S'il le désire, le producteur peut, dans un délai raisonnable compte tenu des circonstances, demander au technicien de rencontrer un médecin choisi et payé par le producteur afin qu'il puisse évaluer la condition du technicien.

7.24 Inexécution pour d'autres motifs

Le technicien peut également se libérer de ses obligations envers le producteur pendant un maximum de 10% des jours garantis à son contrat d'engagement, pour quelque motif que ce soit, et ce, en avisant par écrit le producteur de sa décision.

Si l'avis est transmis au moins sept (7) jours avant le jour annulé, aucune indemnité n'a à être versée.

Si l'avis est transmis moins de sept (7) jours avant le jour annulé, une indemnité équivalente à 50% de la rémunération due pour la journée en question est payable au producteur. La valeur de cette indemnité est majorée à 100% de la rémunération si l'avis est transmis quarante-huit (48) heures ou moins avant la convocation prévue pour le jour annulé.

Le cas échéant, le producteur peut opérer compensation pour les indemnités qui lui sont payables en vertu du présent article, et ce, à même la rémunération due au technicien pour ses services.

Si le contrat d'engagement prévoit entre deux (2) et dix (10) jours garantis, le technicien peut se libérer de ses obligations pour un maximum d'un (1) jour garanti.

7.25 Inexécution pour motif sérieux

Le technicien qui se libère de ses obligations conformément à l'article 7.24 pour un motif sérieux n'a pas à verser au producteur les indemnités prévues audit article, et ce, tant et aussi longtemps qu'il a fait des efforts raisonnables pour pouvoir rencontrer ses obligations et qu'il a avisé le producteur aussitôt que possible.

Aux fins du présent article, un motif sérieux comprend notamment une obligation reliée à une maladie, à une naissance, à un mariage ou au décès, à la garde, à la santé ou à l'éducation d'un enfant ou d'un parent.

7.26 Droit à une indemnisation dans certains cas d'inexécution pour motif sérieux

Le technicien dont le statut est celui de salarié aux fins de l'article 4.2 de la présente entente collective et lié à un producteur par un contrat d'engagement depuis trois (3) mois ou plus a droit au versement d'une indemnité de la part du producteur lorsqu'il n'exécute pas sa prestation de services :

- a) pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus à des fins de greffe, d'accident, de violence conjugale ou de violence à caractère sexuel dont il a été victime ; ou
- b) pour remplir des obligations reliées à la garde, à la santé ou à l'éducation de son enfant ou de l'enfant de son conjoint, ou en raison de l'état de santé d'un parent ou d'une personne pour laquelle le technicien agit comme proche aidant.

De plus, tout technicien dont le statut est celui de salarié aux fins de l'article 4.2 de la présente entente collective a droit au versement d'une indemnité de la part du producteur lorsqu'il n'exécute pas sa prestation de services :

- a) à l'occasion du décès ou des funérailles de son conjoint, de son enfant ou de l'enfant de son conjoint, de son père, de sa mère, d'un frère ou d'une sœur ;
- b) le jour de son mariage ou de son union civile ; ou
- c) à l'occasion de la naissance de son enfant, de l'adoption d'un enfant ou lorsque survient une interruption de grossesse à compter de la vingtième semaine de grossesse.

L'indemnité est payée par jour, jusqu'au maximum énoncé ci-après, et sa valeur est calculée conformément à l'article 12.4(b) de la présente entente collective.

Par année civile et par producteur, le technicien peut bénéficier d'au plus deux (2) jours d'indemnité, au total, pour les raisons mentionnées au premier alinéa ci-haut. Par ailleurs, par événement, le technicien peut bénéficier d'au plus deux (2) jours d'indemnité pour la raison mentionnée au paragraphe a) du second alinéa, d'au plus une (1) journée pour la raison mentionnée au paragraphe b) du second alinéa et d'au plus cinq (5) journées pour la raison mentionnée au paragraphe c) du second alinéa.

Au sens du présent article et de l'article 7.25 de la présente entente collective, il est convenu que le terme « parent » a la portée prévue à l'article 79.6.1 de la *Loi sur les normes du travail*, RLRQ c N-1.1.

7.27 Retard et/ou départ hâtif

Le producteur peut réduire, au prorata, la rémunération quotidienne d'un technicien qui, sans son accord, débute sa prestation de services en retard ou qui la termine hâtivement et, lorsque les circonstances le justifient, il peut également considérer que de tels retards et/ou départs hâtifs constituent un motif sérieux pour résilier le contrat d'engagement du technicien fautif.

7.28 Report d'un contrat « occasionnel »

Si les services du technicien sont retenus par le truchement d'un contrat « occasionnel », le producteur peut reporter un ou des jour(s) garanti(s) prévu(s) au contrat d'engagement en avisant le technicien et

l'AQTIS au moins vingt-quatre (24) heures avant le ou les jour(s) en question. Si le producteur fait défaut de donner un tel avis, il doit verser au technicien une indemnité d'une valeur équivalente à la moitié du tarif négocié pour la journée concernée si l'avis donné est de plus de douze (12) heures et de 100% dudit tarif si l'avis est de moins de douze (12) heures.

7.29 Détermination de la date du report

Dans la mesure du possible, le producteur doit tenir compte des autres engagements du technicien conclus avec d'autres producteurs avant de fixer la date d'enregistrement de la journée reportée afin de permettre au technicien de respecter ses autres engagements.

7.30 Avis de la date du report

Sauf circonstances exceptionnelles, le producteur doit aviser le technicien de la date prévue pour le report au plus tard dans les trente (30) jours du jour reporté et cette journée doit avoir lieu dans les quatre (4) mois de la journée reportée à défaut de quoi le producteur, à titre de pénalité, paye en totalité cette journée.

7.31 Report et non-disponibilité

Si le technicien n'est pas disponible à la date fixée de la journée reportée, le producteur et le technicien sont libérés de leurs obligations respectives à l'égard de cette journée.

7.32 Report d'un contrat « régulier »

Le producteur peut reporter d'un maximum de sept (7) jours, sans indemnité, la date de début d'un contrat « régulier ». Lorsque la durée anticipée de l'enregistrement d'une production donnée est de plus de sept (7) semaines, la durée de ce report peut être majorée d'une (1) journée par semaine additionnelle. Dans tous les cas, le report peut être d'une durée supérieure, après entente entre le producteur et le technicien.

Afin d'obtenir le report de la date de début d'un contrat d'engagement, le producteur doit donner un préavis écrit au technicien, à l'AQTIS et à l'AQPM d'au moins deux (2) jours avant la date de début initialement prévue.

7.33 **Remplacement**

À moins d'indication contraire au contrat d'engagement, un technicien ne peut pas se faire remplacer par un autre technicien sans avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite du producteur, laquelle ne peut être refusée sans motif raisonnable.

La demande de remplacement doit être formulée au moins cinq (5) jours avant la date du remplacement.

Chapitre 8 Santé, sécurité et assurances

Santé et sécurité

8.1 Inscription du producteur

Un producteur doit être inscrit auprès de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail s'il utilise les services d'au moins un technicien n'offrant pas ses services par l'intermédiaire d'une personne morale.

8.2 Inscription du technicien

Le technicien qui offre ses services au producteur par l'intermédiaire d'une personne morale doit être inscrit auprès de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

8.3 Responsabilité du producteur

Le producteur doit prendre tous les moyens pour assurer en tout temps la sécurité et la santé des techniciens au travail.

À cet égard, il doit notamment respecter les principes énoncés à l' Annexe K .

8.4 Engagement du producteur et du technicien

Le producteur et le technicien s'engagent à respecter les obligations qui leur incombent aux termes de la Loi sur la santé et sécurité du travail, RLRQ c S-2.1, et la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, RLRQ c A-3.001, et des règlements adoptés sous leur empire.

8.5 Règles de sécurité pour l'industrie du cinéma et de la vidéo du Québec

Le producteur et le technicien s'engagent à se conformer aux fiches intitulées « Règles de sécurité pour l'industrie du cinéma et de la vidéo du Québec » établies par la Table de concertation paritaire de l'industrie du cinéma et de la vidéo du Québec mise sur pied par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

À cette fin, le producteur doit s'assurer qu'un exemplaire des fiches est disponible en tout temps sur le lieu de travail.

8.6 Respect des instructions du producteur

Le technicien s'engage à suivre les instructions du producteur en matière de santé et sécurité au travail et l'AQTIS s'engage à collaborer avec le producteur afin d'assurer le respect desdites instructions et des fiches mentionnées ci-haut.

8.7 Prime au secouriste

Le technicien dont les services sont retenus afin qu'il agisse à titre de secouriste au sens du *Règlement sur les normes minimales de premiers secours et de premiers soins*, RLRQ c A-3.001, r 10, a droit à une prime de 8\$ par jour.

8.8 Mandat SST confié au comité des relations professionnelles

En sus des fonctions qu'il exerce en vertu de l'article 10.3 de la présente entente collective, le comité des relations professionnelles a les fonctions suivantes :

- (a) référer au conseil du Fonds de formation et de développement établi en vertu de l'Annexe E de la présente entente les besoins identifiés relativement à la formation et à la diffusion d'informations portant sur la santé et la sécurité ; et
- (b) recevoir copie des avis d'accidents, des suggestions et/ou des plaintes que l'AQTIS, l'AQPM, les techniciens et/ou les producteurs souhaitent porter à son attention, étudier les faits pertinents et, le cas échéant, formuler des recommandations aux personnes concernées ou, si un risque systémique est identifié, à l'ensemble des techniciens et des producteurs.

Dans l'exercice des pouvoirs ci-haut mentionnés, le comité des relations professionnelles tient compte des particularités de l'industrie, notamment en ce qui a trait au caractère variable et souvent temporaire des installations où les techniciens œuvrent et la nature diversifiée des tâches qu'ils exécutent.

Qui plus est, dans l'exercice de son pouvoir de recommandation, le comité des relations professionnelles considère l'opportunité (ou non) de :

- (a) recommander des méthodes de travail, des moyens et des équipements de protection individuels adaptés aux besoins des techniciens et de la production ; et
- (b) identifier et évaluer des risques propres aux lieux où les techniciens œuvrent et/ou des méthodes pour les identifier et les évaluer.

Afin de remplir les fonctions prévues au présent article, le comité (ou ses membres) peut(peuvent) être accompagné des personnes qu'il(s) juge(nt) à propos, que ce soit des consultants externes ou des personnes ayant une familiarité avec les situations sous étude.

Assurances

8.9 Assurances du producteur

Le producteur doit s'assurer que tous les techniciens œuvrant sur sa production sont couverts par sa police d'assurance responsabilité générale. Sur demande de l'AQTIS, le producteur s'engage à fournir à l'AQTIS la preuve d'une assurance responsabilité générale couvrant tous les techniciens.

8.10 Assurances relatives aux déplacements à l'étranger

Le producteur qui demande à un technicien de fournir des services à l'extérieur du Canada doit prendre une assurance « voyage » standard couvrant notamment le technicien, et ce, pour toute la durée de son ou de ses déplacements.

Aux fins du présent article, une assurance « voyage » offrant minimalement des couvertures en matière de soins médicaux d'urgence, de décès accidentel/mutilation et de bagages est considérée comme standard.

Dans l'éventualité où les services sont rendus dans une zone dite « à risque » (à titre d'exemple, une zone de combat), le producteur doit s'assurer que l'assurance qu'il a prise couvre le technicien malgré le contexte particulier dans lequel il œuvre.

Aux fins du présent article, une assurance « voyage » offrant minimalement les couvertures suivantes est considérée comme standard :

- (a) soins médicaux d'urgence : jusqu'à 1,000,000\$ par police;
- (b) décès accidentel/mutilation : jusqu'à 100,000\$ par police;
- (c) décès accidentel/mutilation (aérien) : jusqu'à 250,000\$ par police;
- (d) assurances bagages: jusqu'à 1,500\$ par police.

8.11 Assurances du technicien

Lorsque les services du technicien sont offerts par l'intermédiaire d'une personne morale, cette dernière doit détenir une assurance couvrant sa responsabilité civile et, sur demande de l'AQTIS ou du producteur, le technicien doit leur fournir un document attestant de l'existence d'une telle assurance.

Chapitre 9 Clauses professionnelles

Mention au générique

9.1 Mention du technicien au générique

Sauf dans le cas de contraintes imposées par un diffuseur ou un distributeur, le producteur inscrit au générique de la production, sous la rubrique « Équipe technique : AQTIS », le nom du technicien et la mention agréée ou, à défaut, le titre de la fonction inscrite à son contrat d'engagement.

9.2 Retrait de la mention

Le technicien qui désire faire retirer son nom du générique doit aviser par écrit le producteur avant la commande du générique.

9.3 Mention de l'AQTIS au générique

Le producteur ajoute le logo de l'AQTIS au générique si celui d'une autre association d'artistes y apparaît.

Équipement et matériel

9.4 Équipement confié au technicien

Le technicien s'engage à prendre soin de l'équipement qui lui est confié, à assurer une bonne gestion des fonds qui lui sont confiés par le producteur, le cas échéant, et à apporter toute sa collaboration afin d'assurer le maintien de l'état des locaux et tout autre objet fourni par le producteur.

9.5 Vérification de l'équipement

À la demande du producteur, le technicien peut avoir à vérifier le bon fonctionnement des équipements qui lui sont fournis et l'état des locaux qu'il doit utiliser. Dans un tel cas, le technicien est rémunéré au THA.

9.6 Matériel défectueux

Dans les meilleurs délais, le technicien doit signaler au producteur tout matériel défectueux, brisé ou disparu. Le cas échéant, le producteur remplace ledit matériel ou fournit au technicien le soutien technique nécessaire dans les meilleurs délais possible, selon ce qu'il juge le plus opportun.

9.7 Location de matériel auprès d'un tiers

Lorsque, à la demande écrite du producteur, le technicien loue du matériel auprès d'un tiers, le producteur en assume le coût.

9.8 Argent personnel

Un technicien ne doit en aucun cas utiliser de son propre argent ou une carte de crédit personnelle au bénéfice du producteur sans qu'une entente à cet effet ne soit préalablement signée avec le producteur.

9.9 Conflit d'intérêts

Le technicien doit éviter de se placer dans une situation de conflit d'intérêts et il ne peut profiter de son contrat d'engagement pour rechercher une gratification provenant d'un fournisseur de biens ou de services à la production.

Le cas échéant, il informe sans délai le producteur de tout conflit potentiel.

9.10 Matériel nécessaire

Le producteur fournit au technicien le matériel nécessaire à l'exécution de ses services, sauf le strict outillage de base. Ledit matériel doit être en bon état de fonctionnement.

Le producteur peut également convenir avec le technicien que ce dernier fournira lui-même le matériel nécessaire à l'exécution de ses services, et ce, moyennant une allocation raisonnable négociée de gré à gré entre le producteur et le technicien. Dans un tel cas, les modalités de cette entente doivent être consignées à même le contrat d'engagement.

Le cas échéant, le technicien peut également convenir avec le producteur qu'il lui fournira de l'équipement et/ou matériel n'étant pas strictement nécessaire à l'exécution de ses services et, dans un tel cas, leur entente à ce sujet n'est pas assujettie à la présente entente collective.

9.11 Modalités particulières relatives au matériel nécessaire au maquillage et à la coiffure

Si le technicien occupant l'une ou l'autre des fonctions mentionnées ci-après convient avec le producteur de fournir lui-même le matériel nécessaire à l'exécution de ses services, l'allocation à laquelle il a droit doit minimalement être d'une valeur de :

- 15\$ par jour d'enregistrement pour un chef coiffeur, un coiffeur ou un assistant coiffeur; ou
- 30\$ par jour d'enregistrement pour un chef maquilleur, un maquilleur, un maquilleur d'effets spéciaux ou un assistant maquilleur.

Aux fins du présent article, une journée de test de maquillage ou de coiffure est assimilée à une journée d'enregistrement.

9.12 Modalités particulières relatives à certains outils technologiques

Si le technicien convient avec le producteur de fournir l'un ou l'autre des outils technologiques suivants aux fins de l'exécution de ses services, l'allocation à laquelle il a droit doit minimalement être d'une valeur de :

Jour / Semaine / Mois / Maximum par production

Ordinateur: 10\$ 30\$ 90\$ 360\$

• Tablette: 6\$ 18\$ 54\$ 216\$

Cellulaire: 5\$ 15\$ 45\$ N/A

Si le producteur exige que le technicien utilise un logiciel en particulier ou qu'il mette à sa disposition, aux fins de la production, des espaces de stockage, les coûts reliés à l'utilisation de ces ressources ne peuvent être inclus dans l'allocation mentionnée ci-haut.

L'allocation n'a à être payée que pour les journées où les services du technicien sont effectivement requis par le producteur.

Modalités diverses

9.13 Enregistrement personnel prohibé

Sauf s'il a obtenu au préalable l'autorisation du producteur, le technicien ne peut pas faire, directement ou indirectement, d'enregistrements et/ou de photographies portant, directement ou indirectement, sur les productions et/ou les personnes y œuvrant à des fins autres que celles expressément requises par le producteur.

9.14 Cantinier

Lorsqu'un cantinier est appelé à rendre des services dans le cadre d'une production alors que cinquante (50) techniciens ou plus sont présents sur le plateau, il a droit à une majoration de 100% de son THA (ou à une majoration équivalente à 1/12 de son FQA) pour chaque heure ou partie d'heure où le producteur n'a pas également retenu les services d'un assistant cantinier.

Nonobstant les articles 2.24, 2.45 et 11.3 de l'entente collective, la majoration prévue au paragraphe précédent peut entraîner un THA ou un FQA excédant trois (3) fois le THB ou le FQB du technicien.

9.15 Monteur

Le monteur est en droit d'obtenir du producteur toutes les informations pertinentes à l'exécution de ses services.

Le technicien est également en droit de connaître, au moment de la conclusion de son contrat d'engagement, la période durant laquelle il sera appelé à rendre des services, ces informations (c.-à-d. la date prévue de début et de fin du contrat d'engagement) devant lui être communiquées par écrit. Il est cependant compris que, au-delà de la date prévue de fin de contrat, le monteur doit offrir au producteur une disponibilité équivalente à une (1) journée par semaine travaillée, jusqu'à un maximum de dix (10) jours, et ce, selon les mêmes modalités que celles prévues à son contrat d'engagement.

9.16 Scripte

Dans le cas où plus d'une caméra est utilisée, le scripte reçoit une prime de cinquante dollars (50\$) par jour. Cette prime n'est pas incluse dans le calcul des primes et pénalités.

9.17 Opérateur de drone

Le fait d'opérer un drone aux fins d'un enregistrement nécessite divers travaux préparatoires, lesquels peuvent notamment consister, selon la nature de la production, en la préparation d'un plan de vol, la vérification d'aspects légaux, la préparation de l'équipement, la préparation liée directement à des besoins artistiques particuliers, etc.

Le producteur et l'opérateur de drone conviennent du temps de préparation nécessaire en tenant compte des besoins de la production et des différents aspects de la préparation requise, qu'ils soient administratifs, techniques ou créatifs.

Par ailleurs, malgré les articles 7.16 et 7.21 de la présente entente collective, l'opérateur de drone reçoit la rémunération prévue à son MHG même si le drone ne peut être opéré, et ce, tant et aussi longtemps que la non-opération est due à des causes indépendantes de l'opérateur et uniquement si la cause n'est pas également une force majeure justifiant l'annulation de la journée d'enregistrement pour l'ensemble de l'équipe AQTIS de plateau.

9.18 Directeur des lieux de tournage

Le directeur des lieux de tournage ayant participé à l'identification et/ou à la sélection d'un lieu d'enregistrement et n'étant pas requis par le producteur d'être sur le plateau lorsqu'un enregistrement a lieu à cet endroit a droit à la prime de disponibilité prévue au premier alinéa de l'article 11.48 de la présente entente collective.

9.19 Visites techniques

Si le producteur organise la visite technique d'un lieu de tournage, il doit offrir au directeur des lieux de tournage, au directeur de la photographie, au chef éclairagiste, au chef machiniste, au preneur de son, au régisseur et, dans l'éventualité où la production ne dispose pas d'un directeur et/ou d'un concepteur artistique, au chef décorateur d'y participer, et ce, dans la mesure où ces fonctions sont effectivement comblées et que les personnes concernées sont disponibles à la date de la visite en question. Il est cependant compris que le producteur conserve la discrétion d'organiser ou non une telle visite technique.

9.20 Remise du scénario

Dans l'éventualité où la production dispose d'un scénario, la scripte et les autres techniciens dont la fonction requiert l'analyse et l'étude du scénario en reçoivent une copie à jour dans les meilleurs délais et, au plus tard, sept (7) jours avant le début de l'enregistrement.

Chapitre 10 Comité de relations professionnelles et procédure de règlement des différends

10.1 Intention des parties

L'AQPM et l'AQTIS reconnaissent l'importance de maintenir des relations professionnelles harmonieuses et de régler les problèmes d'application et d'interprétation de la présente entente collective avec diligence.

Comité de relations professionnelles

10.2 Comité de relations professionnelles

L'AQPM et l'AQTIS conviennent d'établir un comité de relations professionnelles composé de deux (2) représentants de l'AQPM et de deux (2) représentants de l'AQTIS.

10.3 Fonctions du comité

Le comité de relations professionnelles exerce les fonctions suivantes, à titre consultatif:

- étudier, du consentement des parties au grief, tout grief en vue de rechercher un règlement à l'amiable;
- discuter, à la demande de l'AQPM ou de l'AQTIS, de l'interprétation de l'entente collective;
- étudier, à la demande de l'APQM ou de l'AQTIS, toute question que la présente entente collective n'aurait pas envisagée;
- recommander, après entente unanime, des modifications ou ajouts à la présente entente collective, lesquels n'auront d'effet que s'ils sont ratifiés par l'AQPM et l'AQTIS selon leurs procédures respectives.

10.4 Réunions du comité

Le comité de relations professionnelles se réunit, dans les meilleurs délais, à la demande de l'une des parties.

10.5 Suspension des délais durant les travaux du Comité

La demande écrite de l'une des parties au grief de soumettre pour étude un grief au comité de relations professionnelles suspend le délai de soumission du grief à l'arbitrage.

Le refus écrit de l'autre partie au grief d'accéder à cette demande ou, le cas échéant, la décision écrite d'une partie au grief de mettre fin à l'étude du grief par le comité met fin à la suspension des délais.

Arbitrage

10.6 Arbitre unique

Les parties conviennent de confier à un arbitre unique, à l'exclusion de tout autre forum, toute mésentente relative à l'interprétation ou à l'application de la présente entente collective ou d'un contrat d'engagement en découlant et ce, que la mésentente concerne l'AQPM, l'AQTIS, un producteur ou un technicien.

10.7 Parties au grief

Seule une partie signataire de la présente entente collective (à savoir l'AQTIS ou l'AQPM) peut formuler un grief relatif à l'interprétation ou à l'application de l'entente collective ou d'un contrat d'engagement signé en vertu de cette dernière.

Dans l'éventualité où le grief est formulé par l'AQTIS, il peut être déposé au nom de l'AQTIS (grief collectif ou d'interprétation) ou d'un ou plusieurs technicien(s). Dans l'éventualité où il est formulé par l'AQPM, il est déposé au nom de l'AQPM (grief d'interprétation) ou d'un producteur. La partie à un grief déposé au nom d'un ou plusieurs technicien(s) demeure l'AQTIS; la partie à un grief déposé au nom d'un producteur est le producteur lui-même.

Lorsque le grief est déposé par l'AQTIS, la partie intimée est le producteur concerné et l'AQPM est une partie intéressée au litige. Lorsque le grief est déposé par l'AQPM, la partie intimée est le(s) technicien(s) concerné(s) ou, le cas échéant, l'AQTIS et l'AQTIS est, lorsqu'applicable, une partie intéressée au litige.

10.8 Intervention des associations

L'AQPM et l'AQTIS peuvent intervenir formellement dans tout grief, et ce, en transmettant un avis écrit à cet effet aux parties au grief.

10.9 Dépôt du grief

Un grief doit être soumis au producteur ou à l'AQTIS, avec copie, le cas échéant, à l'AQPM ou au technicien et il doit être déposé dans les quarante-cinq (45) jours de la date de l'événement lui donnant naissance ou dans les quarante-cinq (45) jours qui suivent la connaissance (ou la date à laquelle le plaignant aurait dû avoir connaissance) dudit événement.

10.10 Grief écrit et détaillé

Un grief doit être fait par écrit et être daté. Il doit également préciser clairement son objet, les principaux faits à son origine, les dispositions prétendument enfreintes ou mal interprétées et le redressement recherché.

Le grief peut être amendé pourvu que l'amendement n'ait pas pour effet d'en changer l'objet.

Une erreur de forme ne peut en aucun cas avoir pour effet de rendre le grief nul.

10.11 Réponse au grief

La partie intimée à un grief (ou, si elle le désire, l'AQTIS ou l'AQPM) communique par écrit sa réponse dans les quinze (15) jours de la réception de ce grief.

10.12 Avis d'arbitrage et choix de l'arbitre

Dans les quinze (15) jours de la réponse rendue conformément à l'article 10.11 (ou de l'expiration du délai qu'il prévoit), le grief doit être porté à l'arbitrage par un avis écrit adressé, selon le cas, à l'AQPM ou à l'AQTIS, avec copie, le cas échéant, au producteur ou au technicien. L'avis d'arbitrage suggère le nom de trois (3) arbitres.

Dans les dix (10) jours suivants la réception de l'avis d'arbitrage, la partie à qui l'avis d'arbitrage est adressé doit indiquer si elle accepte une des suggestions qui lui ont été transmises ou, à défaut, propose par écrit le nom de trois (3) arbitres. À défaut d'une telle réponse écrite dans le délai prescrit ou d'une entente concernant la dernière proposition, le grief doit être soumis, dans les trente (30) jours, à l'attention du Ministère de la Culture et des Communications afin que ce dernier désigne un arbitre selon ses procédures.

Dans les délais prévus au second alinéa du présent article, la partie ayant déposé le grief peut demander une extension des délais d'une durée de quatre-vingt-dix (90) jours et cette demande ne peut être refusée sans un motif sérieux. En l'absence d'une telle demande, d'un avis d'arbitrage dans le délai prévu au premier alinéa ou d'une soumission au Ministère dans le délai prévu au deuxième alinéa, le grief est réputé abandonné « sans aucune admission ».

10.13 Discussions de règlement

Rien n'empêche l'AQTIS et le producteur (ou, le cas échéant, l'AQPM) de tenter de régler un grief, y compris par le biais de la médiation. À cette fin, à la demande du producteur concerné, l'AQPM peut participer aux discussions avec l'AQTIS. Toutefois, de telles situations n'ont pas pour effet de prolonger les délais prévus au présent chapitre.

10.14 Audition par l'arbitre

L'arbitre entend les parties au grief, reçoit leur preuve ou, le cas échéant, constate le défaut. Il procède suivant la procédure qu'il juge appropriée.

10.15 Demande d'ordonnance de sauvegarde

Dans l'éventualité où l'AQTIS, l'AQPM ou un producteur considère qu'une mésentente nécessite sans délai l'intervention d'un arbitre, il peut formuler une demande d'ordonnance de sauvegarde en transmettant à la partie visée par le grief une demande écrite à cet effet. La demande peut être transmise en tout temps et même concomitamment à la transmission du grief. Si un arbitre n'a pas encore été désigné pour entendre le grief, la transmission de la demande a pour effet d'abroger tous les délais prévus à la procédure normale de grief et la partie demanderesse peut immédiatement soumettre le grief et la

demande au Service d'arbitrage accéléré inc., lequel désigne, conformément à ses règles, un arbitre pour entendre la mésentente.

Les parties à la demande doivent transmettre au moins soixante-douze (72) heures avant la date à laquelle la demande sera entendue tous les documents qu'elles entendent utiliser lors de l'arbitrage, y compris la production de déclarations assermentées.

Sauf si l'une des parties au grief ne s'y oppose, l'arbitre saisi du grief au stade de la sauvegarde demeure saisi de la mésentente et doit, suite à une audition en bonne et due forme, disposer du mérite des prétentions du plaignant. En cas d'opposition, le grief doit être soumis à un arbitre choisi conformément à l'article 9.12 de la présente entente collective.

10.16 Pouvoirs de l'arbitre

Dans l'exercice de ses fonctions, l'arbitre peut :

- interpréter une loi et un règlement dans la mesure où il est nécessaire de le faire pour décider d'un grief;
- maintenir ou rejeter un grief, en totalité ou en partie, et, s'il y a lieu, fixer le montant dû en vertu de la sentence qu'il a rendue;
- établir la valeur des dommages subis, lesquels peuvent inclure, si la preuve et le droit le justifient, des dommages moraux et/ou des dommages exemplaires;
- ordonner le paiement d'un intérêt au taux fixé par le règlement adopté en vertu de l'article 28 de la Loi sur l'administration fiscale, RLRQ c A-6.002, et ce, à compter de la date du dépôt du grief;
- dans le cas de la résiliation d'un contrat d'engagement, maintenir la résiliation, annuler celle-ci ou, s'il y a lieu, rendre toute autre décision qui lui apparaît raisonnable dans les circonstances;
- rendre toute ordonnance utile à la sauvegarde des droits des parties au grief.

10.17 Collaboration à l'arbitrage

L'AQPM et ses membres, d'une part, et l'AQTIS et les techniciens qu'elle représente, d'autre part, acceptent de fournir à l'arbitre tout document pertinent lui permettant de juger du bien-fondé d'un grief et de connaître tous les faits et les données pertinentes. Ils acceptent de se soumettre à une assignation de l'arbitre et de témoigner devant lui à sa demande.

10.18 Arbitre lié par l'entente collective

L'arbitre n'a pas juridiction pour ajouter, modifier ou soustraire de quelque façon, à l'une des clauses quelconques de l'entente collective ou d'un contrat d'engagement qui respecte les conditions minimales prévues à l'entente collective.

10.19 Décision fondée sur la preuve

L'arbitre doit rendre une décision à partir de la preuve recueillie à l'audition.

10.20 Délai pour rendre la décision

L'arbitre rend sa décision dans les soixante (60) jours de la fin de l'audition. Toutefois, une décision arbitrale n'est pas nulle du seul fait qu'elle n'est pas rendue dans ce délai.

10.21 Décision finale et exécutoire

La décision de l'arbitre est finale et exécutoire. Elle lie, selon le cas, l'AQPM, l'AQTIS, le producteur et le technicien concerné.

10.22 Honoraires partagés

Les frais et honoraires de l'arbitre sont payés à parts égales par le producteur concerné et par l'AQTIS.

10.23 Délais de rigueur

Tous les délais prévus au Chapitre 10 sont de rigueur et emportent déchéance de droit. Toutefois, les parties peuvent y déroger en vertu d'un accord écrit.

10.24 Calcul des délais

Dans la computation de tout délai prévu au présent article, le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui de l'échéance l'est.

10.25 Effet des jours non juridiques sur les délais

Lorsque le dernier jour d'un délai échoit un samedi, un dimanche ou un jour férié prévu dans la présente entente, le délai est prolongé au premier jour ouvrable suivant.

10.26 Règlement ou retrait d'un grief

Selon le cas, l'AQPM, l'AQTIS ou un producteur peut, en tout temps, retirer ou régler un grief, ce qui dessaisit immédiatement l'arbitre.

Toutefois, le plaignant qui retire le grief après la nomination de l'arbitre, assume seul les frais de l'arbitre, à moins qu'il n'y ait eu une entente à l'effet contraire entre les parties au grief.

10.27 Transaction sur un grief

Toute transaction sur un grief doit être effectuée par écrit et être signée par les parties au grief. Elle est exécutoire dès sa signature. Le cas échéant, copie d'une telle transaction est transmise à l'AQPM et à l'AQTIS.

Chapitre 11 Mode d'engagement, mode de rémunération et horaire

Règles générales

11.1 Choix d'un mode de rémunération

Lors de la signature du contrat d'engagement, le producteur et le technicien doivent indiquer le nombre de jours garantis pour lesquels les services du technicien sont retenus et doivent opter, pour chaque jour garanti, entre l'un des modes de rémunération décrits dans le présent chapitre.

11.2 Comptabilisation au quart d'heure

Dans tous les cas, la durée de la prestation de service est comptabilisée au quart d'heure près.

11.3 Taux maximal et calcul par production

Le cumul du THB ou, le cas échéant, du FQB et de toutes les primes et pénalités prévues à la présente entente collective ne peut en aucun cas excéder trois (3) fois le THB ou, le cas échéant, le FQB négocié.

Qui plus est, seules les heures cumulées pour une même production servent aux fins du calcul des primes et des pénalités.

Règle particulière pour les contrats « réguliers »

11.4 Types de calendrier

Le technicien dont les services sont retenus par le biais d'un contrat « régulier » œuvre conformément à un calendrier, lequel peut être établi selon l'une ou l'autre des deux (2) options suivantes :

- (a) neuf (9) jours garantis par séquence ; ou
- (b) cinq (5) jours garantis par semaine (c'est-à-dire une période commençant un dimanche pour se terminer un samedi).

Dans le cadre d'une production disposant d'un budget de trois millions de dollars (3,000,000\$) ou moins, le calendrier peut également être établi à raison de huit (8) jours garantis par séquence. Dans un tel cas, les règles relatives au calendrier 9/14 s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

Le type de calendrier utilisé pour les différentes étapes de production peut varier d'une étape à l'autre, étant compris que, habituellement, l'option « cinq (5) jours garantis par semaine » est utilisée pour les étapes de préproduction et de postproduction, mais la même option doit être tenue pour toute la durée d'une étape donnée.

Aux fins d'un film donné, tous les techniciens dont les services sont retenus par le biais d'un contrat « régulier » sont assujettis au même calendrier durant une étape de production.

11.5 **Calendrier 9/14**

Le calendrier relatif à la première séquence d'un bloc ou d'une étape doit être transmis à l'AQTIS et à l'AQPM au moins quatorze (14) jours avant le premier jour d'enregistrement dudit bloc, de ladite étape ou, le cas échéant, en fonction de la première journée où le technicien doit rendre des services en préproduction ou en postproduction.

Le calendrier ainsi transmis s'applique à toutes les séquences du bloc ou de l'étape concerné, mais le producteur peut le modifier, au plus une fois par séquence, en avisant l'équipe AQTIS et l'AQTIS au moins sept (7) jours avant le début de la séquence concernée ou obtenant l'accord des deux tiers de l'équipe AQTIS.

Le calendrier relatif à la dernière séquence d'un bloc ou d'une étape n'a pas à prévoir neuf (9) jours garantis si, dans les faits, le bloc ou l'étape se termine moins de quatorze (14) jours après le début de la séquence en question.

11.6 **Calendrier 5/7**

Le calendrier relatif à la première semaine d'un bloc ou d'une étape doit être transmis à l'AQTIS et à l'AQPM au moins quatorze (14) jours avant le premier jour où les services de l'équipe AQTIS sont requis eu égard audit bloc ou à ladite étape.

Le calendrier ainsi transmis s'applique à toutes les semaines du bloc ou de l'étape concerné, mais le producteur peut le modifier :

- (a) une (1) fois toutes les deux (2) semaines afin d'intervertir un jour de repos et un jour où des services sont requis ;
- (b) une (1) fois toutes les quatre (4) semaines afin de redistribuer les jours de repos et les jours où des services sont requis;

le tout en avisant l'équipe AQTIS et l'AQTIS au moins sept (7) jours avant le début de la semaine concernée ou obtenant l'accord des deux tiers de l'équipe AQTIS.

Le calendrier relatif à la première ou à la dernière semaine d'un bloc ou d'une étape n'a pas à prévoir cinq (5) jours garantis si, dans les faits, la production du bloc ou de l'étape en question a débuté ou, le cas échéant, a terminé durant la semaine concernée.

11.7 Ajout de jours où des services sont requis

Aux fins des articles 11.5 et 11.6, le simple ajout d'un jour où des services sont requis, sans annulation d'un jour de repos, ne constitue pas une modification du calendrier.

Rémunération sur une base horaire

11.8 Rémunération sur une base horaire

Le producteur doit offrir un minimum de huit (8) heures garanties (appelé « MHG 8 ») au technicien rémunéré sur une base horaire.

Les huit (8) premières heures d'une prestation quotidienne de services sont rémunérées au THB.

Les 9^e, 10^e, 11^e et 12^e heures d'une prestation quotidienne de services sont rémunérées au THB, majoré de cinquante pour cent (50%).

Les 13°, 14°, 15° et 16° heures d'une prestation quotidienne de services sont rémunérées au THB, majoré de cent pour cent (100%).

Toutes les heures subséquentes d'une prestation quotidienne de services sont rémunérées au THB, majoré de cent pour cent (200%).

11.9 MHG 4

Nonobstant l'article 11.8, le producteur peut offrir au technicien un minimum de quatre (4) heures consécutives garanties par jour (appelé « **MHG 4** ») si le technicien doit rendre ses services dans l'un des contextes suivants :

- Préproduction
- Repérage
- Essais techniques
- « Screen test »
- Prise en charge et installation d'équipement ou de véhicule
- Remise d'équipement
- Wrap
- Synchronisation des rushes, visionnement, retouches au montage
- Réunions de production, lorsque le producteur exige la participation du technicien
- Séances de photographies
- Pré-éclairage et démontage d'éclairage
- Enregistrement de plans complémentaires

- Enregistrement nécessitant le recours à un « camera car rig » ou à un drone (uniquement pour l'opérateur de l'équipement et ses assistants)
- Montage et démontage (wrap) des décors
- Transport en dehors d'une journée de tournage, que d'autres services soient rendus ou non par le technicien

Si les services d'un technicien sont retenus par le biais d'un MHG 4, le technicien a minimalement droit à une rémunération équivalente à quatre (4) fois son THB usuel, majoré de dix pour cent (10%), ou à la moitié de son forfait quotidien usuel, et ce, quelle que soit la durée effective de ses services.

Si la prestation de services du technicien dure plus de quatre (4) heures et pas plus de cinq (5) heures, la cinquième (5e) heure (ou toute partie de celle-ci) est rémunérée au THB majoré d'une pénalité de cinquante pour cent (50%).

Si la prestation de services du technicien dure plus de cinq (5) heures, le MHG 4 devient un MHG 8 ou un forfait quotidien (selon le mode usuel de rétention de services liant le producteur et le technicien et, à défaut d'un tel mode usuel, selon le mode de rétention de services liant la majorité des techniciens de l'équipe AQTIS œuvrant sur la même étape de production que le technicien concerné).

11.10 Heures hors plateau

Le producteur peut, par ailleurs, garantir à un technicien un nombre quotidien d'heures fixes hors plateau, rémunérées au THA.

Dans le cas d'une scripte, le producteur doit quotidiennement garantir deux (2) heures fixes hors plateau.

Dans le cas d'un technicien à qui le producteur demande de laver des costumes ou des vêtements entre deux (2) jours d'enregistrement et que le temps consacré à cette tâche est en sus du MHG ou du forfait quotidien du technicien, le producteur doit lui garantir, à cette fin, deux (2) heures fixes hors plateau.

Sauf aux fins de l'application des articles 11.14 à 11.24 de la présente entente (à savoir le repos hebdomadaire et le repos quotidien), de telles garanties ne sont pas incluses dans le calcul du MHG, des primes ou des pénalités.

Rémunération selon un forfait quotidien

11.11 Rémunération selon un forfait quotidien

Le producteur peut rémunérer le technicien selon un forfait quotidien lorsque le technicien en question occupe l'une ou l'autre des fonctions pour lesquelles un forfait quotidien est prévu à l'Annexe M ou, le cas échéant, à l'Annexe N.

11.12 Prime en sus du forfait

Le cachet versé à un technicien rémunéré sur une base quotidienne (plutôt qu'horaire) est sujet à une prime si au cours d'une journée donnée, le technicien a œuvré plus de douze (12) heures. Dans un tel cas, le forfait quotidien payable pour cette journée est majoré :

- D'un sixième (1/6) pour la 13^e, la 14^e, la 15^e et la 16^e heure travaillée;
- D'un quart (1/4) pour la 17^e heure travaillée ou l'une des heures subséquentes.

Malgré ce qui précède, le technicien occupant la fonction de directeur des lieux de tournage, d'assistant directeur de lieux de tournage, de recherchiste de lieux de tournage n'a droit à une prime que s'il œuvre, au cours d'une journée donnée, plus de quatorze (14) heures. Dans un tel cas, le forfait quotidien payable est majoré :

- D'un septième (1/7) pour la 15^e et la 16^e heure travaillée ;
- De trois quatorzièmes (3/14) pour la 17^e heure travaillée ou l'une des heures subséquentes.

Repos hebdomadaire

11.13 Définition de « temps plein »

Aux fins de l'article 11.15, on entend par « productions dont l'enregistrement se déroule à temps plein » toute production ou, si une production prévoit plusieurs blocs d'enregistrement, tout bloc d'enregistrement dont le calendrier d'enregistrement prévoit qu'au moins la moitié des semaines d'enregistrement comptent au moins quatre (4) jours d'enregistrement. Aux fins de cet article, une semaine commence un dimanche et se termine un samedi.

11.14 Repos hebdomadaire

Lorsqu'un technicien rend des services sur une même production pendant cinq (5) jours consécutifs, il a droit à une (1) journée de congé.

11.15 Repos sur les productions à temps plein

Sur les productions dont l'enregistrement se déroule à temps plein, le technicien a droit à au moins quatre (4) journées de congé par période de quatorze (14) jours de calendrier successifs, incluant au moins deux journées consécutives par telle période. Le cas échéant, ces périodes s'établissent de façon successive, par bloc et par équipe de tournage, et commencent à partir du premier jour d'enregistrement.

Dans le cadre d'une production où la période d'enregistrement à temps plein compte trois (3) périodes successives de quatorze (14) jours de calendrier ou plus, les « blocs » de deux (2) journées consécutives de congé ne peuvent pas être séparés l'un de l'autre (de la fin d'un bloc au début d'un autre) par plus de dix-sept (17) jours.

11.16 Définition de « journée de congé »

Afin d'être considérée comme une journée de congé au sens du présent chapitre, une période de repos doit être d'une durée minimale de trente-quatre (34) heures consécutives.

Par ailleurs, une période de repos doit être d'une durée minimale de cinquante-six (56) heures afin d'être considérée comme deux (2) journées de congé consécutives et d'une durée minimale de soixante-dix-huit (78) heures afin d'être considérée comme trois (3) journées de congé consécutives.

11.17 Durée de la « journée de congé » modifiée de gré à gré

Une (1) fois par deux (2) séquences, la durée d'une journée de congé, telle que prévue à l'article 11.16 de l'entente collective, dont doivent bénéficier des techniciens peut être écourtée d'un maximum de quatre (4) heures, et ce, avec le consentement des deux tiers (2/3) de l'équipe AQTIS. Le cas échéant, un avis de la décision de l'équipe AQTIS doit être transmis à l'AQTIS et à l'AQPM.

11.18 Pénalité pour les services rendus durant un repos

Lorsqu'un technicien rend des services lors d'un des congés prévus aux articles 11.14 et 11.15, il a droit à une pénalité équivalente à cinquante pour cent (50%) du THB ou, le cas échéant, de son forfait négocié.

11.19 Pénalité de 7e journée

Lorsqu'un technicien rend des services sur une même production, pendant sept (7) jours consécutifs, il a droit à une pénalité équivalente à cent pour cent (100%) du THB ou, le cas échéant, de son forfait négocié, et ce, jusqu'à ce qu'une journée complète de congé lui soit accordée.

11.20 Renonciation à la pénalité dans le cas de séjour à l'extérieur du Québec

Dans le cadre d'un enregistrement effectué à l'extérieur du Québec, les pénalités prévues aux articles 11.18 et 11.19 de la présente entente collective ne s'appliquent pas si l'ensemble de l'équipe AQTIS décide de poursuivre le travail sans congé afin de réduire la durée du séjour à l'extérieur de la province. Cette décision doit être prise à l'unanimité, par scrutin secret, avant le départ des techniciens.

11.21 Horaire lors d'un festival

Dans le cas d'un festival, le producteur peut retenir les services des techniciens pour une période de dix (10) jours consécutifs, sans avoir à débourser les pénalités prévues aux articles 11.18 et 11.19 s'il en avise l'AQTIS par écrit au moins quinze (15) jours à l'avance.

Qui plus est, dans le cas d'un festival, les articles 11.18, 11.19, 11.22 et 11.23 ne trouvent pas application.

Repos quotidien

11.22 Repos quotidien

Le technicien a droit à une période de repos d'au moins dix (10) heures entre deux prestations de service sur une même production.

Si la journée de travail du technicien, incluant la période de repas et le temps-transport voyage ou travail, dure plus de seize (16) heures, la période de repos minimale doit être de douze (12) heures.

11.23 Pénalité pour les services rendus durant un repos quotidien

Lorsqu'un technicien rend des services pendant la période de repos prévue à l'article 11.22, il a droit à une pénalité équivalente à cent pour cent (100%) du THB ou, le cas échéant, à un douzième (1/12) (ou un quatorzième (1/14) dans les cas mentionnés au second alinéa de l'article 11.12 de la présente entente collective) de son forfait quotidien négocié par heure effectuée.

Ces pénalités ne s'appliquent pas au temps transport-voyage.

Malgré ce qui précède, si, pour des raisons exceptionnelles, le technicien ne peut bénéficier d'un repos minimal de huit (8) heures entre deux prestations de services, toute heure ou fraction d'heure mise à la disposition du producteur durant ces huit (8) heures est rémunérée au THA majoré d'une pénalité équivalente à deux cents pour cent (200%) du THB ou, le cas échéant, à un sixième (1/6) (ou un septième 1/7) dans les cas mentionnés au second alinéa de l'article 11.12 de la présente entente collective) de son forfait quotidien négocié.

Règles générales concernant l'horaire des repas

11.24 Période de repas établie en fonction du début général de plateau

Sauf dans les cas mentionnés ci-après, l'heure de la première période de repas est établie en fonction du début général de plateau et conformément aux dispositions des articles 11.35 à 11.39 (« Horaire 5-5 ») ou des articles 11.40 à 11.44 (« Horaire 6-6 »).

Dans le cas des captations, l'heure de la première période de repas est établie en fonction de l'heure de l'arrivée de la majorité de l'équipe caméra sur le plateau.

En ce qui concerne les techniciens n'étant pas compris dans l'équipe AQTIS de plateau, l'heure de la première période de repas est établie sur une base individuelle, en fonction du début de leur prestation de service (laquelle est assimilée à leur « début général de plateau » aux fins du présent chapitre). Dans l'éventualité où il existe un débat eu égard à l'inclusion (ou à l'exclusion) d'un technicien à l'équipe AQTIS de plateau, il incombe au producteur d'établir que les services rendus par le technicien concerné exigent (ou non) sa présence sur le plateau, étant compris que l'on ne considère pas que la présence d'un technicien est exigée sur le plateau s'il doit uniquement œuvrer sur le plateau de façon sporadique.

Dans tous les cas, le producteur avise les techniciens de son choix d'horaire (5-5 ou 6-6) et de l'heure en fonction de laquelle ledit horaire sera établi par le truchement des feuilles de service (ou, le cas échéant, d'un document distinct destiné aux techniciens n'étant pas membres de l'équipe AQTIS de plateau).

11.25 Prime pour appel avancé et goûter substantiel

Lorsque la convocation d'un technicien est plus de deux (2) heures avant le début général de plateau, le technicien est rémunéré, pour tous les services rendus antérieurement aux deux (2) heures précédant le début général de plateau, au THA majoré de cent pour cent (100%).

Par ailleurs, lorsqu'un technicien est convoqué plus d'une (1) heure avant le début général de plateau, le producteur doit lui fournir un goûter substantiel adapté à l'heure de la journée et doit lui permettre de disposer du temps nécessaire pour le consommer.

Le goûter mentionné au paragraphe précédent doit être livré au lieu de travail des techniciens œuvrant dans les départements de la coiffure, des costumes et du maquillage.

Cette période de temps, dont la durée n'excède pas quinze (15) minutes, est rémunérée et doit être accordée au technicien, sur une base individuelle, en fonction du déroulement de l'enregistrement dans la demi-heure précédant le début général de plateau ou celle suivant ce dernier.

11.26 Dîner comme première période de repas

La première période de repas après le début général de plateau est toujours un dîner.

11.27 Horaire 5-5 et MHG 4

Le technicien de l'équipe AQTIS de plateau engagé selon un MHG 4 et débutant sa prestation de service après le début général de plateau est assujetti à l'horaire 5-5. Pour ce technicien, l'heure de la première période de repas est calculée à partir du début de sa prestation de service.

11.28 Repas de qualité standard

Tout repas fourni aux frais du producteur doit être semblable en qualité à un repas standard de cette heure de la journée et offrir une certaine variété.

Malgré ce qui précède, la première période de repas après le début général de plateau est toujours un dîner et, lorsqu'un repas est servi entre vingt-deux (22) heures et quatre (4) heures, il ne peut être semblable à un petit déjeuner sans l'accord du technicien.

11.29 Durée de la période de repas

Sous réserve des articles 11.37 et 11.42, le technicien doit disposer d'au moins une (1) heure pour sa période de repas dans un lieu de restauration ou dans un local adéquat où sont fournis les repas.

11.30 Durée totale quotidienne des périodes de repas

La durée totale des périodes de repas au cours d'une même journée ne peut excéder deux heures et demie (2h30).

11.31 Période de grâce afin de terminer un plan ou une scène

Le producteur bénéficie d'une période de grâce de dix (10) minutes afin de terminer un plan ou une scène avant que les pénalités repas prévues au présent chapitre ne s'appliquent.

La période de grâce ne doit pas avoir pour effet de réduire la durée de la période de repas du technicien et, à cette fin, la reprise du travail est nécessairement repoussée de dix (10) minutes, que la période de grâce soit entièrement utilisée ou non.

Le producteur ne peut recourir au présent article plus de quatre (4) fois par dix (10) jours d'enregistrement ou plus de trois (3) fois par semaine.

Si l'enregistrement doit se poursuivre au-delà de la période de dix (10) minutes, la période de grâce est alors annulée.

11.32 Période de grâce aux fins de démontage

À la fin d'une journée d'enregistrement, si le bris de plateau survient au moment où aurait dû débuter le paiement de pénalités repas ou avant, le producteur bénéficie d'une période de grâce de trente (30) minutes avant que les pénalités repas prévues au présent chapitre ne s'appliquent, le tout afin de procéder au démontage (wrap).

Cette période commence au moment où le paiement de pénalités repas aurait débuté.

Si le démontage doit se poursuivre au-delà de la période de trente (30) minutes, la période de grâce est alors annulée.

11.33 Autorisation préalable

Le technicien doit obtenir l'autorisation du producteur avant de rendre des services donnant droit à une pénalité repas.

Dans le cas des techniciens n'étant pas compris dans l'équipe AQTIS de plateau, cette autorisation doit être explicite.

Horaire 5-5

11.34 Période de repas initiale – Horaire 5-5

Une période de repas d'un minimum d'une (1) heure et d'un maximum de deux (2) heures doit être accordée après un minimum de trois (3) heures et un maximum de cinq (5) heures suivant le début général de plateau.

11.35 Second repas – Horaire 5-5

Une autre période de repas d'une (1) heure doit être accordée après un minimum de trois (3) heures et un maximum de cinq (5) heures suivant la fin de la période de repas précédente.

11.36 Repas de moins d'une heure – Horaire 5-5

Le producteur peut imposer à l'ensemble ou à une partie de l'équipe AQTIS de plateau et/ou des techniciens n'étant pas compris dans l'équipe AQTIS de plateau une période de repas de moins d'une (1) heure, mais d'au moins trente (30) minutes, auquel cas cette période de repas est rémunérée au THA. Ce temps de repas n'est pas comptabilisé aux fins du calcul du temps supplémentaire.

Dans ce cas, le producteur fournit le repas à ses frais.

11.37 Pénalité – Horaire 5-5

Le temps mis à la disposition du producteur après les maxima de cinq (5) heures prévus aux articles 11.35 et 11.36 est rémunéré au THA majoré d'une pénalité équivalente à cent pour cent (100%) du THB jusqu'à ce qu'une période de repas soit accordée.

11.38 Lieu de restauration

Lorsque la prestation de service des techniciens débute ou se prolonge après vingt-deux (22) heures, le producteur s'assure qu'un lieu de restauration est raisonnablement accessible.

À défaut, il fournit, à ses frais, un repas au technicien qui bénéficie d'une période de repas.

Horaire 6-6

11.39 Période de repas initiale – Horaire 6-6

Une période de repas d'une (1) heure doit être accordée au technicien après un minimum de trois (3) heures et un maximum de six (6) heures suivant le début général de plateau.

11.40 Second repas – Horaire 6-6

Une autre période de repas rémunérée de trente (30) minutes doit être accordée au technicien après un minimum de trois (3) heures et un maximum de six (6) heures de travail suivant la fin de la période de repas précédente.

11.41 Repas de moins d'une heure – Horaire 6-6

Le producteur peut imposer à l'ensemble de l'équipe AQTIS de plateau et/ou aux techniciens n'étant pas compris dans l'équipe AQTIS de plateau une période de repas de moins d'une (1) heure, mais d'au moins trente (30) minutes, auquel cas cette période de repas est rémunérée au THA.

11.42 Pénalité – Horaire 6-6

Le temps mis à la disposition du producteur après les maxima de six (6) heures prévus aux articles 11.40 et 11.41 est majoré de cent pour cent (100%) du THA jusqu'à ce qu'une période de repas soit accordée.

11.43 Repas aux frais du producteur – Horaire 6-6

Tous les repas mentionnés aux articles 11.39 à 11.41 sont fournis par le producteur, à ses frais et servis dans un local adéquat.

Qui plus est, sauf à l'occasion du premier repas d'une journée donnée, le temps requis pour se rendre aux lieux de restauration et en revenir fait partie des heures de travail et est payé au THA du technicien ; à l'occasion du premier repas, ce temps peut être imputé directement à la période de travail suivant ce premier repas.

Plateau français

11.44 Utilisation d'un plateau français

Le producteur peut opter, en sus des horaires prévus aux articles 11.25 et suivants de l'entente collective, pour un horaire comportant un plateau continu de sept heures et demie (7.5), et ce, dans la mesure où :

- (a) il a avisé l'équipe AQTIS de son choix au moins quarante-huit (48) heures à l'avance;
- (b) il octroie à l'équipe AQTIS une période de repas d'une (1) heure avant le début du plateau continu et lui offre, à cette occasion, un repas; et
- (c) il met un buffet convenable à la disposition de l'équipe AQTIS durant le plateau continu.

11.45 Pénalités à l'occasion d'un plateau français

Lorsque le producteur opte pour l'horaire prévu à l'article 11.45 de l'entente collective, les pénalités suivantes trouvent, le cas échéant, application :

- (a) le technicien devant rendre des services avant le début de la période de repas ne peut être convoqué plus de deux (2) heures avant cette dernière et le producteur doit lui verser, pour ces heures, une pénalité équivalente à cinquante pour cent (50%) de son THA;
- (b) le technicien devant rendre des services après la fin du plateau continu doit bénéficier d'un repas fourni par le producteur et d'une période de repas de trente (30) minutes avant de poursuivre sa prestation de services et, lors de la reprise du travail, le producteur doit lui verser une pénalité à cent pour cent (100%) de son THA pour la première heure et de deux cents pour cent (200%) de son THB pour les heures subséquentes.

Autres dispositions

11.46 Prime de nuit

Lorsque le technicien doit rendre des services entre vingt-quatre (24) heures et six (6) heures, il a droit à une prime de cinq dollars (5\$) de l'heure, sauf si ses services sont principalement requis dans le cadre d'un enregistrement devant se dérouler de nuit en raison des contraintes du scénario ou des disponibilités limitées du lieu de tournage.

Cette prime est exclue du calcul du temps supplémentaire.

11.47 Feuille de temps

Le producteur fait signer une feuille de temps contenant à tout le moins les mêmes informations que le formulaire type joint à la présente entente comme Annexe H à chaque technicien, et ce, à chaque jour où il fournit une prestation de service. Cette feuille de temps doit refléter la durée réelle de la prestation de service du technicien et ne peut, sous quelque prétexte que ce soit, être modifiée sans le consentement du producteur et du technicien constaté par écrit.

11.48 Prime de disponibilité

Si le producteur demande à un technicien de demeurer disponible pour lui fournir des services au cours d'une journée donnée, sur simple appel (ce qui implique que le technicien doit demeurer à moins de quarante (40) kilomètres du lieu d'enregistrement et demeurer joignable et en état de fournir ses services en tout temps), il doit lui verser une prime d'une valeur équivalente à une fois le THB (ou, le cas échéant, à un 1/12_e du FQB)² du technicien pour chaque journée pour laquelle le technicien demeure « sur appel ».

Si les services du technicien sont effectivement requis par le producteur au cours de la journée, la prime de disponibilité est déduite de la rémunération à laquelle le technicien a droit pour la journée.

La prime prévue au premier alinéa est de deux (2) fois le THB (ou, le cas échéant, à 2/12_e du FQB)³ du technicien si, lors d'une journée donnée à l'occasion d'un séjour de plus de deux (2) jours consécutifs à l'extérieur des zones décrites à l'article 13.2 de la présente entente collective, le producteur ne peut pas

² Un 1/14^e du FQB dans les cas mentionnés au second alinéa de l'article 11.12 de la présente entente collective.

³ Un 3/14^e du FQB dans les cas mentionnés au second alinéa de l'article 11.12 de la présente entente collective.

indiquer au technicien que ses services ne seront pas requis et que ce dernier doit donc demeurer disponible pour lui rendre des services.

Chapitre 12 Jours fériés

12.1 Jours fériés

Aux fins de la présente entente collective, les jours fériés sont :

- jour de l'An (1er janvier)
- Vendredi saint ou lundi de Pâques (au choix du producteur*)
- La journée nationale des patriotes (lundi précédent le 25 mai)
- Fête nationale des Québécois (24 juin)
- Fête du Canada (1er juillet)
- Fête du Travail (premier lundi de septembre)
- Action de grâces (deuxième lundi d'octobre)
- Noël (25 décembre)

12.2 Jours fériés à l'étranger

Dans le cas d'un enregistrement à l'extérieur du Québec, les jours fériés sont ceux légalement décrétés dans le territoire concerné.

Malgré ce qui précède, dans tous les cas, Noël et le jour de l'An sont considérés comme des jours fériés.

Si l'application du présent article a pour effet de modifier les jours fériés prévus à l'article 12.1 de la présente entente, le producteur doit en aviser l'équipe AQTIS et l'AQTIS avant le départ de l'équipe AQTIS pour l'extérieur du Québec.

12.3 Majoration pour les services rendus

Tout technicien qui rend des services un jour férié ou la veille de Noël, le lendemain de Noël, la veille du jour de l'An, le lendemain du jour de l'An ou le jour de Pâques est rémunéré sur la base du THB ou du FQB majoré de cent pour cent (100%).

12.4 Indemnité payable à l'occasion d'un jour férié

À l'occasion d'un jour férié, tout technicien a droit à une indemnité calculée selon les conditions et modalités suivantes, et ce, qu'il ait rendu des services au producteur le jour en question ou non :

^{*} Le producteur doit aviser l'équipe AQTIS et l'AQTIS du jour férié qu'il a choisi, au plus tard le premier (1er) jour d'enregistrement. À défaut, le lundi de Pâques sera considéré comme le jour férié.

- (a) Le technicien doit avoir rendu des services pour une même production :
 - (i) au moins une journée au cours des quatorze (14) jours de calendrier précédant le jour férié et une journée au cours des sept (7) jours de calendrier suivant le jour férié; ou
 - (ii) au moins une journée au cours des sept (7) jours de calendrier précédant le jour férié et une journée au cours des quatorze (14) jours de calendrier suivant le jour férié;
- (b) L'indemnité pour un jour férié est égale à 1/20 de la rémunération garantie du technicien (exclusion faite de toute prime, pénalité, allocation, etc.) au cours des vingt-huit (28) jours de calendrier précédant le jour férié; quel que soit le nombre de jours durant lesquels le technicien a rendu des services durant la période de vingt-huit (28) jours, cette indemnité ne peut cependant pas être d'une valeur supérieure à la moyenne quotidienne établie sur ladite période en divisant la rémunération garantie du technicien (exclusion faite de toute prime, pénalité, allocation, etc.) par le nombre de jours où il a rendu des services pour la production concernée.

Dans tous les cas, le technicien qui n'a pas rendu de services un jour férié est considéré comme ayant été en congé aux fins du calcul des périodes de repos prévues aux articles 11.14 et 11.15.

12.5 Lundi ou vendredi férié

Lorsqu'un jour férié est un lundi ou un vendredi, le producteur ne peut déplacer l'enregistrement au samedi ou au dimanche qui précèdent ou qui suivent, selon le cas, si le samedi ou le dimanche ne sont pas des journées habituelles d'enregistrement de la production, à moins que les exigences de la production ne l'imposent.

12.6 Règle particulière lorsque la Fête nationale des Québécois survient durant une fin de semaine

Lorsque la Fête nationale des Québécois survient un vendredi, un samedi, un dimanche ou un lundi, un bloc de trois (3) jours consécutifs (incluant le 24 juin, le samedi et le dimanche) est sélectionné par le producteur et les jours choisis sont considérés comme des jours fériés au sens de l'article 12.3 de la présente entente collective. Cependant, le technicien n'a droit à une indemnité en vertu de l'article 12.4 de la présente entente collective que pour la journée du 24 juin.

12.7 Célébrations lors d'un jour férié

L'article 12.3 ne s'applique pas à l'enregistrement d'un spectacle ou d'un événement consacré aux célébrations d'un jour férié.

12.8 Enregistrement se déroulant sur deux jours

Aux fins du présent chapitre, un jour d'enregistrement qui débute un jour de calendrier donné pour se terminer le lendemain est réputé avoir entièrement lieu le jour où le technicien a débuté sa prestation de services.

Chapitre 13 Temps transport

Transport-voyage

13.1 Calcul de la distance

Dans le cadre du présent chapitre, lorsqu'il est fait référence à une distance « par la route », cette distance est établie en consultant l'application Google Maps et en utilisant le plus court itinéraire proposé.

13.2 **Zones**

Le temps transport-voyage n'est pas rémunéré lorsque les services du technicien sont rendus à un endroit situé :

- (a) Sur les Îles de Montréal et de Laval et/ou à vingt-cinq (25) kilomètres par la route ou moins du métro Berri-UQAM, lorsque les services du technicien sont retenus par un producteur dont le siège social est situé dans la région métropolitaine de Montréal;
- (b) à vingt-cinq (25) kilomètres par la route ou moins de l'intersection de l'autoroute Robert-Bourassa et du boulevard Laurier (c.-à-d. l'Université Laval), lorsque les services du technicien sont retenus par un producteur dont le siège social est situé dans la région métropolitaine de Québec; ou
- (c) dans les autres cas, à une distance de vingt-cinq (25) kilomètres par la route ou moins du siège social du producteur.

13.3 Services près du lieu d'hébergement

Quand le producteur fournit l'hébergement au technicien, le temps transport-voyage n'est pas rémunéré lorsque les services du technicien sont rendus à un endroit situé à vingt-cinq (25) kilomètres par la route ou moins du lieu d'hébergement.

13.4 Temps transport-voyage lorsque l'hébergement est fourni

Lorsque la production est enregistrée en dehors des zones décrites à l'article 13.2 et que le producteur fournit l'hébergement, un seul aller-retour est rémunéré en temps transport-voyage.

13.5 Temps transport-voyage entre deux (2) lieux d'hébergement

Le temps de déplacement entre deux (2) lieux d'hébergement est rémunéré en temps transport-voyage.

13.6 Temps transport-voyage rémunéré au THB et calcul de la durée

Lorsque le technicien doit rendre des services à l'extérieur des zones décrites aux articles 13.2 et 13.3, le temps transport-voyage est rémunéré au THB sans occasionner de temps supplémentaire et de pénalités.

Le temps transport-voyage est calculé à partir de la limite de la zone pertinente et est établi en consultant l'application Google Maps et en utilisant le temps de parcours normal du plus court itinéraire proposé.

Si le technicien effectue un déplacement en avion, le temps transport-voyage est équivalent au temps passé en vol et en transit, majoré de deux (2) heures. Nonobstant ce qui précède, pour les trajets effectués en avion, il est convenu qu'un trajet aller-retour Québec-Toronto implique six (6) heures de temps transport-voyage, qu'un aller-retour Montréal-Toronto implique quatre (4) heures et qu'un aller-retour Montréal-Québec implique trois (3) heures.

13.7 Temps transport-voyage et services

Lorsque, dans une même journée, le technicien rend à la fois des services et consacre du temps au tempstransport, le temps transport-voyage peut être compris dans le MHG ou le forfait négocié pour cette journée, jusqu'à concurrence des heures comprises dans le MHG ou le forfait.

Si la durée du temps transport-voyage et de la prestation effective de services du technicien excède douze (12) heures, les heures excédentaires sont réputées avoir été consacrées à la prestation de services et elles sont sujettes à une pénalité d'une valeur équivalente à 50% du THB (ou plus, selon l'article 11.8 de la présente entente collective).

13.8 Service de navette

Le producteur peut offrir les services d'une navette aux techniciens de l'équipe AQTIS afin de les amener au lieu de convocation et de les en ramener. Dans ce cas, il indique à l'équipe AQTIS et au délégué de l'équipe AQTIS, par écrit et au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, l'horaire de la navette et le ou les endroit(s) où elle peut être prise.

Le technicien doit informer le producteur s'il entend utiliser la navette, et ce, dans le délai mentionné à l'avis écrit mentionné au paragraphe précédent.

Transport-travail

13.9 Temps transport-travail

Au début et à la fin d'une prestation de services, le temps de transport-travail s'établit entre le bureau de production ou le lieu de prise en charge d'un véhicule de production et le lieu d'enregistrement ou, selon le cas, le lieu de convocation ayant fait l'objet d'une entente entre le producteur et le technicien. Le producteur doit indiquer au technicien l'heure et le lieu où le véhicule de production doit être pris en charge. Est aussi rémunéré, tout le temps consacré à conduire un véhicule de production, à la demande du producteur.

En sus de ce qui précède, le technicien qui, à la fin de sa journée, n'a pas à ramener un véhicule de production à son lieu de prise en charge a droit à une rémunération calculée conformément à l'article 13.6 (c.-à-d. en temps transport-voyage), et ce, pour tout le temps requis pour revenir à l'endroit où il a pris en charge un véhicule de production au début de sa journée de travail, y incluant le temps consacré au retour à l'intérieur de l'une des zones prévues à l'article 13.2.

Finalement, dans le cas d'un technicien qui est autorisé par le producteur à conserver la charge d'un véhicule de production entre deux (2) ou plusieurs journées, le temps de transport-travail pour les déplacements que le technicien débute ou termine en ayant toujours la charge du véhicule n'est rémunéré qu'entre :

- (a) le premier endroit où le technicien doit récupérer une personne et/ou un équipement (ou, en l'absence d'un tel endroit, la résidence du technicien) et le lieu d'enregistrement; ou, selon le cas
- (b) le lieu d'enregistrement et le dernier endroit où le technicien doit déposer une personne et/ou un équipement (ou, en l'absence d'un tel endroit, la résidence du technicien).

Si le lieu identifié en vertu des sous-alinéas (a) et (b) de l'alinéa précédent n'est pas la résidence du technicien et est situé à plus de vingt-cinq (25) kilomètres de celle-ci, le temps du technicien est rémunéré à compter de cette limite de vingt-cinq (25) kilomètres.

13.10 Limites à la conduite

Le producteur ne peut en aucun cas imposer au technicien de conduire un véhicule au-delà des limites permises par le *Code de la sécurité routière*, RLRQ c C-24.2, la *Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds*, RLRQ c P-30.3, et les règlements en découlant. Sauf s'il a obtenu les autorisations requises, il ne peut pas non plus exiger qu'il conduise un véhicule ne respectant pas les normes établies par le *Code de la sécurité routière*, RLRQ c C-24.2.

Sans limiter la généralité de ce qui précède et uniquement à des fins d'information (le texte des dispositions législatives concernées prévalant sur le présent paragraphe), il est rappelé que, selon le Règlement sur les heures de conduite et de repos des conducteurs de véhicules lourds, le chauffeur spécialisé ne peut conduire :

- (a) sans avoir préalablement bénéficié d'une période de repos d'au moins huit (8) heures consécutives ;
- (b) plus de treize (13) heures par jour ; ou
- (c) plus de soixante-dix (70) heures par semaine.

13.11 Temps transport-travail rémunéré au THA

Le temps de transport-travail est rémunéré au THA.

Lorsque, dans une même journée, le technicien rend à la fois des services et consacre du temps au temps transport-travail, celui-ci peut être compris dans le MHG ou le forfait négocié pour cette journée, jusqu'à concurrence des heures comprises dans le MHG ou le forfait.

Les services du technicien peuvent également être retenus, pour une journée donnée, uniquement aux fins d'effectuer du temps de transport-travail. Dans un tel cas, le producteur peut rémunérer le technicien sur une base strictement horaire (i.e. sans MHG), et ce, tant et aussi longtemps qu'il s'assure de retenir les services du technicien pour au moins trois (3) heures durant la journée.

Le paragraphe précédent ne s'applique pas si le technicien occupe la fonction de chauffeur spécialisé ou de chauffeur et, dans un tel cas, le producteur doit utiliser les modalités prévues aux articles 11.8 ou 11.9.

13.12 Frais assumés par le producteur

Le producteur assume tous les frais d'essence, de stationnement et d'entretien du véhicule de production. Il les rembourse sur présentation des pièces justificatives.

13.13 Utilisation du véhicule personnel

Le producteur qui demande au technicien de se déplacer ou d'utiliser un véhicule personnel aux fins de la production indemnise le technicien au taux raisonnable par kilomètre publié par l'Agence du Revenu du Canada aux fins du paiement d'une allocation pour frais d'automobile et véhicule à moteur, plus les frais de stationnement, le cas échéant.

Au moment de la signature de la présente, ce taux est de 0,58\$ par kilomètre.

Sur réception d'un avis de l'AQTIS à cet effet, l'AQPM informe ses membres d'une mise à jour de ce taux, et ce, dans un délai de 30 jours.

13.14 Transport de matériel

Le producteur qui demande au technicien de transporter du matériel pesant plus de 100 kg, en sus de son outillage personnel de base, avec un véhicule personnel lui verse une indemnité additionnelle de vingt dollars (20\$) par jour. Le cas échéant, il appartient au technicien seul d'assurer le véhicule personnel pour les dommages pouvant lui être causés pendant ou à l'occasion de tels transports. Le producteur n'assume aucune responsabilité à cet égard.

La responsabilité d'assurer ce matériel de production pendant ou à l'occasion de tels transports incombe toutefois au producteur.

Malgré, ce qui précède, le producteur ne peut, en aucun temps, imposer au technicien qu'il utilise un véhicule personnel pour quelque raison que ce soit.

13.15 Permis de conduire

Le technicien à qui le producteur confie la responsabilité d'un véhicule de production doit détenir un permis de conduire valide au moment de son engagement. Il doit aviser le producteur sans délai si son permis est suspendu, annulé ou autrement modifié d'une façon qui affecte le droit de conduire le véhicule qui lui est confié.

Chapitre 14 Frais de séjour

14.1 Services dans les zones

Sauf dans le cas où le producteur décide de verser une allocation de repas plutôt que d'offrir un repas selon l'horaire 6-6, le producteur n'assume aucune allocation de repas et n'est pas responsable de l'hébergement du technicien lorsque la prestation de service du technicien s'effectue à l'intérieur de l'une des zones décrites à l'article 13.2 de la présente entente collective.

Allocations de repas

14.2 Allocation en l'absence d'un repas

Si le producteur ne fournit pas un repas à un technicien durant l'une ou l'autre des périodes de repas octroyées conformément au Chapitre 11, il doit verser une allocation au technicien, selon le barème qui suit :

• Petit déjeuner 12\$

• Dîner 20\$

• Souper 30\$

Ces montants sont remis aux techniciens au plus tard à leur arrivée sur le plateau.

Malgré ce qui précède, dans les cas prévus aux articles 11.36, 11.38, 11.40 et 11.41, le producteur ne peut substituer une allocation au repas et doit obligatoirement fournir le repas au technicien.

14.3 Services à l'étranger

Dans le cas où le technicien est appelé à rendre des services à l'extérieur de l'Ontario, du Québec ou des provinces « Maritimes », les allocations prévues à l'article 14.2 de la présente entente sont majorées à 15\$, 25\$ et 35\$ respectivement. Il en va de même lorsque le technicien est appelé à rendre des services dans la région administrative du Nord-du-Québec.

14.4 Repas à l'extérieur des zones ou lors d'un déplacement

Lorsque le producteur doit, conformément à la présente entente, héberger le technicien et que ce dernier doit séjourner à l'extérieur des zones décrites à l'article 13.2 de la présente entente aux fins de la production, le producteur doit lui fournir quotidiennement un petit déjeuner, un dîner et un souper ou lui verser les allocations de repas correspondantes, et ce, quelle que soit la durée de la prestation de services. Il en va de même lorsque la prestation de services quotidienne d'un technicien, incluant le tempstransport, dépasse douze (12) heures.

L'alinéa précédent ne s'applique pas à la journée où le technicien arrive à l'endroit où il séjournera ou à celle où il quitte ledit endroit. Cependant, lors d'une telle journée, le producteur doit fournir au technicien

les repas (ou lui verser une allocation de repas correspondante) survenant usuellement après son départ (dans le cas de la première journée) ou avant son arrivée (dans le cas de dernière journée).

14.5 Long séjour à l'extérieur des zones

Lorsque le technicien doit séjourner à l'extérieur des zones décrites à l'article 13.2 durant quinze (15) jours consécutifs ou plus aux fins de sa prestation de services, il reçoit, à compter de la seizième (16e) journée, une allocation de trente dollars (30\$) par semaine ou partie de semaine.

Hébergement

14.6 Normes d'hébergement

Si les exigences de la production nécessitent l'hébergement du technicien, le producteur fait les réservations et paye un lieu d'hébergement pour le technicien

Le technicien doit normalement bénéficier d'une chambre en occupation simple disposant d'une salle de bain individuelle. Si la production est enregistrée dans un contexte où il n'est pas possible de réserver un lieu d'hébergement permettant l'hébergement du technicien en occupation simple disposant d'une salle de bain individuelle, le producteur doit l'indiquer au préalable au technicien concerné.

14.7 Hébergement lors d'une prestation de plus de 15h30

Dans le cas où la prestation de services dépasse quinze heures trente (15h30), incluant le temps-transport et les repas, le producteur offre l'hébergement au technicien la nuit précédant ou suivant cette journée.

14.8 Paiement de l'indemnité sur une base hebdomadaire

Le producteur peut, à l'occasion d'un enregistrement d'une durée de vingt et un (21) jours et plus, payer les allocations prévues au présent chapitre au début de chaque semaine d'enregistrement.

Chapitre 15 Rémunération

15.1 Rémunération déterminée à la conclusion du contrat

Le THB, le FQB ou, le cas échéant, la rémunération forfaitaire d'un technicien est déterminé par le producteur et le technicien lors de la conclusion du contrat d'engagement.

15.2 Minimums applicables

Le THB ou, le cas échéant, le FQB ne peut être inférieur aux minimums prévus à l'Annexe M, lesquels s'appliquent en fonction de la hauteur du budget de la production.

Malgré l'alinéa précédent du présent article, lorsque les services d'un technicien sont retenus par :

- (a) un producteur n'ayant pas son siège au Québec ;
- (b) un coproducteur n'ayant pas son siège au Québec ; ou
- (c) un coproducteur ayant son siège au Québec, si et seulement si le principal investisseur dans la production est un producteur américain au sein du paragraphe 4 de l'Annexe D

aux fins d'une production disposant d'un budget de quinze millions de dollars (15,000,000\$) ou plus, le THB ou, le cas échéant, le FQB ne peut être inférieur aux minimums prévus à l'Annexe N.

Aux fins de l'alinéa précédent (et uniquement à ces fins), le terme « producteur » et, le cas échéant, le terme « coproducteur » ont le sens prévu aux paragraphes 3 et 4 de l'Annexe C et aux paragraphes 2 et 3 de l'Annexe D de la présente entente collective.

Tel qu'il appert desdites annexes, les minimums qu'elles prévoient font l'objet d'une majoration de 3% au 10 novembre 2020, 2021 et 2022.

15.3 Fiche de rémunération

Le producteur verse la rémunération du technicien à intervalles réguliers ne dépassant pas quinze (15) jours de calendrier.

La fiche de rémunération doit inclure les renseignements suivants:

- le numéro d'assurance sociale du technicien, lorsque la loi le permet
- le nom et l'adresse du technicien
- le nom de la maison de production, son adresse et ses numéros de téléphone et de télécopieur
- le titre de la production
- la fonction occupée

- le temps œuvré
- la rémunération totale
- les déductions (individuelles)
- la rémunération nette
- l'indemnité afférente au congé annuel, le cas échéant
- les avantages sociaux

Cette fiche de rémunération est indépendante du chèque et peut apparaître sur un talon détachable ou une feuille annexée.

Si le technicien en fait la demande au producteur, la fiche de rémunération doit être ventilée production par production.

Chapitre 16 Dépôt en garantie

16.1 Dépôt en garantie pour les permissionnaires et les stagiaires

Tout producteur permissionnaire ou stagiaire de l'AQPM doit, avant le début de l'enregistrement, verser à l'AQTIS un dépôt en garantie, par chèque certifié établi au nom de l'AQTIS en fidéicommis, pour un montant équivalent au plus élevé de :

- (a) dix pour cent (10%) de la rémunération garantie par les contrats d'engagement pour tous les techniciens dont les services sont retenus pour cette production et de toutes les retenues et contributions prévues à la présente entente; ou
- (b) la rémunération hebdomadaire ou bihebdomadaire (selon l'intervalle de paiements choisis par le producteur en vertu de l'article 15.3 de l'entente collective) de tous les techniciens dont les services sont retenus pour cette production, calculée en fonction des contrats d'engagements et majorée de toutes les retenues et contributions prévues à la présente entente.

16.2 Dépôt en garantie en cas de défaut antérieur

Si un producteur a déjà été trouvé en défaut de verser des montants dus aux techniciens à titre de rémunération en vertu de la présente entente, y incluant les retenues et les primes, lors de sa dernière production, l'AQTIS peut exiger de ce producteur de verser un dépôt en garantie pour un montant équivalent au moins élevé de vingt pour cent (20%) de la valeur des contrats d'engagement, ou de quatre (4) semaines de rémunération, de tous les techniciens dont les services sont retenus pour cette production, incluant toutes les retenues et permis prévus à la présente entente.

16.3 Forme du dépôt en garantie

Le dépôt en garantie prévu aux articles 16.1 et 16.2 peut prendre la forme d'une lettre de garantie irrévocable d'une institution bancaire ou financière canadienne reconnue, au choix du producteur.

16.4 Information relative aux permissionnaires de l'AQPM

L'AQPM avise dans les meilleurs délais l'AQTIS de toute acceptation d'un nouveau permissionnaire.

16.5 Services avant la réception du dépôt en garantie

Aucun technicien n'est tenu d'honorer son contrat d'engagement tant que le dépôt en garantie requis en vertu de l'article 16.1 ou 16.2 n'a pas été reçu par l'AQTIS.

16.6 Fin du dépôt en garantie

Le dépôt en garantie prend fin lorsque toutes les obligations financières du producteur à l'égard des techniciens et de l'AQTIS sont satisfaites.

16.7 Retenue dans le cas d'un différend

S'il survient un différend quant à l'application de la présente entente entre l'AQTIS et le producteur, l'AQTIS retiendra du dépôt en garantie à la fin de la production un montant équivalent à celui qu'il réclame. Cependant, ce montant ne pourra en aucun cas être supérieur aux sommes dues aux techniciens et à l'AQTIS.

Chapitre 17 Avis

17.1 Mode de transmission des avis

À moins de stipulation contraire, tous les avis prévus dans la présente entente collective sont acheminés par poste certifiée, par télécopieur, par courriel ou par messager, à l'adresse du technicien ou du producteur indiqué sur le contrat d'engagement ou, le cas échéant, à l'adresse de l'AQPM ou de l'AQTIS. Dans tous les cas, l'expéditeur doit obtenir et conserver une preuve de la date de réception de l'avis et garder une copie de l'avis pour une période d'au moins un (1) an. Il doit en outre permettre sa consultation par l'autre partie lorsque celle-ci le demande.

17.2 Computation des délais

La computation des délais est calculée à partir du cachet de la poste certifiée ou de la date de réception.

Chapitre 18 Prise d'effet et durée de l'entente collective

18.1 Durée de l'entente

La présente entente collective entre en vigueur le 10 novembre 2019 et demeure en vigueur jusqu'au 11 novembre 2023.

18.2 Période transitoire

Malgré les dispositions de l'article 18.1, les contrats d'engagement signés avant le 1^{er} novembre 2019 et ceux des techniciens dont les services sont retenus aux fins d'une production dont l'enregistrement a débuté avant cette date demeurent régis par l'entente collective AQTIS -AQPM 2015-2018. Le THB ou le FQB prévu à de tels contrats doit cependant être majoré, à partir du 1^{er} février 2020, afin d'être minimalement équivalent au THM ou au FQM applicable en vertu de la présente entente.

18.3 Avis de négociation

L'une ou l'autre des parties peut donner avis à l'autre de son intention de débuter la négociation d'une nouvelle entente collective dans les cent vingt (120) jours précédant l'expiration de la présente.

18.4 Maintien des effets de l'entente

À la date de son expiration, la présente entente collective se renouvelle de jour en jour tant et aussi longtemps qu'une nouvelle entente n'est pas signée ou que l'une ou l'autre des parties ne s'est pas prévalue de l'exercice de son droit de grève ou de contre-grève (lock-out).

18.5 Annexes et lettres d'entente

Les annexes et lettres d'entente font partie intégrante de la présente entente collective.

18.6 Séparabilité

La présente entente collective n'est pas invalidée par la nullité d'une ou plusieurs de ses clauses.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, CE 10^e JOUR DE NOVEMBRE 2019, À MONTRÉAL :

POUR L'AQTIS	POUR L'AQPM	
Dominic Pilon	Josette Normandeau	
Président du Conseil d'administration	Président du Conseil d'administration	
Gilles Charland	Hélène Messier	
Directeur général	Présidente et directrice générale	
Kim Rivard	Geneviève Leduc	
Directrice des relations de travail	Directrice des relations du travail et des affaires juridiques	
Jordan Wilson		
Chef des relations de travail		
Bernard Larivière		
Conseiller aux relations de travail		

Annexe A

Procédure d'adhésion pour les producteurs non-membres

ATTENDU l'article 1.3 de l'entente collective;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

- 1. Tout producteur non-membre de l'AQPM souhaitant établir les conditions d'engagement des techniciens dont il retient les services aux fins d'une production donnée conformément aux dispositions de l'entente collective ou à un texte reprenant substantiellement lesdites dispositions doit compléter et signer la lettre d'adhésion ci-jointe (disponible en format électronique sur le site Internet de l'AQPM) avant de conclure un contrat d'engagement avec un technicien;
- 2. L'AQTIS et l'AQPM s'engagent à pleinement collaborer et à prendre tous les moyens raisonnables à leur disposition pour assurer le respect de la présente procédure ;
- 3. Il est compris, en ce qui concerne l'AQTIS, que l'engagement prévu au paragraphe précédent sera rempli dès que l'AQTIS aura informé par écrit (ou par courriel) le producteur non-membre de l'existence de l'entente collective et de la nécessité de signer la lettre d'adhésion ci-jointe avant de l'utiliser, dans son ensemble ou de façon substantielle. Une copie dudit écrit (ou dudit courriel) devra être transmise à l'AQPM afin que cette dernière puisse, par la suite, prendre les moyens qui lui semblent raisonnables pour faciliter l'adhésion du producteur non-membre et l'application de l'entente collective.

LETTRE D'ADHESION A L'ENTENTE AQPM-AQTIS 2019-2023 (CINEMA)

	Que le producteur, [nom de la maison de production] (le steur »), n'est pas membre de l'Association québécoise de la production médiatique PM »);
les serv production interven égard	Que le Producteur souhaite établir les conditions d'engagement des techniciens dont il retient vices aux fins de la production intitulée [nom de la n] (la « Production ») conformément aux dispositions minimales de l'entente collective 2019-2023 nue entre l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (l' « AQTIS ») et l'AQPM eu aux productions cinématographiques (l' « Entente collective ») ou à un texte reprenant stiellement lesdites dispositions;
ATTENE	DU l'article 1.3 et l'Annexe A de l'Entente collective;
LE PRO	DUCTEUR DÉCLARE DE CE QUI SUIT :
1.	Dans le cadre de la Production, le Producteur s'engage à respecter les dispositions de l'Entente collective, telles qu'elles peuvent avoir été amendées, le cas échéant, par entente intervenue entre le Producteur et l'AQTIS;
2.	Le Producteur s'engage à verser à l'AQPM, à titre de frais d'utilisation, un montant équivalant à 1.5% de la rémunération totale des techniciens dont les services seront retenus aux fins de la Production, telle qu'établie en fonction du budget en vigueur au moment du versement et accepté, le cas échéant, par le garant de bonne fin ou par les partenaires financiers du producteur;
3.	Le versement des frais d'utilisation susmentionnés doit être effectué par chèque certifié ou traite bancaire au moment de la signature de la présente lettre d'adhésion;
4.	Le Producteur comprend et accepte que la présente lettre d'adhésion n'a pas pour effet de lui conférer, de quelque façon que ce soit, un titre de « membre » de l'AQPM;
5.	Le Producteur comprend et accepte en outre que la présente lettre d'adhésion n'a d'effet qu'eu égard à la Production et aux contrats d'engagement qu'il signe avec des techniciens aux fins de cette dernière;
6.	La lettre d'adhésion dûment signée et le chèque certifié (ou la traite bancaire) doivent être transmis à l'AQPM préalablement à la signature d'un ou plusieurs contrats d'engagement et une copie de la lettre d'adhésion doit être acheminée à l'AQTIS.
SIGNÉ À	A, ce
PAR:	[représentant dûment autorisé]

Coordonnées du Producteur :			
	[#, rue]		
	[ville, province, code postal]		
	()/ ([# de téléphone] [i	de télécopieur]	
	[adresse courriel]		
Frais d'utilisation :	A :		
	B:[frais d'utilisation : A x 0.015]	\$	
	C:	\$	
	D: [TVQ:#1006095689:(B+C) x 0.095]	\$	
	E:		

Annexe B

Liste des fonctions visées par l'entente

Département de la caméra
Directeur de la photographie
Opérateur de caméra spécialisée
Caméraman
Assistant caméraman machiniste
1er assistant caméra
2e assistant caméra
Chargeur de caméra (alias 3e assistant caméra)
Cadreur
Ingénieur 3D
Stéréographe
Technicien 3D (RIG)
Technicien en imagerie numérique
Technicien en imagerie numérique 3D
Photographe de plateau
Opérateur de video-assist
Assistant opérateur de video-assist
Programmeur de motion control
Technicien de motion control
Tech. en gestion de données num. (TGDN)
Tech. de caméra à tête télécommandée
Opérateur de drone
Assistant opérateur de drone
Département de la coiffure
Concepteur de coiffure
Chef coiffeur
Coiffeur
Assistant coiffeur
Posticheur
Département de la continuité
Scripte
Assistant scripte
Département des costumes
Coordonnateur des costumes
Créateur de costumes
Chef costumier
Costumier

Assistant costumier
Styliste
Chef habilleur
Habilleur
Assistant habilleur
Concepteur de marionnettes
Couturier
Technicien spécialisé aux costumes
Technicien aux costumes
Département des décors
Coordonnateur des effets spéciaux
Chef décorateur
Décorateur
Assistant décorateur
Technicien aux décors (alias machiniste aux décors)
Chef accessoiriste
Accessoiriste
Assistant accessoiriste
Chef paysagiste
Paysagiste
Assistant paysagiste
Superviseur de construction
Assistant superviseur de construction
Contremaître de construction
Chef peintre scénique
Peintre scénique
Assistant peintre scénique
Chef peintre
Peintre
Assistant peintre
Chef plâtrier
Plâtrier
Assistant plâtrier
Chef sculpteur mouleur
Sculpteur mouleur
Assistant sculpteur mouleur
Chef ébéniste
Ébéniste
Assistant ébéniste
Soudeur

Chef graphiste
Graphiste
Chef maquettiste
Maquettiste
Chef menuisier
Menuisier
Assistant menuisier
Chef technicien d'effets spéciaux
Technicien d'effets spéciaux
Assistant technicien d'effets spéciaux
Armurier
Coordonnateur aux véhicules
Département des éclairages
Directeur d'éclairage
Concepteur d'éclairage
Programmeur d'éclairage
Concepteur de projection visuelle
Opérateur de projection visuelle
Chef éclairagiste
Best boy éclairagiste
Éclairagiste
Opérateur de console d'éclairage
Opérateur de génératrice
Opérateur de projecteur de poursuite
Opérateur de projecteur motorisé
Département des lieux de tournage
Directeur des lieux de tournage
Assistant directeur des lieux de tournage
Recherchiste de lieux de tournage
Département de la logistique
Assistant de production
Assistant coordonnateur (à l'exception de l'ass. coordo. du département artistique)
Secrétaire de production
Régisseur de plateau
Assistant régisseur de plateau
Cantinier
Assistant cantinier
Directeur de plateau
Assistant de production plateau
Assistant de production spécialisé

Opérateur de camp de base
Coordonnateur de production
Responsable des animaux
Préposé aux premiers soins
Département des machinistes
Chef machiniste
Best boy machiniste
Machiniste
Machiniste spécialisé
Opérateur de grue caméra
Département du maquillage
Concepteur de maquillage
Chef maquilleur
Maquilleur
Assistant maquilleur
Maquilleur d'effets spéciaux
Département du montage
Monteur
Assistant monteur
Coloriste
Monteur sonore
Assistant monteur sonore
Mixeur sonore
Technicien de postproduction
Technicien en infographie
Département de la réalisation
Assistant à la réalisation à la télévision
Département de la régie télé
Aiguilleur
Aiguilleur ISO
Contrôleur d'images (CCU)
Opérateur de télésouffleur
Opérateur de magnétoscopie
Opérateur de ralenti
Opérateur aux com. internes (RF)
Vidéographiste
Département du son
Bruiteur
Preneur de son
Mixeur de son (alias sonorisateur)

Perchiste
Assistant au son
Technicien aux câbles
Département du transport
Coordonnateur du transport
Chauffeur spécialisé
Chauffeur
Coursier de plateau

Annexe C

Portée des secteurs 1

ATTENDU l'article 3.1 de l'entente collective;

ATTENDU les articles 34 et 35 de la *Loi modifiant la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma et d'autres dispositions législatives, LQ 2009 c 32 (la « Loi de 2009 »);*

ATTENDU l'entente intervenue le 24 septembre 2008 entre l'Alliance internationale des employés de scène, de théâtre, techniciens de l'image, artistes et métiers connexes des États-Unis, ses territoires et du Canada (AIEST) et l'AQTIS;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

- 1. La notion de « secteurs 1 » créée par la Loi de 2009 comprend toutes les productions n'étant pas comprises dans les autres secteurs créés par ladite Loi;
- 2. Ainsi, cette notion comprend notamment les productions dites « domestiques », les productions dites « étrangères » (à l'exception des productions dites « américaines ») et les coproductions (à l'exception des coproductions financées principalement par un producteur dit « américain » n'étant pas un « producteur américain indépendant » au sens de l'Annexe D);
- 3. Aux fins de ce qui précède, la notion de « producteur » réfère à la personne qui est responsable de la prise des décisions relatives aux conditions d'engagement des artistes et des artisans;
- 4. Il est possible que la personne étant considérée comme « producteur » au sens décrit au paragraphe précédent ne soit pas la même que celle qui agit à titre de producteur au sens de l'entente collective;
- 5. Aux fins du paragraphe 2 de la présente annexe :
 - a) la notion de « production domestique » comprend les productions où le producteur (au sens décrit au paragraphe 3) est une personne morale constituée en vertu d'une loi canadienne (fédérale ou provinciale) et dont le siège ou le principal établissement est au Canada (c.-à-d. un « producteur canadien »);
 - la notion de « production étrangère » comprend toutes les productions, à l'exception des productions domestiques;
 - c) la notion de « production américaine » comprend les productions où le producteur (au sens décrit au paragraphe 3) est une personne morale dont le siège ou le principal établissement est aux États-Unis d'Amérique (c.-à-d. un « producteur américain »); et
 - d) la notion de « coproduction » comprend toutes les productions produites par plus d'un producteur.

Annexe D

Portée des secteurs 3

ATTENDU l'article 3.1 de l'entente collective;

ATTENDU les articles 34 et 35 de la *Loi modifiant la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma et d'autres dispositions législatives,* LQ 2009 c 32 (la « Loi de 2009 »);

ATTENDU l'entente intervenue le 24 septembre 2008 entre l'Alliance internationale des employés de scène, de théâtre, techniciens de l'image, artistes et métiers connexes des États-Unis, ses territoires et du Canada (AIEST) et l'AQTIS;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

- 1. La notion de « secteurs 3 » créée par la Loi de 2009 comprend les productions américaines dites « indépendantes » disposant d'un budget dit « bas ou modéré », de même que les productions où le producteur est l'une ou l'autre des sociétés suivantes (et ce, sans égard au budget) :
 - a) Lions Gate Entertainment ou l'une ou l'autre de ses filiales;
 - b) Walden Media ou l'une ou l'autre de ses filiales;
 - c) Lakeshore Entertainment ou l'une ou l'autre de ses filiales;
- 2. Aux fins de ce qui précède, la notion de « producteur » réfère à la personne qui est responsable de la prise des décisions relatives aux conditions d'engagement des artistes et des artisans ;
- 3. Il est possible que la personne étant considérée comme « producteur » au sens décrit au paragraphe précédent ne soit pas la même que celle qui agit à titre de producteur au sens de l'entente collective;
- 4. Aux fins du paragraphe 1 de la présente annexe :
 - a) La notion de « production américaine indépendante » comprend les productions où le producteur (au sens décrit au paragraphe 2) est une personne morale dont le siège ou le principal établissement est aux États-Unis d'Amérique (c.-à-d. un « producteur américain »), à l'exception des sociétés affiliées à l'un ou l'autre des consortiums suivants :
 - News Corporation;
 - Walt Disney Company;
 - Viacom;
 - Sony;

- Time Warner; ou
- NBC Universal;
- b) La notion de « budget » réfère au coût total de la production (y incluant les travaux réalisés hors Québec, mais excluant les coûts de distribution et de promotion) établi selon le budget en vigueur au premier jour d'enregistrement et un budget est considéré « bas ou modéré » lorsque :
 - dans le cas d'une série télévisée, le budget est inférieur ou égal à :

o pour une émission de 30 minutes : 1 615 000\$

o pour une émission de 60 minutes : 2 690 000\$

dans le cas d'une autre production, le budget est inférieur ou égal à 35 000 000\$.

Annexe E

Fonds de formation et de développement

ATTENDU la volonté de l'AQTIS et de l'AQPM d'établir un fonds de formation et de développement, et ce, afin d'améliorer la qualification et les compétences des techniciens actuels et futurs et des personnes étant appelées à les superviser et/ou à les diriger;

ATTENDU les dispositions de la *Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre* (la « **Loi** »);

ATTENDU les particularités de l'industrie;

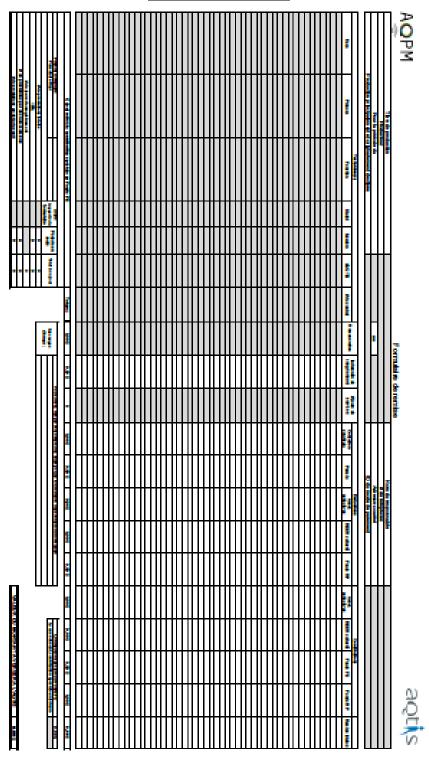
LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

- 1. L'AQTIS et l'AQPM créent un Fonds de formation et de développement (le « Fonds »), et ce, au plus tard le 1^{er} mars 2020.
- 2. L'objet du Fonds est de soutenir financièrement la formation des techniciens et celle des personnes appelées à les superviser et/ou à les diriger.
- 3. Le Fonds sera un patrimoine fiduciaire constitué au bénéfice des techniciens et des membres de l'AQPM, dont l'administration sera confiée à un conseil (ci-après le « **Conseil** »).
- 4. Les coûts reliés à l'établissement et à l'administration du Fonds, y incluant, le cas échéant, les honoraires du président du Conseil, seront assumés par le Fonds.
- 5. Le patrimoine du Fonds comprendra l'ensemble des sommes versées au Fonds par les membres de l'AQPM en vertu de la présente entente collective, de l'entente collective Télévision 2019-2023 et de l'entente collective Nouveaux Médias 2019-2023, des sommes versées au Fonds sur une base ponctuelle ou ad hoc par d'autres personnes ou institutions afin d'aider à la réalisation des objets du Fonds et des revenus générés par l'administration de l'actif du Fonds.
- 6. Le Conseil sera composé de cinq (5) membres, soit deux (2) membres désignés par l'AQPM et deux (2) membres désignés par l'AQTIS et un membre indépendant, lequel agira, au besoin, à titre de président du Conseil.
- 7. Par alternance, sur une base annuelle (soit lors de la demande de la réunion annuelle mandatoire), les deux (2) membres de l'AQPM ou, le cas échéant, de l'AQTIS désigneront l'un d'entre eux pour agir à titre de vice-président du Conseil pour une durée d'un an.
- 8. Sauf dans les cas où l'intervention du président est requise pour résoudre une impasse entre les autres membres, le Conseil sera présidé par son vice-président, lequel sera chargé de convoquer et de présider les réunions du Conseil et de veiller à l'administration régulière du Fonds.
- 9. Également par alternance, sur une base annuelle, les deux (2) membres de l'AQTIS ou, le cas échéant, de l'AQPM désignent l'un d'entre eux pour agir à titre de trésorier du Conseil pour une durée d'un an, de telle sorte que, pour une année donnée, le Conseil sera, à titre d'exemple,

- composé d'un président indépendant, d'un vice-président désigné par l'AQTIS, d'un trésorier désigné par l'AQPM, d'un membre désigné par l'AQPM.
- 10. Le trésorier à la responsabilité d'assurer la tenue des livres comptables du Fonds et d'autoriser des déboursés, étant compris que les déboursés de plus de 10,000\$ doivent être autorisés par le trésorier et le vice-président (ou, à défaut d'une entente, par une majorité du Conseil) et que les déboursés de plus de 25,000\$ doivent être autorisés par une majorité des membres du Conseil.
- 11. Il est convenu que l'AQTIS désignera le premier vice-président du Conseil et que ce dernier assumera son mandat dès sa désignation (laquelle pourra être antérieure au 1^{er} mars 2020) et jusqu'au 31 décembre 2020.
- 12. Il est également convenu que le premier président du Conseil sera [à être convenu entre les parties d'ici le 30 novembre 2019].
- 13. Le Conseil prendra ses décisions à la majorité, mais, sauf dans les cas où son intervention est requise pour résoudre une impasse entre les autres membres, le président du Conseil ne participera qu'à la réunion annuelle mandatoire et n'exercera pas son droit de vote.
- 14. Le Conseil exercera ses pouvoirs et veillera à :
 - (a) identifier les besoins en formation observés dans l'industrie et établir les besoins nécessitant une attention prioritaire du Fonds ;
 - (b) identifier les ressources susceptibles de répondre aux besoins identifiés et, dans l'éventualité où aucune ressource n'est identifiée, évaluer la faisabilité de développer des ressources susceptibles de répondre aux besoins identifiés ;
 - (c) déterminer comment favoriser, à l'aide des ressources financières du Fonds, l'accessibilité des techniciens et des personnes appelées à les superviser et/ou à les diriger aux ressources identifiées ;
 - (d) implanter les choix effectués et, partant, financer, directement ou indirectement, la formation des techniciens et des personnes appelées à les superviser et /ou à les diriger ;
 - (e) communiquer régulièrement aux techniciens et aux membres de l'AQPM l'état de ses travaux, les besoins observés et priorisés, les ressources identifiées et les choix effectués pour favoriser l'accès aux ressources ;
 - (f) compiler des statistiques sur l'efficacité des choix effectués pour favoriser l'accès aux ressources.
- 15. Il est compris que l'AQTIS agira à titre de gardien du Fonds et recevra, par le truchement du système de retenues et de remises, les contributions versées au Fonds par les membres de l'AQPM; ces contributions devront, sur réception, être déposées dans un compte distinct, détenu en fidéicommis par l'AQTIS. Toute somme reçue par l'AQTIS entre la date d'entrée en vigueur de la présente entente collective et le 1er mars 2020 devra, de même, être détenue en fidéicommis jusqu'à ce qu'elle puisse être affectée au Fonds par l'AQTIS.

- 16. Le Conseil devra dresser, sur une base annuelle, un état détaillé de ses revenus et de ses dépenses et celui-ci devra faire l'objet d'une mission d'examen par un cabinet comptable.
- 17. Le Conseil devra adopter un règlement général établissant son modus operandi d'ici au plus tard le 31 décembre 2020 ; si les membres du Conseil ne parviennent pas à s'entendre sur le contenu du règlement général, celui-ci sera établi par le président du Conseil après consultations auprès des autres membres. Il est convenu que, nonobstant l'article 6.5 de la présente entente collective, aucune contribution n'a à être versée au Fonds tant et aussi longtemps le Conseil n'a pas adopté un règlement général. Il en va de même au terme de toute période de plus d'un (1) mois où le Conseil ne dispose pas d'un président dûment désigné conformément audit règlement général.
- 18. Il est compris que les communications du Conseil à l'intention des techniciens seront assurées par l'AQTIS et que celles à l'intention des membres de l'AQPM seront assurées par l'AQPM, et ce, sans frais pour le Comité.
- 19. Il est convenu que le Comité doit impérativement être structuré et administré afin que :
 - la totalité des contributions versées au Fonds par les membres de l'AQPM soient, directement ou indirectement, considérées comme des dépenses admissibles au sens du Règlement sur les dépenses de formation admissibles, RLRQ c D-8.3 r 3 (le « Règlement »);
 - (b) idéalement, la contribution au Fonds soit, en elle-même, une dépense admissible au sens du Règlement et que, à défaut, les dépenses du Fonds soient considérées comme des dépenses admissibles des producteurs eux-mêmes, au prorata de leur niveau de contribution, et ce, pour l'année fiscale durant laquelle les contributions concernées sont reçues par le Fonds ; et
 - (c) le Fonds fournisse aux producteurs lui versant des contributions la documentation nécessaire aux fins de leur permettre de rencontrer leurs obligations en vertu de l'article 4 du Règlement et, minimalement, leur émette un relevé annuel attestant de la valeur totale de leur contribution au cours de l'année fiscale concernée.

Annexe F
Formulaire de remise



Annexe G

Fonds soutenant l'accès au retrait préventif

ATTENDU la Loi sur la santé et la sécurité du travail, RLRQ c S-2.1;

ATTENDU certaines préoccupations soulevées par l'AQTIS eu égard aux obstacles générés par les particularités de l'industrie et limitant la capacité des techniciennes représentées par l'AQTIS de bénéficier de prestations de remplacement de revenu lors d'un retrait préventif ou d'une situation susceptible de donner droit à un retrait préventif;

ATTENDU la volonté de l'AQTIS et de l'AQPM d'établir un fonds soutenant l'accès au retrait préventif et permettant aux techniciennes représentées par l'AQTIS d'obtenir, lorsqu'elles n'ont pas accès à des prestations de remplacement de revenu de la part d'un régime public lors d'un retrait préventif ou d'une situation susceptible de donner droit à un retrait préventif, une prestation supplétive ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

- 1. L'AQTIS et l'AQPM créent un Fonds afin de soutenir l'accès des techniciennes au retrait préventif (le « Fonds »), et ce, au plus tard le 1^{er} mars 2020.
- 2. L'objet du Fonds est de permettre aux techniciennes n'étant pas à même de fournir leur prestation de services normale en raison de limitations physiques liées au fait qu'elles sont enceintes et n'ayant pas accès à des prestations de la part d'un ou plusieurs régimes publics, tel que le régime administré en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*, RLRQ, c S-2.1, ou celui administré en vertu de la *Loi sur l'assurance-emploi*, LC 1996, c 23, de bénéficier d'une prestation supplétive;
- 3. Le Fonds sera un patrimoine fiduciaire constituée au bénéfice des techniciennes, dont l'administration sera confiée à un conseil (ci-après le « **Conseil** »).
- 4. Les coûts reliés à l'établissement et à l'administration du Fonds, y incluant, le cas échéant, les honoraires du président du Conseil, seront assumés par le Fonds.
- 5. Le patrimoine du Fonds comprendra l'ensemble des sommes versées au Fonds par les membres de l'AQPM en vertu de la présente entente collective, de l'entente collective Cinéma 2019-2023 et de l'entente collective Nouveaux Médias 2019-2023, des sommes versées au Fonds sur une base ponctuelle ou ad hoc par d'autres personnes ou institutions afin d'aider à la réalisation des objets du Fonds et des revenus générés par l'administration de l'actif du Fonds.
- 6. Le Conseil sera composé de cinq (5) membres, soit deux (2) membres désignés par l'AQPM et deux (2) membres désignés par l'AQTIS et un membre indépendant, lequel agira, au besoin, à titre de président du Conseil.
- 7. Par alternance, sur une base annuelle (soit lors de la demande de la réunion annuelle mandatoire), les deux (2) membres de l'AQPM ou, le cas échéant, de l'AQTIS désigneront l'un d'entre eux pour agir à titre de vice-président du Conseil pour une durée d'un an.

- 8. Sauf dans les cas où l'intervention du président est requise pour résoudre une impasse entre les autres membres, le Conseil sera présidé par son vice-président, lequel sera chargé de convoquer et de présider les réunions du Conseil et de veiller à l'administration régulière du Fonds.
- 9. Également par alternance, sur une base annuelle, les deux (2) membres de l'AQTIS ou, le cas échéant, de l'AQPM désignent l'un d'entre eux pour agir à titre de trésorier du Conseil pour une durée d'un an, de telle sorte que, pour une année donnée, le Conseil sera, à titre d'exemple, composé d'un président indépendant, d'un vice-président désigné par l'AQTIS, d'un trésorier désigné par l'AQPM, d'un membre désigné par l'AQPM.
- 10. Le trésorier à la responsabilité d'assurer la tenue des livres comptables du Fonds et d'autoriser des déboursés, étant compris que les déboursés de plus de 10,000\$ doivent être autorisés par le trésorier et le vice-président (ou, à défaut d'une entente, par une majorité du Conseil) et que les déboursés de plus de 25,000\$ doivent être autorisés par une majorité des membres du Conseil.
- 11. Il est convenu que l'AQPM désignera le premier vice-président du Conseil et que ce dernier assumera son mandat dès sa désignation (laquelle pourra être antérieure au 1er mars 2020) et jusqu'au 31 décembre 2020.
- 12. Il est également convenu que le premier président du Conseil sera [à être convenu entre les parties d'ici le 30 novembre 2019].
- 13. Le Conseil prendra ses décisions à la majorité, mais, sauf dans les cas où son intervention est requise pour résoudre une impasse entre les autres membres, le président du Conseil ne participera qu'à la réunion annuelle mandatoire et n'exercera pas son droit de vote.
- 14. Le Conseil exercera ses pouvoirs et veillera à :
 - (a) Établir un programme soutenant l'accès au retrait préventif (le « Programme ») au bénéfice des techniciennes, étant compris que les conditions d'admissibilité audit programme seront essentiellement les suivantes :
 - Avoir rendu au moins vingt-huit (28) jours de services à un (1) ou des membre(s) de l'AQPM au cours de l'année précédant sa demande de soutien;
 - Avoir une rémunération annuelle moyenne sur les deux dernières années de 15,500\$ (cette rémunération étant évaluée de la même façon que pour le régime d'assurances collectives de l'AQTIS);
 - Être enceinte depuis 22 semaines ; et
 - Ne pas être éligible à des prestations provenant d'un régime public ou du régime d'assurances collectives établi par l'AQTIS;

et que les bénéfices offerts seront essentiellement les suivants :

 Une prestation hebdomadaire d'une valeur équivalente à 1.05% (soit 1/52^e de 55%) de la rémunération annuelle moyenne de la technicienne au cours des deux années précédant sa demande de soutien, payable à compter de la 22^e semaine

- de grossesse et jusqu'à quatre (4) semaines avant la date prévue d'accouchement;
- La prestation sera « coordonnée » avec les régimes publics et le régime d'assurances collectives de l'AQTIS et, ainsi, si la salariée devient éligible à des prestations provenant d'un tel régime après son admissibilité au programme financé par le Fonds, la prestation versée en vertu du programme sera réduite en conséquence; et
- La rémunération annuelle moyenne maximale considérée aux fins du Programme sera la même que la rémunération assurable maximale aux fins du régime québécois d'assurance parentale.
- (b) Communiquer régulièrement (et au moins sur une base annuelle) aux techniciennes afin de les informer de l'existence du Programme, des avantages offerts par celui-ci et des façons de s'en prévaloir;
- (c) Recevoir les demandes de soutien formulées par les techniciennes en vertu du Programme, les évaluer et décider de leur admissibilité ; et
- (d) Verser, à même le Fonds, les prestations dues aux techniciennes admissibles au Programme;
- 15. Il est compris que l'AQTIS agira à titre de gardien du Fonds et recevra, par le truchement du système de retenues et de remises, les contributions versées au Fonds par les membres de l'AQPM; ces contributions devront, sur réception, être déposées dans un compte distinct, détenu en fidéicommis par l'AQTIS. Toute somme reçue par l'AQTIS entre la date d'entrée en vigueur de la présente entente collective et le 1^{er} mars 2020 devra, de même, être détenue en fidéicommis jusqu'à ce qu'elle puisse être affectée au Fonds par l'AQTIS.
- 16. Il est également compris que l'administration quotidienne du Fonds et du Programme sera, pour la durée de la présente entente collective et sans frais pour le Conseil, déléguée à l'AQTIS, laquelle sera donc chargée de recevoir les demandes de soutien, de procéder à leur analyse initiale et de formuler des recommandations au Conseil eu égard à leur acceptation ou à leur refus.
- 17. Le Conseil devra dresser, sur une base annuelle, un état détaillé de ses revenus et de ses dépenses et celui-ci devra faire l'objet d'une mission d'examen par un cabinet comptable.
- 18. Le Conseil devra adopter un règlement général établissant son modus operandi d'ici au plus tard le 1^{er} mars 2020 ; si les membres du Conseil ne parviennent pas à s'entendre sur le contenu du règlement général, celui-ci sera établi par le président du Conseil après consultations auprès des autres membres. Il est convenu que, nonobstant l'article 6.6 de la présente entente collective, aucune contribution n'a à être versée au Fonds à compter du 1^{er} mars 2020, que ce soit par les producteurs ou par les techniciens, si, à cette date, le Conseil n'a pas adopté un règlement général, et ce, tant et aussi longtemps que le Conseil n'a pas remédié à ce défaut. Il en va de même au terme de toute période de plus d'un (1) mois où le Conseil ne dispose pas d'un président dûment désigné conformément audit règlement général.
- 19. Il est compris que les communications du Conseil à l'intention des techniciens seront assurées par l'AQTIS et que celles à l'intention des membres de l'AQPM seront assurées par l'AQPM, et ce, sans frais pour le Comité.

- 20. Il est convenu que le Comité, le Fonds et/ou le Programme doit impérativement être structuré et administré afin de respecter la législation applicable, notamment sur le plan fiscal et sur le plan des assurances.
- 21. Il est convenu que, dans l'éventualité où le Fonds n'est pas suffisant pour financer les obligations du Programme, l'AQTIS assume le déficit, et ce, pour l'année où il survient. Avant la fin de l'année concernée, l'AQTIS doit déterminer si ses membres souhaitent majorer leur contribution au Fonds ou réduire les bénéfices offerts par le Programme. L'AQTIS peut également faire de même si elle anticipe raisonnablement un déficit et souhaite corriger la situation avant la fin de l'année. Le cas échéant, la solution identifiée par l'AQTIS entre en vigueur au plus tôt trente (30) jours après la date à laquelle l'AQPM en est informée par écrit. Cette solution ne peut, en aucun cas, augmenter le niveau des contributions versées au Fonds par les producteurs.
- 22. Il est également convenu que le Fonds doit idéalement disposer d'une marge de stabilisation d'une valeur allant de 10% (seuil minimal) à 25% (seuil maximal) du coût anticipé des prestations que le Programme peut être appelé à offrir au cours d'une année donnée. Une fois cette marge de stabilisation créée à même le Fonds, l'AQTIS peut déterminer si elle souhaite réduire la contribution des techniciens au Fonds ou augmenter les bénéfices offerts par le Programme à l'aide des sommes excédentaires dont dispose le Fonds. Le cas échéant, cette bonification entre en vigueur au début de l'année fiscale suivant celle où l'excédent du Fonds est supérieur à la marge de stabilisation. La bonification ne peut, en aucun cas, entraîner le versement de sommes d'argent à des techniciennes n'étant pas éligible au Programme et ne peut avoir pour objet de modifier l'objet du Fonds.

Annexe H

Feuille de temps

ATTENDU l'article 11.48 de l'entente collective;

ATTENDU que, historiquement, la « feuille de temps » servait à la fois de document attestant de la durée des services rendus au producteur par le technicien et de document permettant de consigner par écrit le calcul menant à la détermination de la rémunération précise devant être versée au technicien en guise de compensation pour lesdits services;

ATTENDU que les parties conviennent que, aux fins de l'application de l'entente collective, il peut être plus pratique d'avoir, d'un côté, une véritable « feuille de temps » (c.-à-d. une simple déclaration de la durée des services) et, de l'autre, une « feuille de calcul »;

ATTENDU la volonté des parties d'offrir des outils souples afin de remplir leurs obligations en vertu de l'entente collective ;

ATTENDU la volonté des parties d'encourager la transmission électronique des données afférentes à l'application de l'entente collective;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

- 1. La « feuille de temps » est dorénavant composée de deux parties :
 - a. La Partie A Déclaration de la durée des services rendus ; et
 - b. La Partie B Feuille de calcul.
- 2. Les formulaires types pour les Parties A et B sont ceux reproduits à la présente annexe.
- 3. Afin de remplir ses obligations en vertu de l'article 11.47, un producteur peut, à sa discrétion :
 - a. utiliser, dans le cadre de ses interactions avec ses techniciens, la Partie A (c.-à-d. qu'il peut utiliser le formulaire « simplifié » pour consigner la durée des services rendus par le technicien) ; ou
 - b. utiliser, dans le cadre de ses interactions avec ses techniciens, la Partie B (c.-à-d. qu'il peut continuer de consigner la durée des services rendus par le technicien directement sur la feuille de calcul).
- 4. Si, dans le cadre de ses interactions avec ses techniciens, le producteur utilise la Partie B, il doit faire initialer le formulaire type « Partie B » par le technicien une fois que les quatre (4) colonnes de gauche ont été complétées et, une fois initialé, il ne peut modifier le contenu de ces colonnes sans le consentement écrit du technicien.

Qui plus est, une fois que le formulaire est initialé, une copie doit en être immédiatement remise au technicien.

5. Si, au contraire, le producteur utilise la Partie A dans le cadre de ses interactions avec ses techniciens, il doit faire initialer le formulaire type « Partie A » par le technicien et, une fois initialé, il ne peut en modifier le contenu sans le consentement écrit du technicien.

Une fois initialé, une copie du formulaire doit être immédiatement remise au technicien et une autre doit être conservée par le producteur (pour une durée d'au moins six (6) mois après la fin de l'enregistrement).

Par la suite, le producteur doit fidèlement reproduire les informations contenues dans le formulaire type « Partie A » dans le formulaire type « Partie B ».

- 6. Dans tous les cas, le formulaire type doit refléter la durée réelle de la prestation de service du technicien.
- 7. Quel que soit le formulaire-type utilisé par le producteur dans le cadre de ses interactions avec ses techniciens, il doit par la suite compléter le formulaire type « Partie B » et, une fois complété, transmettre une copie dudit formulaire type à l'AQTIS lorsqu'il procède mensuellement au versement des remises.

Une copie papier peut être transmise par courrier au bureau de l'AQTIS, mais le producteur est plutôt encouragé à simplement transmettre une copie électronique du formulaire type dûment complété par courriel (auquel cas, l'envoi d'une copie papier n'est pas requis).

8. Dans la mesure où il remet au technicien une fiche de rémunération comprenant à tout le moins les informations prévues à l'article 15.3 de l'Entente collective, le Producteur n'a pas à remettre une copie du formulaire type « Partie B » dûment complété au Technicien au moment où il lui verse sa rémunération. Il doit cependant en remettre une copie au technicien si celui-ci le lui demande.

Dans le cas contraire, une copie du formulaire type « Partie B » (tel que transmis à l'AQTIS) doit être remise au technicien lorsque sa rémunération lui est versée.

9. Dans tous les cas, le producteur peut utiliser des formulaires types dits « maison », mais uniquement si lesdits formulaires-types « maison » contiennent, sous une forme pouvant être facilement consultée, à tout le moins les mêmes informations que le formulaire type reproduit à la présente annexe.



aqtis

Feuille de temps - Partie A (déclaration de la durée des services rendus)

	Nom de b	Production		Nom du Technicien						
	H			Fonction						
	Morn du	Production		T MINISTER T						
				B de content de Tarbaldas						
-	Nore de la personne	complétant la feuille		# de contrat du Technicles						
				HARRING THE						
			Periode							
		Du		au		l				
Date	Férié		Début général	Bris de plateau	Horaire des repas	MHG ou FQB	HGHP (# d'hnt)			
Heure de décert	Heure de début	Premier reces	Haure de reoriza	Daudême reces	Heure de reprise	Heure de fin	# d'heures travaillées			
ê de repas payês	Allocations (5)	Prime de nuit (# d'hm)	Prime de scripte	TTT ou TTV (allec)	TTV (retour)	Initiales Producteur	Initiales Technicien			
Data	Paris		Début général	Eris de olateau	Homire des reces	MHG ou FOS	HERF IF 4 hou			
Heure de départ	Heure de début	Premier repas	Heure de reprise	Deudême repas	Heure de reprise	Heure de fin	# d'heures travaillées			
					l					
# de repas payés	Allocations (5)	Prime de nuit (# d'hm)	Prime de scripte	TTT ou TTV (alles)	TTV (retour)	Initiales Producteur	Initiales Technicien			
					l					
Luis	1909		STREET, CHICAGO	COLUMN STANCARD	ASSESSMENT RECORDS AND ADDRESS.	MING SUPOS	HallP (Ferring)			
Heure de départ	Heure de début	Premier repas	Heure de reprise	Deudême repas	Heure de reprise	Heure de fin	# d'heures travaillées			
# de repas payás	Allocations (5)	Prime de nuit (# d'firs)	Prime de scripte	TTT ou TTV (allec)	TTV (retour)	Initiales Producteur	Initiales Technicien			
Date	Terre					MHG ou PQS	HSHF (Fahra)			
Luce	Pene		Début général	Bris de plateau	Horaire des repas	MING OU POB	Huttr (F c Trit)			
Harris de défend	Heure de début	December constru	Marrie de acordos	Davidson man	Herre de condes	Heure de fin	# d'heures travaillées			
Heure de départ	Heart de cecox	Premier repas	Heure de reprise	Deudême repas	Heure de reprise	Heure de III	e dineures travallees			
# de reces pavés	Allocations (5)	Prime de puit (# d'hm)	Prime de scripte	TTT ou TTV (alles)	TTV (retpur)	Initiales Producteur	Initiales Technisis			
# 28 recel tower	Alleghanish	Prigna da Rue in d'anni	Printed to the Control	III da II y dalesi	TTV INEEDID	Internal prooperator	Integration (according)			
Date	Férié		Début général	Bris de plateau	Horaire des repas	MHG ou FQB	HGHP (# d'hnc)			
Heure de décert	Heure de début	Premier reces	Haure de reoriza	Daudême recas	Heure de reprise	Heure de fin	# d'heures travaillées			
ê de repas payês	Allocations (5)	Prime de nuit (# d'hm)	Prime de scripte	TTT ou TTV (allec)	TTV (retour)	Initiales Producteur	Initiales Technicien			
Data	74114		Début général	Bris de olateau	Horaire des reces	MHC ou FOR	HORF IF Chro			
Heure de départ	Heure de début	Prennier repas	Heure de reprise	Deudême repas	Heure de reprise	Heure de fin	# d'heures travaillées			
if de repas payés	Allocations (5)	Prime de nuit (# d'hm)	Prime de scripte	TTT ou TTV (allec)	TTV (retour)	Initiales Producteur	Initiales Technicien			
Date	Ferre		STREET CHIEFE	ENERG SMARK	ASSESSED BOX NO. OF	MING OUT QB	Hally (FEYER)			
Heure de départ	Heure de début	Premier repas	Heure de reprize	Deudême repas	Heure de reprise	Heure de fin	# d'heures travaillées			
# de repas payés	Allocations (\$)	Prime de nuit (# d'hm)	Prime de scripte	TTT ou TTV (allec)	TTV (retour)	Initiales Producteur	Initiales Technicien			

Une fois initialiée par le Technicien, la déclaration ne peut plus être modifiée sans le consentement écrit du Producteur et du Technicien.

[suite au verso]



aqtis

La déclaration de la durée des services rendus doit être complétée quotidiennement ou hebdomadairement par le Producteur.

Elle doit refléter la durée réelle de la prestation de services du Technicien.

Une fois complétée, deux (2) copies doivent être initialées par le Producteur et le Technicien.

Une fois initialiée par le Technicien, la déclaration ne peut plus être modifiée sans le consentement écrit du Producteur et du Technicien.

Une copie de la déclaration initialée doit être remise immédiatement au Technicien et l'autre doit être conservée par le Producteur, et ce, pour une période d'au moins six (6) mois après la fin de l'enregistrement.

Il n'est pas nécessaire de transmettre une copie de la déclaration à l'AQTIS ou à l'AQPM, mais les informations contenues à la déclaration doivent être fidèlement reproduites par le Producteur dans la feuille de calcul (Feuille de temps - Partie B)

[suite du recto]



Feuille de temps - Partie B (Feuille de calcul)

aqti\s

No. 00 N	_	NOTE OF B	Discostructor -			CONTRACT	COLUMN				0000					
Miles Debt																
Minimary Column		Morn du P	roducteur		Nom e	le la personne	complétant la	feuille		#du Contrat	du Technicien		Di-	Période	couverte	
Transfer													DU	_	au	
Color	Date	Initiales du Technicien					HGHP	MHG ou PQB			Ge ou 7e		1	π	Alloc	etions
Description Control			•										7-0-0			
Seption Court Co					Reposet			THB x 1.5					PM			
Septembox Complex		_	D6-				FQB 1/14		FQ6 1/7	PQ6 3/34			L.			
Transport Company Co						-	-							IV.		
Secretary Company Co												roes				
Trial Chief Chie	Reprise										*****				Autres	
Description	Fit				\vdash		\vdash						#de repas	⊢		
Separat	_	Intitialization		Britada	Horsins day		-					-	_			
Debt	Date	Technicies					HGHP	MHG ou FQB						п		etions
Divine												\vdash				
	Départ	_			Repos et appellavencé			THB x 1.5				\vdash	PM			
Septiment During During Septiment Septiment			Dunée			-	FALL ALSO		Figure 1	Logo at an			Т	TV		
Register						-							AM	Ï	Cellulaire	
Processor Proc												roes	PM			
Total					nepas										Autres	
Delta Technical place Delta Sinde Si	Pin	\vdash			\vdash	\vdash	\vdash			\vdash		\vdash	if de repas pervis	⊢—		
Company Comp	Date	Infilales du	Début	Bris de	Horsire des		wan	1015 705							aP-	Mana
Debt	Date	Technicies	géoéral	plateau	repas		HGHP	MHG au FQB				\vdash				mont
Description	-1 -		_									\vdash		_		-
Decide Process	Dêve	\vdash	\vdash		Repos et appel avencé	\vdash		TMB X 1.5				\vdash	PM .			\vdash
State Duelo Duelo Property Duelo Proper			Dunée			-	FAD ALSO		Fright apr	FOR STATE			1	TV		
					repas								AM			
Process	Ze repas										Pri	roes	PM			
Delta	Reprise	_			repas						Secourisme		-1		Autres	
Delies	PHI				\vdash	-	-	-				\vdash		⊢		
Default Defa	Porte	Initiales du		Bris de	Horsire des		wown	1045 en 200						т	Aller	ellone
Debart	Dese	Technicies	général	plateau	repas		Hoter	MHS GUTQB		—		\vdash				and a
District District	Dánat		-		Second.		Dille 1	THE v 1.5	TMB+2	700.45		-				-
Server Double Pleastfailer Server Serv					appelavancé	-		100 1 2-7				-				
Supple Double	Ser repas				Pássitté Ser						300% THA		T	TV		
Registral Double Probability Probabi	Reprise															
Pit					Pásaltá 2e	$\overline{}$	_					roes	PM	_		
Color					repes	-	\vdash	-			***********	-	Edn mose		Autres	_
Delies														\vdash		
Technology	Date	Initiales du	Début				HGHP	MHG ou FOB					,	ш	Alloc	etions
Delayed Property Delayed Delayed Property Delayed De		Technicies	giotral	plateau	repas					_		-		1	Cotthern	
Description	Départ		-		Reposet		THB x 1	THB x 1.5	THB x2	THB x3	1444				40000	
Register Doele	Début				appel ave soé						100%					
Design					Pésaltté Ser									TV		
Registral Duride		\vdash		<u> </u>	_	\vdash	<u> </u>				200%					\vdash
Pix Duride		\vdash			Pésalté 2e repas	\vdash	\vdash			\vdash	Secondorne	roes	PM			\vdash
Delay						\vdash	-					\vdash	if do recor		744	_
Technicis			Total								Scripte		payés			
Delgant Services	Date	Initiales du Technicios	Début				HGHP	MHG ou FQB			Ge ou 7e		1	π	Alloc	etions
Depart Separate		-0.200,000	gereal	pared	тория								AM	Г	Coffure	
Double								THB x 1.5					PM		Maquillage	
Registar Double					appel avencé		FQB 1/14		FQ6 1/7	FQ8 3/14						
Design		\vdash		<u> </u>		\vdash	<u> </u>					\vdash		TV		\vdash
Register Duride		\vdash		—		$\vdash \vdash$	\vdash	\vdash		-		TOWN .				\vdash
Page		-	Dunée			\vdash		\vdash								\vdash
Principle of the Conference Prin	Fin		Durée										#de repas			
Technicis glodest glodest reper			Total								Scripte		payés			
	Date	Technicies					HGHP	MHG au FQB		l	Ge ou 7e		1	π	Alloc	etions
Deject Repres of Trible 1.5 Trible 1.2 Trible 3.2 Trible 3															Cottlure	
					Reposet			THB x 1.5					PM		Maquilage	
Register Double Price		\vdash				\Box	FQB 1/14		FQ6 1/7	PQ6 3/14						
20 regist		\vdash		-		\vdash	—			\vdash		\vdash				\vdash
Regular Dunde Hopes Secontame Autous Pin Dunde Hope Brit Bild Regular						\vdash						roes				
Pis Danfe Hult dide repair			Durée													
Total Scripte payle			Dunée													
			Total								Scripte		peyés			

[suite au verso]



	THIM	THB	THB x 1.5	THB x2	THB×3	50%	300%	3,00% THA	200%	Hult	Scripte	Total
Calculaur												
une base												taux
horaire												Total

	PQB	FQB 1/14	PQ6 1/7	PQ8-3/34	50%	100%	Total
Calculaur							
une base							trux
forfaltalm							Total

Allocations						
Coffure						
Maquillage						
Bottes						
Ordinateur						
Cellulaire						
Tublette						
Autres						
Total						

Bulletin sommaire	
Numbre d'heures au THE/FQE	
THE/PQS	
Nombre d'heurez à un taux majoré	
Rémunération totale	
Indemnité de congé annuel (si le Technicien est considéré comme un salarité)	1
Contributions du Producteur aux assurances	
Contributions du Producteur au REER	
Allocations	1
Revenus bruts aux fins fiscales	
16	
TVQ	
Total incluent les taxes (le cas échéant)	
Cotisation syndicale proportionnelle	
Permis	
Contributions du Technicien aux assurances	
Contributions du Technicien au REER	
Valeur totale des déductions fiscales applicables (si disponible)	
Revenus nets vernis au Technicien (si disponible)	

Les informations utilizées aucrites de la feuille de calcul doivent être celles contenues à la décharation de la durée des sendoss mentres l'éculle de terres . Partie 40.

Les informations contenues à la déclaration ne peuvent pas être modifiées sans le consentence

Le Productieur doit faire parvenir à l'AQTS une copie de la feuille de calcul brequ'il procide au venament des minisses à l'AQTS (part la 10e jour de mois suivers pour l'essemble de la résulutionité du mois précédant), lus copie pagine paut être transmité par countiers us benaux di l'AQTS, reals le Productier est phaté encouragé à simplement transmitte une cepti électromique du la fauille d'impace compétible par countier l'avenue l'acteur d'avenue de la maisse de l'acteur qu'un de la fauille d'impace compétible pare consciliate parent l'acteur d'une parent de marier destin services.

Sauf till remet av Technicien une fiche de némunération comprenant à tout le moins les informations prévues l'article 1.4.3 de l'interte collective, le Producteur doit remettre une copie de de faulle de calcina au Technicien au moment de 10 faul viere su réineurération.

[suite du recto]

Annexe I

Informations relatives à une nouvelle production

ATTENDU l'article 6.20 de l'entente collective ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Champs obligatoires

Les informations devant être minimalement transmises à l'AQPM afin d'obtenir l'émission d'un formulaire en vertu de l'article 7.2 de l'entente collective sont les suivantes :

- a) Titre de la production
- b) Nom du producteur (c.-à-d. de la maison de production, laquelle peut être une filiale d'un producteur membre de l'AQPM)
- c) Le cas échéant, nom du producteur membre de l'AQPM (c.-à-d. la maison-mère) et son statut (c.-à-d. membre, permissionnaire ou adhérent)
- d) Nom du représentant du producteur aux fins de la production
- e) Numéro de téléphone du représentant du producteur
- f) Adresse courriel du représentant du producteur
- g) Nom de la personne occupant la fonction de « producteur » aux fins de la production (si connue)
- h) Nom de la personne occupant la fonction de « producteur délégué » aux fins de la production (si connue)
- i) Nom de la personne occupant la fonction de « directeur de production » aux fins de la production (si connue)
- j) Destination principale et d'origine (à savoir « Cinéma », « Télévision » ou « Nouveaux médias »)
- k) Nom du (ou des) diffuseurs et/ou distributeurs principaux
- l) Hauteur du budget (ou informations permettant de l'établir), à savoir : « non établie en développement », « de 0\$ à 2,999,999\$ », « 3,000,000\$ à 5,999,999\$ », « 6,000,000\$ à 9,999,999\$ », « 10,000,000\$ à 14,999,999\$ » et « 15,000,000\$ et plus ».
- m) Type (ou genre) de production (à savoir « animation », « captation », « documentaire » ou « dramatique »)
- n) Nationalité(s) du (ou des) coproducteurs (si applicable)
- o) Date anticipée du début de l'enregistrement

2. Champs optionnels

L'AQPM offre également au producteur l'opportunité de lui transmettre les informations suivantes et le producteur peut, s'il le désire, transmettre à l'AQPM lesdites informations :

- a) Numéro de téléphone du producteur
- b) Numéro de télécopieur du producteur
- c) Adresse courriel du producteur
- d) Numéro de télécopieur du représentant du producteur
- e) Nom de la (des) personne(s) occupant la fonction de « réalisateur » aux fins de la production
- f) Nom de la (des) personne(s) occupant la fonction de « directeur de la photographie » aux fins de la production
- g) Nom de la (des) personne(s) occupant la fonction de « directeur artistique » aux fins de la production
- h) Ville(s) où le tournage aura principalement lieu
- i) Date anticipée du début de la préproduction

3. Déclaration du producteur

Lorsqu'il transmet les informations susmentionnées à l'AQPM, un dirigeant du producteur (c.-à-d. un délégué du producteur au sens des statuts et règlements de l'AQPM) doit impérativement attester de la véracité de l'information transmise en vertu du point 1I) en veillant à ce que la déclaration suivante soit dûment complétée dans la déclaration transmise à l'AQPM :

En cochant cette case, la personne complétant (ou, le cas échéant, amendant) la présente « Déclaration de production » déclare qu'elle a vérifié le budget de production déclaré auprès d'un dirigeant du producteur (c.-à-d. un délégué du producteur au sens des statuts et règlements de l'AQPM), à savoir [case à remplir / nom du délégué], et que ce dernier lui a attesté que ledit budget correspondait au budget de la production, tel qu'établi à la date à laquelle la « Déclaration de production » a été complétée (ou amendée).

Si le budget de production déclaré (tel qu'accepté, le cas échéant, par le garant de bonne fin ou par les partenaires financiers du producteur) change avant le premier jour d'enregistrement, le producteur doit amender la « Déclaration de production » dans les meilleurs délais. Le cas échéant, la véracité de cette information doit également faire l'objet de l'attestation susmentionnée.

Le producteur accepte que l'AQTIS peut demander qu'un vérificateur externe atteste de la hauteur du budget déclarée au premier jour d'enregistrement si elle a des motifs raisonnables de croire que la hauteur déclarée n'est pas la bonne. Le vérificateur externe doit être désigné après discussions avec l'AQPM et, suite à sa vérification, il peut uniquement partager à l'AQTIS la hauteur du budget vérifiée (selon les paramètres prévus au point 1l). Si la vérification révèle que la hauteur de budget déclarée n'était pas la

bonne, le coût de la vérification est à la charge du producteur; dans le cas contraire, le coût de la vérification est à la charge de l'AQTIS.

Annexe J

Contrat-type

ATTENDU le paragraphe 7 de l'article 24 de la Loi modifiant la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma et d'autres dispositions législatives, LQ 2009 c 32;

ATTENDU les articles 7.2 et 7.8 de l'entente collective;

ATTENDU l'article 43 de la *Charte de la langue française*, RLRQ c C-11;

ATTENDU les besoins exprimés par les producteurs, l'AQTIS et/ou les techniciens;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

- 1. Un producteur peut, sur demande expresse d'un technicien, utiliser un formulaire type de contrat d'engagement rédigé en langue anglaise plutôt que le formulaire type rédigé en langue française ci-joint;
- 2. L'AQPM communique à l'AQTIS, dès qu'il est disponible, le formulaire type de contrat d'engagement rédigé en langue anglaise, lequel doit contenir exactement les mêmes champs que le formulaire type ci-joint ;
- 3. Les contrats peuvent être transmis à l'AQTIS et l'AQPM par l'un ou l'autre des modes de transmission prévus à l'article 16.1 de l'entente collective, étant compris que l'AQTIS et l'AQPM encouragent leurs membres à favoriser et à faciliter la transmission des contrats dûment complétés par courriel.





Contrat d'engagement #0

intervenue entre le Producteur

nom du producteur	# de téléphone	● de télécopleur		
nom du représentant	courriel			
adresse	ville	code postal		

et le Technicien

nom du t	echniden		le car	échéant, nom de la com	pagnie fournissant les se	rvices	
adr	esse		¥	le	code postal		
# de téléphone		cou	urriel		N.A.S.	#CSST	
date de nalssance	statut AQTS	MAQTIS	statut fiscal	T-2200	ETPS	#TVQ	

relativement à la Production

nom de la	production	entente applicable	type de production	
budget télévision	budget cinéma	grille de cachets minimaux applicable	origine du producteur principal	

Modalités du Contrat d'engagement

fonc	tion		départe	ment(s)	THM	PQM	
function additionnelle			mode d'en	gagement	calendrier (xi o	ontrat régulier)	
∞	∞	∞	date de	début	date	de fils	
	∉ de jours garantis	type de MHG	₱ de jours garantis	type de MHG	de jours garantis	type de MHG	
taux de FQB	rémunération forfait	aire (art. 11.14 Télé)	# de jours avec HHP	# d'HHP par jour	rémunération minimum garantie au contrat		
•							
r jour d'enreg.)	alloc. maquillage (par jour d'enreg.)	allocation outlis	technologiques	autres a	locations	
rticulières							
	function at tour de PQS (but d'energ.)	fonction additionalis # de jours garants taux de FQB rémunération fortal jour d'enreg.] alloc, maquillage	fonction additionalis # de jours garantis type de MISC teux de FQS rémunération forfaltaire (art. 11.14 TAM) jour d'enreg.) alloc. maquillage (par jour d'enreg.)	fonction additionalis mode d'en date de date de d'e de jours garantis. Type de MBIG de jours garantis taux de FQB rémunération forfataire (art. 11.14 TéM) de jours avec HIEP jour d'enreg.) allocation outils	fonction sidificansile mode d'engagement date de début date de début date de début # de jours garantis type de MBIG # de jours garantis type de MBIG taux de FQB rémunération forfaltaire (art. 11.14 TéM) # de jours avec HIP # d'HIP par jour jour d'enreg.] alloc, maquillage (par jour d'enreg.) allocation outils technologiques	fonction additionalile mode d'engagement calendrier (si c date de début dete de jours garantis type de MRIG é de jours garantis. type de MRIG é de jours garantis taux de FCgB rémunération forfataire (art. 11.14 Télé) é de jours avec (ISIP é d'18IP par jour rémunération minims jour d'enreg.) alloc, maquillage (par jour d'enreg.) allocation outils technologiques autres a	

En foi de quoi, les parties ont signé, ce

Signature du représentant du Producteur

Contrat-type Télévis lon/Cinéma/Nouveaux Média Version du 2019-11-10

Annexe K

Chaussures de sécurité

ATTENDU l'article 51 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, RLRQ c S-2.1;

ATTENDU l'article 344 du Règlement sur la santé et la sécurité au travail, RLRQ c S-2.1 r 13;

ATTENDU l'article 8.3 de l'entente collective;

ATTENDU les particularités de l'industrie de la production médiatique;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

- 1. Tous les techniciens occupant l'une ou l'autre des fonctions mentionnées au paragraphe 5 de la présente annexe ont l'obligation de porter des chaussures de protection conformes à la norme Chaussures de protection, CAN/CSA-Z195-O2 lorsqu'ils sont exposés à des blessures aux pieds par perforation, choc électrique, chute d'objets lourds, brûlants ou tranchants ou autrement;
- 2. Sauf si le technicien et le producteur ont conjointement convenu du contraire en raison des particularités de la production, les techniciens occupant l'une ou l'autre des fonctions mentionnées au paragraphe 5 de la présente annexe sont présumés être exposés à des blessures aux pieds lorsque leur présence est requise sur le plateau;
- 3. Les techniciens mentionnés au paragraphe précédent doivent, à titre de condition essentielle à la conclusion de leur contrat d'engagement, être propriétaires d'au moins une paire de chaussures de protection adaptée à leurs pieds et accepter de louer lesdites chaussures au producteur au tarif prévu ci-après pour les jours où ils doivent les porter, le tout afin que le producteur puisse leur fournir gratuitement cet équipement de protection individuel;
- 4. Le tarif de la location des chaussures de protection est de 0.80\$ par jour et le coût de la location est payé au technicien au même moment que sa rémunération, une mention du nombre de jours de location couvert par le paiement devant être ajoutée à la fiche de rémunération.
- 5. Les techniciens visés par la présente annexe sont tous les techniciens des départements suivants : caméra, décors, éclairages, machinistes et son.

Annexe L

[volontairement omise]

Annexe M (2019-2020)

Cachets minimaux applicables

Grille en vigueur du 10 novembre 2019 au 9 novembre 2020

Fonction	0 à	3,000,000 à	6,000,000 à	10,000,000 à	15,000,000			
	2,999,999\$	5,999,999 ement de la cam	9,999,999	14,999,999	et plus			
	47			70	75			
Directeur de la photographie		55,5	58,75					
0	564	666	705	840	900			
Opérateur de caméra spécialisée	41	43	45,5	50,5	55			
Caméraman	41	43	45,5	50,5	55			
Assistant caméraman machiniste	26			IB seulement)				
1er assistant caméra	31	34	36	38	40,5			
2e assistant caméra	26	28	29	30	32			
Chargeur de caméra (alias 3e assistant caméra)	22	24	25	26	28			
Cadreur	41	43	45,5	50,5	55			
Ingénieur 3D		Gré	à gré (THB et F	QB)				
Stéréographe		Gré	à gré (THB et F	QB)				
Technicien 3D (RIG)	Gré à gré (THB et FQB)							
Technicien en imagerie numérique	Gré à gré (THB et FQB)							
Technicien en imagerie numérique 3D	Gré à gré (THB et FQB)							
Photographe de plateau	28,5	33	35	40	46			
Opérateur de video-assist	18	20	21,25	22	24			
Assistant opérateur de video- assist	17	19	20	21	22			
Programmeur de motion control		Gré	à gré (THB et F	QB)				
Technicien de motion control		Gré	à gré (THB et F	QB)				
Tech. en gestion de données	25	27	28	29	31			
num. (TGDN)	300	324	336	348	372			
Tech. de caméra à tête télécommandée	31	37	38	39	41			
Opérateur de drone		Gré	à gré (THB et F	QB)				
Assistant opérateur de drone		Gré	à gré (THB et F	QB)				
	Départe	ement de la coifí	fure					
Concepteur de coiffure	Gré à gré (THB et FQB)							
Chef coiffeur	29	30	31	32	34,5			
Coiffeur	25	26	27	28	32			
Assistant coiffeur	21	22	23	23,5	24,5			
Posticheur		Gré	à gré (THB et F	l				

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus
		nent de la conti		1,000,000	ССРІСС
Scripte	28,5	30	31,5	32,5	35
Assistant scripte	17,5	18,5	19	19,5	20
•		ment des costu	mes		
	23,5	25	26,5	27,5	29
Coordonnateur des costumes	282	300	318	330	348
	33,5	39	41	42	46
Créateur de costumes	402	468	492	504	552
	28,5	30	31	32	35,5
Chef costumier	342	360	372	384	426
	27,12	27,12	28	29	30
Costumier*	325,44	325,44	336	348	360
Assistant costumier	21	21	21,5	22	24
Styliste		Gré à	gré (THB et FQI	B)***	
Chef habilleur	27	30	31	32	34,5
Habilleur	22	23	23,5	24	25,5
Assistant habilleur	19	20	21	22	23
Concepteur de marionnettes		Gré	à gré (THB et F	QB)	
Couturier	18,5	20	21	22	23
Technicien spécialisé aux costumes	21,5	22	23	24	25,5
Technicien aux costumes	16,5	17,5	18	18,5	19
	Départ	tement des déco	ors		
Coordonnateur des effets	26	28	29	29,5	31
spéciaux	312	336	348	354	372
Chef décorateur	30,5	31	32,75	33,5	37
Cher decorateur	366	372	393	402	444
Décorateur*	27	27,5	29	30	32
Decorated	324	330	348	360	384
Assistant décorateur	22	23	23,5	24	25
Technicien aux décors (alias machiniste aux décors)	22	24,5	25	25,5	26
Chef accessoiriste*	28,5	30	31	32	34
Cher accessoniste	342	360	372	384	408
Accessoiriste*	27	27,5	28,5	29	32
ACCESSOILISTE	324	330	342	348	384
Assistant accessoiriste	22	23	23,5	24	25
Chef paysagiste*	28,5	30	31	32	34
Citet haysagiste.	342	360	372	384	408
Paysagiste	20,5	21	21,5	22	22,5

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus			
Assistant paysagiste	18	18,5	19	19,5	20			
Superviseur de construction		Gré à gré (THB seulement)						
Assistant superviseur de construction		Gré à	gré (THB seuler	ment)				
Contremaître de construction		Gré à	gré (THB seuler	ment)				
Chef peintre scénique	28,5	31	32	32,5	34			
Peintre scénique	25	27	27,5	28	29,5			
Assistant peintre scénique	19	20	20,75	21,25	22			
Chef peintre	28,5	30	31,5	32,5	34,5			
Peintre	25	24	25	26	27			
Assistant peintre	18,5	19	19,5	20	20,5			
Chef plâtrier		Gré	à gré (THB et F	QB)				
Plâtrier		Gré à	gré (THB seuler	ment)				
Assistant plâtrier		Gré à	gré (THB seuler	ment)				
	28,5	30	31,75	32,5	34			
Chef sculpteur mouleur	342	360	381	390	408			
Sculpteur mouleur	24,5	25	26	27	28			
Assistant sculpteur mouleur		Gré à	gré (THB seuler	ment)				
Chef ébéniste		Gré à	gré (THB seuler	ment)				
Ébéniste		Gré à	gré (THB seuler	ment)				
Assistant ébéniste			gré (THB seuler					
Soudeur		Gré à	gré (THB seuler	ment)				
Chef graphiste		Gré	à gré (THB et F	QB)				
 	24	25	26,5	27,5	28,5			
Graphiste	288	300	318	330	342			
Chef maquettiste			i É à gré (THB et F					
Maquettiste			à gré (THB et F					
Chef menuisier	29	30	31,75	32,5	34,5			
Menuisier	24	25	26	26,5	27,5			
Assistant menuisier	16	17,5	18,25	18,75	19,5			
Chef technicien d'effets spéciaux	30	31	32	32,5	34,5			
Technicien d'effets spéciaux	28	29	30,5	31	31,5			
Assistant technicien d'effets spéciaux	22	23	23,5	24	25			
·	30	35,5	37	38,5	40			
Armurier	360	426	444	462	480			
	24	25	25,5	26,5	29			
Coordonnateur aux véhicules	288	300	306	318	348			
		ment des éclaira						
Directeur d'éclairage	•		à gré (THB et F	QB)				

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus		
Concepteur d'éclairage	Gré à gré (THB et FQB)						
Programmeur d'éclairage		Gré à gré (THB et FQB)					
Concepteur de projection visuelle		Gré à gré (THB et FQB)					
Opérateur de projection visuelle		Gré à gré (THB seulement)					
Chef éclairagiste	29	32	33	33,5	34		
Best boy éclairagiste	26,5	29	30	31	32		
Éclairagiste	23	25	26	27	28		
Opérateur de console d'éclairage	26,5	27,5	29	30	31		
Opérateur de génératrice	25	26	27	28	29		
Opérateur de projecteur de poursuite		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)			
Opérateur de projecteur motorisé		Gré à و	ré***(THB seul	ement)			
	Départemer	nt des lieux de t	ournage				
Diagram de lieux de territorio	28	29	30	32	34,5		
Directeur des lieux de tournage	392	406	420	448	483		
Assistant directeur des lieux de	20	20,5	21	22	23		
tournage	280	287	294	308	322		
Recherchiste de lieux de	16,5	17	18	18,5	20		
tournage	231	238	252	259	280		
	Départer	nent de la logist	ique				
Assistant de production**	16	16,5	17	17,5	18		
Assistant coordonnateur (à	22	23	24	25	26		
l'exception de l'ass. coordo. du département artistique)	264	276	288	300	312		
Secrétaire de production	20	21	22	22,5	23		
Régisseur de plateau*	27	28	29,75	32	34		
negisseur de plateau	324	336	357	384	408		
Assistant régisseur de plateau	19,5	20,5	21,25	22,25	23		
Cantinier	17	18	19	19,5	20,5		
Carrenter	204	216	228	234	246		
Assistant cantinier	14	15	16	16,5	17		
Directeur de plateau*		Gré	à gré (THB et F	QB)			
Assistant de production plateau	18	18,5	19	19,5	20		
Assistant de production spécialisé	17	17,5	18	18,5	19		
Opérateur de camp de base	17	17,5	18	18,5	19		
Coordonnateur de production	22,5	25	26	27	28		
Coordonnateur de production	270	300	312	324	336		
Responsable des animaux		Gré à	gré (THB seuler	ment)			
Préposé aux premiers soins		Gré à	gré (THB seuler	ment)			
Département des machinistes							

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus		
Chef machiniste	28,5	31	31,75	32,5	34		
Best boy machiniste	26,5	29	30	31	31,5		
Machiniste	23,5	25	26	27	27,5		
Machiniste spécialisé	26,5	28	29	29,5	31,5		
Opérateur de grue caméra	26,5	28	29	29,5	31,5		
Operateur de grae camera	-	ment du maquil	_	23,3	31,3		
Concepteur de maquillage	Concepteur de maquillage Gré à gré (THB et FQB)						
Chef maquilleur	29	31	31,5	32,5	33,5		
Maquilleur	25	26	26,5	27	31		
Assistant maquilleur	21	22	23	23,5	24,5		
Maquilleur d'effets spéciaux	29	30	31,25	32,5	33,5		
		ement du mont	-	5_,5			
	32,5	37	39,25	43,5	52		
Monteur	390	444	471	522	624		
Assistant monteur	22	23	24	25	26		
Coloriste		Gré	à gré (THB et F	QB)			
	32,5	37	39,25	43,5	52		
Monteur sonore	390	444	471	522	624		
Assistant monteur sonore	22	23	23,25	24	26		
Mixeur sonore		Gré à	gré (THB seuler	ment)			
Technicien de postproduction		Gré à	gré (THB seuler	ment)			
Technicien en infographie		Gré à	gré (THB seuler	ment)			
	Départen	nent de la réalis	ation				
Assistant à la réalisation à la télévision*		Gré	é à gré (THB et F	QB)			
	Départe	ment de la régie	télé				
Aiguilleur		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)			
Aiguilleur ISO		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)			
Contrôleur d'images (CCU)		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)			
Opérateur de télésouffleur		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)			
Opérateur de magnétoscopie		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)			
Opérateur de ralenti		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)			
Opérateur aux com. internes (RF)		Gré	à gré (THB et F	QB)			
Vidéographiste		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)			
	Dépa	artement du sor	1				
Bruiteur		Gré	à gré (THB et F	QB)			
Preneur de son	32	33	34,5	36,5	41		
Mixeur de son (alias sonorisateur)		Gré	à gré (THB et F	QB)			
Perchiste	25,5	26,5	27,5	28,5	31		

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus				
Assistant au son	17,5	18,5	19	19,5	20,5				
Technicien aux câbles	16	17	17,5	18	18,5				
	Département du transport								
Consideration division and	26,5	28	29	29,5	31				
Coordonnateur du transport	318	336	348	14,999,999 19,5 18	372				
Chauffeur spécialisé	18	18,25	18,5	19	19,5				
Chauffeur	16,5	17	17,5	18	18,5				
Coursier de plateau	16,5	17	17,5	18	18,5				

^{*} Le FQB peut uniquement être utilisé pour des journées essentiellement consacrées à des services rendus hors plateau.

^{**} Si, au cours d'une même journée, 3 personnes ou plus occupent cette fonction, la troisième personne et les personnes additionnelles (telles que désignées par le producteur) sont "supplémentaires" et leur THM est minorée d'un dollar (1\$).

^{***} Le THB ou, dans le cas d'un styliste, le FQB ne peut en aucun cas être inférieur au THM (ou au FQM) établi, pour la période pertinente, à l'annexe M (colonne « Moins de 50,000\$/h ») de l'entente collective AQTIS-AQPM Télévision.

Annexe M (2020-2021)

Cachets minimaux applicables

Grille en vigueur du 10 novembre 2020 au 9 novembre 2021

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus			
Département de la caméra								
8	48,41	57,17	60,51	72,10	77,25			
Directeur de la photographie	580,92	685,98	726,15	865,20	927,00			
Opérateur de caméra spécialisée	42,23	44,29	46,87	52,02	56,65			
Caméraman	42,23	44,29	46,87	52,02	56,65			
Assistant caméraman machiniste	26,78		Gré à gré (TH	IB seulement)				
1er assistant caméra	31,93	35,02	37,08	39,14	41,72			
2e assistant caméra	26,78	28,84	29,87	30,90	32,96			
Chargeur de caméra (alias 3e assistant caméra)	22,66	24,72	25,75	26,78	28,84			
Cadreur	42,23	44,29	46,87	52,02	56,65			
Ingénieur 3D		Gré	é à gré (THB et F	QB)				
Stéréographe		Gré	á gré (THB et F	QB)				
Technicien 3D (RIG)		Gré	á gré (THB et F	QB)				
Technicien en imagerie numérique		Gré	é à gré (THB et F	QB)				
Technicien en imagerie numérique 3D		Gré	é à gré (THB et F	QB)				
Photographe de plateau	29,36	33,99	36,05	41,20	47,38			
Opérateur de video-assist	18,54	20,60	21,89	22,66	24,72			
Assistant opérateur de video- assist	17,51	19,57	20,60	21,63	22,66			
Programmeur de motion control		Gré	é à gré (THB et F	QB)				
Technicien de motion control		Gré	é à gré (THB et F	QB)				
Tech. en gestion de données	25,75	27,81	28,84	29,87	31,93			
num. (TGDN)	309,00	333,72	346,08	358,44	383,16			
Tech. de caméra à tête télécommandée	31,93	38,11	39,14	40,17	42,23			
Opérateur de drone		Gré	á gré (THB et F	QB)				
Assistant opérateur de drone		Gré	à gré (THB et F	QB)				
	Départe	ment de la coif	fure					
Concepteur de coiffure		Gré	à gré (THB et F	QB)				
Chef coiffeur	29,87	30,90	31,93	32,96	35,54			
Coiffeur	25,75	26,78	27,81	28,84	32,96			
Assistant coiffeur	21,63	22,66	23,69	24,21	25,24			
Posticheur		Gré	à gré (THB et F	QB)				

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus				
	1	nent de la conti		1-1,555,555	Ct plus				
Scripte	29,36	30,90	32,45	33,48	36,05				
Assistant scripte	18,03	19,06	19,57	20,09	20,60				
	Département des costumes								
	24,21	25,75	27,30	28,33	29,87				
Coordonnateur des costumes	290,46	309,00	327,54	339,90	358,44				
	34,51	40,17	42,23	43,26	47,38				
Créateur de costumes	414,06	482,04	506,76	519,12	568,56				
	29,36	30,90	31,93	32,96	36,57				
Chef costumier	352,26	370,80	383,16	395,52	438,78				
	27,81	27,93	28,84	29,87	30,90				
Costumier*	333,72	335,20	346,08	358,44	370,80				
Assistant costumier	21,63	21,63	22,15	22,66	24,72				
Styliste	,	,	gré (THB et FQ	-	<u> </u>				
Chef habilleur	27,81	30,90	31,93	32,96	35,54				
Habilleur	22,66	23,69	24,21	24,72	26,27				
Assistant habilleur	19,57	20,60	21,63	22,66	23,69				
Concepteur de marionnettes		Gré	à gré (THB et F		<u> </u>				
Couturier	19,06	20,60	21,63	22,66	23,69				
Technicien spécialisé aux costumes	22,15	22,66	23,69	24,72	26,27				
Technicien aux costumes	17,00	18,03	18,54	19,06	19,57				
	Départ	ement des déco	ors						
Coordonnateur des effets	26,78	28,84	29,87	30,39	31,93				
spéciaux	321,36	346,08	358,44	364,62	383,16				
Chef décorateur	31,42	31,93	33,73	34,51	38,11				
Cher decorateur	376,98	383,16	404,79	414,06	457,32				
Décorateur*	27,81	28,33	29,87	30,90	32,96				
Decorated	333,72	339,90	358,44	370,80	395,52				
Assistant décorateur	22,66	23,69	24,21	24,72	25,75				
Technicien aux décors (alias machiniste aux décors)	22,66	25,24	25,75	26,27	26,78				
Chef accessoiriste*	29,36	30,90	31,93	32,96	35,02				
Cher accessoniste	352,26	370,80	383,16	395,52	420,24				
Accessoiriste*	27,81	28,33	29,36	29,87	32,96				
ACCESSOILISCE	333,72	339,90	352,26	358,44	395,52				
Assistant accessoiriste	22,66	23,69	24,21	24,72	25,75				
Chef paysagiste*	29,36	30,90	31,93	32,96	35,02				
Cher paysagiste	352,26	370,80	383,16	395,52	420,24				
Paysagiste	21,12	21,63	22,15	22,66	23,18				

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus			
Assistant paysagiste	18,54	19,06	19,57	20,09	20,60			
Superviseur de construction	Gré à gré (THB seulement)							
Assistant superviseur de construction		Gré à gré (THB seulement)						
Contremaître de construction		Gré à	gré (THB seulei	ment)				
Chef peintre scénique	29,36	31,93	32,96	33,48	35,02			
Peintre scénique	25,75	27,81	28,33	28,84	30,39			
Assistant peintre scénique	19,57	20,60	21,37	21,89	22,66			
Chef peintre	29,36	30,90	32,45	33,48	35,54			
Peintre	25,75	24,72	25,75	26,78	27,81			
Assistant peintre	19,06	19,57	20,09	20,60	21,12			
Chef plâtrier		Gré	à gré (THB et F	QB)				
Plâtrier		Gré à	gré(THB seuler	ment)				
Assistant plâtrier		Gré à	gré (THB seulei	ment)				
	29,36	30,90	32,70	33,48	35,02			
Chef sculpteur mouleur	352,26	370,80	392,43	401,70	420,24			
Sculpteur mouleur	25,24	25,75	26,78	27,81	28,84			
Assistant sculpteur mouleur	,	1	gré (THB seulei		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·			
Chef ébéniste			gré (THB seulei	-				
Ébéniste			gré (THB seulei	-				
Assistant ébéniste			gré (THB seulei					
Soudeur			gré (THB seulei	-				
Chef graphiste			à gré (THB et F	-				
	24,72	25,75	27,30	28,33	29,36			
Graphiste	296,64	309,00	327,54	339,90	352,26			
Chef maquettiste		1	à gré (THB et F	,				
Maquettiste			à gré (THB et F					
Chef menuisier	29,87	30,90	32,70	33,48	35,54			
Menuisier	24,72	25,75	26,78	27,30	28,33			
Assistant menuisier	16,48	18,03	18,80	19,31	20,09			
Chef technicien d'effets spéciaux	30,90	31,93	32,96	33,48	35,54			
Technicien d'effets spéciaux	28,84	29,87	31,42	31,93	32,45			
Assistant technicien d'effets spéciaux	22,66	23,69	24,21	24,72	25,75			
·	30,90	36,57	38,11	39,66	41,20			
Armurier	370,80	438,78	457,32	475,86	494,40			
	24,72	25,75	26,27	27,30	29,87			
Coordonnateur aux véhicules	296,64	309,00	315,18	327,54	358,44			
		ment des éclaira		,	,			
Directeur d'éclairage	•		à gré (THB et F	QB)				

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus		
Concepteur d'éclairage	Gré à gré (THB et FQB)						
Programmeur d'éclairage		Gre	é à gré (THB et F	QB)			
Concepteur de projection visuelle		Gré à gré (THB et FQB)					
Opérateur de projection visuelle		Gré à gré (THB seulement)					
Chef éclairagiste	29,87	32,96	33,99	34,51	35,02		
Best boy éclairagiste	27,30	29,87	30,90	31,93	32,96		
Éclairagiste	23,69	25,75	26,78	27,81	28,84		
Opérateur de console d'éclairage	27,30	28,33	29,87	30,90	31,93		
Opérateur de génératrice	25,75	26,78	27,81	28,84	29,87		
Opérateur de projecteur de poursuite		Gré à g	ré*** (THB seu	lement)			
Opérateur de projecteur motorisé		Gré à g	ré*** (THB seu	lement)			
	Départemen	nt des lieux de t	ournage				
Directour des lieux de teurness	28,84	29,87	30,90	32,96	35,54		
Directeur des lieux de tournage	403,76	418,18	432,60	461,44	497,49		
Assistant directeur des lieux de	20,60	21,12	21,63	22,66	23,69		
tournage	288,40	295,61	302,82	317,24	331,66		
Recherchiste de lieux de	17,00	17,51	18,54	19,06	20,60		
tournage	237,93	245,14	259,56	266,77	288,40		
	Départen	nent de la logist	tique				
Assistant de production**	16,48	17,00	17,51	18,03	18,54		
Assistant coordonnateur (à	22,66	23,69	24,72	25,75	26,78		
l'exception de l'ass. coordo. du département artistique)	271,92	284,28	296,64	309,00	321,36		
Secrétaire de production	20,60	21,63	22,66	23,18	23,69		
Régisseur de plateau*	27,81	28,84	30,64	32,96	35,02		
Regisseur de plateau	333,72	346,08	367,71	395,52	420,24		
Assistant régisseur de plateau	20,09	21,12	21,89	22,92	23,69		
Cantinier	17,51	18,54	19,57	20,09	21,12		
Caritimer	210,12	222,48	234,84	241,02	253,38		
Assistant cantinier	14,42	15,45	16,48	17,00	17,51		
Directeur de plateau*		Gré	é à gré (THB et F	QB)			
Assistant de production plateau	18,54	19,06	19,57	20,09	20,60		
Assistant de production spécialisé	17,51	18,03	18,54	19,06	19,57		
Opérateur de camp de base	17,51	18,03	18,54	19,06	19,57		
Coordonnateur de production	23,18	25,75	26,78	27,81	28,84		
coordonnatedr de production	278,10	309,00	321,36	333,72	346,08		
Responsable des animaux		Gré à	gré (THB seule	ment)			
Préposé aux premiers soins		Gré à	à gré(THB seuler	ment)			
	Départen	nent des machir	nistes				

Chef machiniste Best boy machiniste Machiniste Machiniste spécialisé	•	5,999,999 31,93 29,87 25,75 28,84 28,84 ment du maguil	9,999,999 32,70 30,90 26,78 29,87	33,48 31,93 27,81 30,39	et plus 35,02 32,45 28,33			
Best boy machiniste Machiniste	27,30 24,21 27,30 27,30 Départer	29,87 25,75 28,84 28,84	30,90 26,78 29,87	31,93 27,81	32,45			
Machiniste	24,21 27,30 27,30 Départer	25,75 28,84 28,84	26,78 29,87	27,81				
	27,30 27,30 Départer	28,84 28,84	29,87		20,55			
Widefilliste Specialise	27,30 Départer	28,84		30,33	32,45			
Opérateur de grue caméra	Départer	· ·		30,39	32,45			
Operateur de grae camera	•	Département du maquillage						
Concepteur de maquillage		•	à gré (THB et F	QB)				
Chef maguilleur	29,87	31,93	32,45	33,48	34,51			
Maquilleur	25,75	26,78	27,30	27,81	31,93			
Assistant maguilleur	21,63	22,66	23,69	24,21	25,24			
·								
maquinear a circus speciaax	Maquilleur d'effets spéciaux 29,87 30,90 32,19 33,48 34,51 Département du montage							
	33,48	38,11	40,43	44,81	53,56			
Monteur	401,70	457,32	485,13	537,66	642,72			
Assistant monteur	22,66	23,69	24,72	25,75	26,78			
Coloriste	,	•	à gré (THB et F	-				
	33,48	38,11	40,43	44,81	53,56			
Monteur sonore	401,70	457,32	485,13	537,66	642,72			
Assistant monteur sonore	22,66	23,69	23,95	24,72	26,78			
Mixeur sonore	<u> </u>	Gré à	gré (THB seuler	ment)				
Technicien de postproduction			gré (THB seuler					
Technicien en infographie			gré (THB seuler					
	Départem	ent de la réalis	<u> </u>	,				
Assistant à la réalisation à la télévision*	·	Gré	à gré (THB et F	QB)				
	Départer	nent de la régie	télé					
Aiguilleur		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)				
Aiguilleur ISO		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)				
Contrôleur d'images (CCU)		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)				
Opérateur de télésouffleur		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)				
Opérateur de magnétoscopie		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)				
Opérateur de ralenti		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)				
Opérateur aux com. internes (RF)		Gré	à gré (THB et F	QB)				
Vidéographiste		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)				
	Dépa	rtement du son						
Bruiteur		Gré	à gré (THB et F	QB)				
Preneur de son	32,96	33,99	35,54	37,60	42,23			
Mixeur de son (alias sonorisateur)		Gré	à gré (THB et F	QB)				
Perchiste	26,27	27,30	28,33	29,36	31,93			

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus
Assistant au son	18,03	19,06	19,57	20,09	21,12
Technicien aux câbles	16,48	17,51	18,03	18,54	19,06
	Départe	ment du transp	ort		
Coord opportunity division on out	27,30	28,84	29,87	30,39	31,93
Coordonnateur du transport	327,54	346,08	358,44	364,62	383,16
Chauffeur spécialisé	18,54	18,80	19,06	19,57	20,09
Chauffeur	17,00	17,51	18,03	18,54	19,06
Coursier de plateau	17,00	17,51	18,03	18,54	19,06

^{*} Le FQB peut uniquement être utilisé pour des journées essentiellement consacrées à des services rendus hors plateau.

^{**} Si, au cours d'une même journée, 3 personnes ou plus occupent cette fonction, la troisième personne et les personnes additionnelles (telles que désignées par le producteur) sont "supplémentaires" et leur THM est minorée d'un dollar (1\$)

^{***} Le THB ou, dans le cas d'un styliste, le FQB ne peut en aucun cas être inférieur au THM (ou au FQM) établi, pour la période pertinente, à l'annexe M (colonne « Moins de 50,000\$/h ») de l'entente collective AQTIS-AQPM Télévision.

Annexe M (2021-2022)

Cachets minimaux applicables

Grille en vigueur du 10 novembre 2021 au 9 novembre 2022

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus					
	Département de la caméra									
B:	49,86	58,88	62,33	74,26	79,57					
Directeur de la photographie	598,35	706,56	747,93	891,16	954,81					
Opérateur de caméra spécialisée	43,50	45,62	48,27	53,58	58,35					
Caméraman	43,50	45,62	48,27	53,58	58,35					
Assistant caméraman machiniste	27,58		Gré à gré (TH	IB seulement)						
1er assistant caméra	32,89	36,07	38,19	40,31	42,97					
2e assistant caméra	27,58	29,71	30,77	31,83	33,95					
Chargeur de caméra (alias 3e assistant caméra)	23,34	25,46	26,52	27,58	29,71					
Cadreur	43,50	45,62	48,27	53,58	58,35					
Ingénieur 3D		Gré	é à gré (THB et F	QB)						
Stéréographe		Gré	é à gré (THB et F	QB)						
Technicien 3D (RIG)		Gré	é à gré (THB et F	QB)						
Technicien en imagerie numérique		Gré	é à gré (THB et F	QB)						
Technicien en imagerie numérique 3D		Gré	é à gré (THB et F	QB)						
Photographe de plateau	30,24	35,01	37,13	42,44	48,80					
Opérateur de video-assist	19,10	21,22	22,54	23,34	25,46					
Assistant opérateur de video- assist	18,04	20,16	21,22	22,28	23,34					
Programmeur de motion control		Gré	é à gré (THB et F	QB)						
Technicien de motion control		Gré	é à gré (THB et F	QB)						
Tech. en gestion de données	26,52	28,64	29,71	30,77	32,89					
num. (TGDN)	318,27	343,73	356,46	369,19	394,65					
Tech. de caméra à tête télécommandée	32,89	39,25	40,31	41,38	43,50					
Opérateur de drone		Gré	é à gré (THB et F	QB)						
Assistant opérateur de drone		Gré	é à gré (THB et F	QB)						
	Départe	ement de la coif	fure							
Concepteur de coiffure		Gré	é à gré (THB et F	QB)						
Chef coiffeur	30,77	31,83	32,89	33,95	36,60					
Coiffeur	26,52	27,58	28,64	29,71	33,95					
Assistant coiffeur	22,28	23,34	24,40	24,93	25,99					
Posticheur		Gré	é à gré (THB et F	QB)						

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus				
		nent de la conti		<u> </u>	<u> </u>				
Scripte	30,24	31,83	33,42	34,48	37,13				
Assistant scripte	18,57	19,63	20,16	20,69	21,22				
Département des costumes									
	24,93	26,52	28,11	29,17	30,77				
Coordonnateur des costumes	299,17	318,27	337,37	350,10	369,19				
• /	35,54	41,38	43,50	44,56	48,80				
Créateur de costumes	426,48	496,50	521,96	534,69	585,62				
	30,24	31,83	32,89	33,95	37,66				
Chef costumier	362,83	381,92	394,65	407,39	451,94				
	28,64	28,77	29,71	30,77	31,83				
Costumier*	343,73	345,26	356,46	369,19	381,92				
Assistant costumier	22,28	22,28	22,81	23,34	25,46				
Styliste		Gré à	gré (THB et FQ	B)***					
Chef habilleur	28,64	31,83	32,89	33,95	36,60				
Habilleur	23,34	24,40	24,93	25,46	27,05				
Assistant habilleur	20,16	21,22	22,28	23,34	24,40				
Concepteur de marionnettes		Gré	à gré (THB et F	QB)					
Couturier	19,63	21,22	22,28	23,34	24,40				
Technicien spécialisé aux costumes	22,81	23,34	24,40	25,46	27,05				
Technicien aux costumes	17,50	18,57	19,10	19,63	20,16				
	Départ	ement des déco	ors						
Coordonnateur des effets	27,58	29,71	30,77	31,30	32,89				
spéciaux	331,00	356,46	369,19	375,56	394,65				
Chef décorateur	32,36	32,89	34,74	35,54	39,25				
Cher decorated	388,29	394,65	416,93	426,48	471,04				
Décorateur*	28,64	29,17	30,77	31,83	33,95				
Decorated	343,73	350,10	369,19	381,92	407,39				
Assistant décorateur	23,34	24,40	24,93	25,46	26,52				
Technicien aux décors (alias machiniste aux décors)	23,34	25,99	26,52	27,05	27,58				
Chef accessoiriste*	30,24	31,83	32,89	33,95	36,07				
Cher accessoniste	362,83	381,92	394,65	407,39	432,85				
Accessoiriste*	28,64	29,17	30,24	30,77	33,95				
Accessoniste	343,73	350,10	362,83	369,19	407,39				
Assistant accessoiriste	23,34	24,40	24,93	25,46	26,52				
Chef paysagiste*	30,24	31,83	32,89	33,95	36,07				
Cher paysagiste	362,83	381,92	394,65	407,39	432,85				
Paysagiste	21,75	22,28	22,81	23,34	23,87				

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus		
Assistant paysagiste	19,10	19,63	20,16	20,69	21,22		
Superviseur de construction	Gré à gré (THB seulement)						
Assistant superviseur de construction	Gré à gré(THB seulement)						
Contremaître de construction		Gré à	gré (THB seulei	ment)			
Chef peintre scénique	30,24	30,24 32,89 33,95 34,48 36,07					
Peintre scénique	26,52	28,64	29,17	29,71	31,30		
Assistant peintre scénique	20,16	21,22	22,01	22,54	23,34		
Chef peintre	30,24	31,83	33,42	34,48	36,60		
Peintre	26,52	25,46	26,52	27,58	28,64		
Assistant peintre	19,63	20,16	20,69	21,22	21,75		
Chef plâtrier		Gré	à gré (THB et F	QB)			
Plâtrier		Gré à	gré(THB seuler	ment)			
Assistant plâtrier		Gré à	gré (THB seulei	ment)			
	30,24	31,83	33,68	34,48	36,07		
Chef sculpteur mouleur	362,83	381,92	404,20	413,75	432,85		
Sculpteur mouleur	25,99	26,52	27,58	28,64	29,71		
Assistant sculpteur mouleur	Gré à gré (THB seulement)						
Chef ébéniste	Gré à gré (THB seulement)						
Ébéniste	Gré à gré (THB seulement)						
Assistant ébéniste			gré (THB seulei				
Soudeur			gré (THB seulei				
Chef graphiste			à gré (THB et F				
	25,46	26,52	28,11	29,17	30,24		
Graphiste	305,54	318,27	337,37	350,10	362,83		
Chef maquettiste	,		à gré (THB et F		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		
Maquettiste			à gré (THB et F				
Chef menuisier	30,77	31,83	33,68	34,48	36,60		
Menuisier	25,46	26,52	27,58	28,11	29,17		
Assistant menuisier	16,97	18,57	19,36	19,89	20,69		
Chef technicien d'effets spéciaux	31,83	32,89	33,95	34,48	36,60		
Technicien d'effets spéciaux	29,71	30,77	32,36	32,89	33,42		
Assistant technicien d'effets spéciaux	23,34	24,40	24,93	25,46	26,52		
•	31,83	37,66	39,25	40,84	42,44		
Armurier	381,92	451,94	471,04	490,14	509,23		
	25,46	26,52	27,05	28,11	30,77		
Coordonnateur aux véhicules	305,54	318,27	324,64	337,37	369,19		
Département des éclairages							
Directeur d'éclairage			à gré (THB et F	QB)			

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus		
Concepteur d'éclairage		Gré à gré (THB et FQB)					
Programmeur d'éclairage	Gré à gré (THB et FQB)						
Concepteur de projection visuelle		Gré	é à gré (THB et F	QB)			
Opérateur de projection visuelle		Gré à	gré (THB seule	ment)			
Chef éclairagiste	30,77	33,95	35,01	35,54	36,07		
Best boy éclairagiste	28,11	30,77	31,83	32,89	33,95		
Éclairagiste	24,40	26,52	27,58	28,64	29,71		
Opérateur de console d'éclairage	28,11	29,17	30,77	31,83	32,89		
Opérateur de génératrice	26,52	27,58	28,64	29,71	30,77		
Opérateur de projecteur de poursuite		Gré à g	ré*** (THB seu	lement)			
Opérateur de projecteur motorisé		Gré à g	ré*** (THB seu	lement)			
	Départemen	nt des lieux de to	ournage				
Directour des lieux de teurnesse	29,71	30,77	31,83	33,95	36,60		
Directeur des lieux de tournage	415,87	430,73	445,58	475,28	512,41		
Assistant directeur des lieux de	21,22	21,75	22,28	23,34	24,40		
tournage	297,05	304,48	311,90	326,76	341,61		
Recherchiste de lieux de	17,50	18,04	19,10	19,63	21,22		
tournage	245,07	252,49	267,35	274,77	297,05		
	Départ	ement de la rég	gie				
Assistant de production**	16,97	17,50	18,04	18,57	19,10		
Assistant coordonnateur (à	23,34	24,40	25,46	26,52	27,58		
l'exception de l'ass. coordo. du département artistique)	280,08	292,81	305,54	318,27	331,00		
Secrétaire de production	21,22	22,28	23,34	23,87	24,40		
Dánissau da mlatasu*	28,64	29,71	31,56	33,95	36,07		
Régisseur de plateau*	343,73	356,46	378,74	407,39	432,85		
Assistant régisseur de plateau	20,69	21,75	22,54	23,61	24,40		
Cantinier	18,04	19,10	20,16	20,69	21,75		
Cantille	216,42	229,15	241,89	248,25	260,98		
Assistant cantinier	14,85	15,91	16,97	17,50	18,04		
Directeur de plateau*		Gré	à gré (THB et F	QB)			
Assistant de production plateau	19,10	19,63	20,16	20,69	21,22		
Assistant de production spécialisé	18,04	18,57	19,10	19,63	20,16		
Opérateur de camp de base	18,04	18,57	19,10	19,63	20,16		
Coordonnateur de production	23,87	26,52	27,58	28,64	29,71		
Coordonnateur de production	286,44	318,27	331,00	343,73	356,46		
Responsable des animaux		Gré à	gré (THB seule	ment)			
Préposé aux premiers soins		Gré à	gré (THB seule	ment)			
	Départen	nent des machir	nistes				

Chef machiniste	2,999,999\$ 30,24 28,11	5,999,999 32,89	9,999,999	14,999,999	et plus				
		32,03							
Best boy machiniste	20,11								
Machiniste	24,93	26,52	27,58	28,64	33,42 29,17				
Machiniste spécialisé	28,11	29,71	30,77	31,30	33,42				
Opérateur de grue caméra	28,11	29,71	30,77	31,30	33,42				
Operateur de grae camera		ment du maquil	-	31,30	33,42				
Concepteur de maquillage	Gré à gré (THB et FQB)								
Chef maquilleur	30,77	32,89	33,42	34,48	35,54				
Maquilleur	26,52	27,58	28,11	28,64	32,89				
Assistant maquilleur	22,28	23,34	24,40	24,93	25,99				
Maquilleur d'effets spéciaux	30,77	31,83	33,15	34,48	35,54				
	<u> </u>	ement du monta	-						
	34,48	39,25	41,64	46,15	55,17				
Monteur	413,75	471,04	499,68	553,79	662,00				
Assistant monteur	23,34 24,40 25,46 26,52 2								
Coloriste	<u> </u>	Gré	à gré (THB et F	QB)					
	34,48	39,25	41,64	46,15	55,17				
Monteur sonore	413,75	471,04	499,68	553,79	662,00				
Assistant monteur sonore	23,34	24,40	24,67	25,46	27,58				
Mixeur sonore	Gré à gré (THB seulement)								
Technicien de postproduction		Gré à	gré (THB seuler	ment)					
Technicien en infographie		Gré à	gré(THB seuler	nent)					
	Départem	ent de la réalis	ation						
Assistant à la réalisation à la télévision*		Gré	à gré (THB et F	QB)					
	Départen	nent de la régie	télé						
Aiguilleur		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)					
Aiguilleur ISO		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)					
Contrôleur d'images (CCU)		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)					
Opérateur de télésouffleur		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)					
Opérateur de magnétoscopie		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)					
Opérateur de ralenti		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)					
Opérateur aux com. internes (RF)		Gré	à gré (THB et F	QB)					
Vidéographiste		Gré à g	ré*** (THB seul	ement)					
	Dépa	rtement du son							
Bruiteur		Gré	à gré (THB et F	QB)					
Preneur de son	33,95	35,01	36,60	38,72	43,50				
Mixeur de son (alias sonorisateur)		Gré	à gré (THB et F	QB)					
Perchiste	27,05	28,11	29,17	30,24	32,89				

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus			
Assistant au son	18,57	19,63	20,16	20,69	21,75			
Technicien aux câbles	16,97	18,04	18,57	19,10	19,63			
Département du transport								
Coordonnatour du transport	28,11	29,71	30,77	31,30	32,89			
Coordonnateur du transport	337,37	356,46	369,19	375,56	394,65			
Chauffeur spécialisé	19,10	19,36	19,63	20,16	20,69			
Chauffeur	17,50	18,04	18,57	19,10	19,63			
Coursier de plateau	17,50	18,04	18,57	19,10	19,63			

^{*} Le FQB peut uniquement être utilisé pour des journées essentiellement consacrées à des services rendus hors plateau.

^{**} Si, au cours d'une même journée, 3 personnes ou plus occupent cette fonction, la troisième personne et les personnes additionnelles (telles que désignées par le producteur) sont "supplémentaires" et leur THM est minorée d'un dollar (1\$)

^{***} Le THB ou, dans le cas d'un styliste, le FQB ne peut en aucun cas être inférieur au THM (ou au FQM) établi, pour la période pertinente, à l'annexe M (colonne « Moins de 50,000\$/h ») de l'entente collective AQTIS-AQPM Télévision.

Annexe M (2022-2023)

Cachets minimaux applicables

Grille en vigueur du 10 novembre 2022 au 9 novembre 2023

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus		
Département de la caméra							
8	51,36	60,65	64,20	76,49	81,95		
Directeur de la photographie	616,30	727,76	770,37	917,89	983,45		
Opérateur de caméra spécialisée	44,80	46,99	49,72	55,18	60,10		
Caméraman	44,80	46,99	49,72	55,18	60,10		
Assistant caméraman machiniste	28,41		Gré à gré (TH	B seulement)			
1er assistant caméra	33,87 37,15 39,34 41,52						
2e assistant caméra	28,41	30,60	31,69	32,78	34,97		
Chargeur de caméra (alias 3e assistant caméra)	24,04	26,23	27,32	28,41	30,60		
Cadreur	44,80	46,99	49,72	55,18	60,10		
Ingénieur 3D		Gré	à gré (THB et F	QB)			
Stéréographe		Gré	à gré (THB et F	QB)			
Technicien 3D (RIG)		Gré	à gré (THB et F	QB)			
Technicien en imagerie numérique	Gré à gré (THB et FQB)						
Technicien en imagerie numérique 3D	Gré à gré (THB et FQB)						
Photographe de plateau	31,14	36,06	38,25	43,71	50,27		
Opérateur de video-assist	19,67	21,85	23,22	24,04	26,23		
Assistant opérateur de video- assist	18,58	20,76	21,85	22,95	24,04		
Programmeur de motion control		Gré	à gré (THB et F	QB)			
Technicien de motion control		Gré	á gré (THB et F	QB)			
Tech. en gestion de données	27,32	29,50	30,60	31,69	33,87		
num. (TGDN)	327,82	354,04	367,16	380,27	406,49		
Tech. de caméra à tête télécommandée	33,87	40,43	41,52	42,62	44,80		
Opérateur de drone		Gré	á gré (THB et F	QB)			
Assistant opérateur de drone	Gré à gré (THB et FQB)						
	Départe	ment de la coif	fure				
Concepteur de coiffure		Gré	à gré (THB et F	QB)			
Chef coiffeur	31,69	32,78	33,87	34,97	37,70		
Coiffeur	27,32	28,41	29,50	30,60	34,97		
Assistant coiffeur	22,95	24,04	25,13	25,68	26,77		
Posticheur		Gré	à gré (THB et F	QB)			

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus				
Département de la continuité									
Scripte	31,14	32,78	34,42	35,51	38,25				
Assistant scripte	19,12	20,22	20,76	21,31	21,85				
	Département des costumes								
	25,68	27,32	28,96	30,05	31,69				
Coordonnateur des costumes	308,15	327,82	347,49	360,60	380,27				
	36,61	42,62	44,80	45,89	50,27				
Créateur de costumes	439,28	511,40	537,62	550,73	603,19				
	31,14	32,78	33,87	34,97	38,79				
Chef costumier	373,71	393,38	406,49	419,61	465,50				
	29,50	29,63	30,60	31,69	32,78				
Costumier*	354,04	355,62	367,16	380,27	393,38				
Assistant costumier	22,95	22,95	23,49	24,04	26,23				
Styliste	,		gré (THB et FQI	-	,				
Chef habilleur	29,50	32,78	33,87	34,97	37,70				
Habilleur	24,04	25,13	25,68	26,23	27,86				
Assistant habilleur	20,76	21,85	22,95	24,04	25,13				
Concepteur de marionnettes		Gré	à gré (THB et F	QB)					
Couturier	20,22	21,85	22,95	24,04	25,13				
Technicien spécialisé aux costumes	23,49	24,04	25,13	26,23	27,86				
Technicien aux costumes	18,03	19,12	19,67	20,22	20,76				
	Départ	ement des déco	ors						
Coordonnateur des effets	28,41	30,60	31,69	32,24	33,87				
spéciaux	340,93	367,16	380,27	386,83	406,49				
Chef décorateur	33,33	33,87	35,79	36,61	40,43				
Cher decorateur	399,94	406,49	429,44	439,28	485,17				
Décorateur*	29,50	30,05	31,69	32,78	34,97				
Decorateur	354,04	360,60	380,27	393,38	419,61				
Assistant décorateur	24,04	25,13	25,68	26,23	27,32				
Technicien aux décors (alias machiniste aux décors)	24,04	26,77	27,32	27,86	28,41				
Chef accessoiriste*	31,14	32,78	33,87	34,97	37,15				
Cher accessoniste	373,71	393,38	406,49	419,61	445,83				
Accessoiriste*	29,50	30,05	31,14	31,69	34,97				
Accessoniste	354,04	360,60	373,71	380,27	419,61				
Assistant accessoiriste	24,04	25,13	25,68	26,23	27,32				
Chef paysagiste*	31,14	32,78	33,87	34,97	37,15				
Citer haysagiste.	373,71	393,38	406,49	419,61	445,83				
Paysagiste	22,40	22,95	23,49	24,04	24,59				

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus		
Assistant paysagiste	19,67	20,22	20,76	21,31	21,85		
Superviseur de construction	Gré à gré (THB seulement)						
Assistant superviseur de construction		Gré à gré (THB seulement)					
Contremaître de construction		Gré à	gré (THB seulei	ment)			
Chef peintre scénique	31,14	31,14 33,87 34,97 35,51 37,15					
Peintre scénique	27,32	29,50	30,05	30,60	32,24		
Assistant peintre scénique	20,76	21,85	22,67	23,22	24,04		
Chef peintre	31,14	32,78	34,42	35,51	37,70		
Peintre	27,32	26,23	27,32	28,41	29,50		
Assistant peintre	20,22	20,76	21,31	21,85	22,40		
Chef plâtrier		Gré	à gré (THB et F	QB)			
Plâtrier		Gré à	gré (THB seulei	ment)			
Assistant plâtrier		Gré à	gré (THB seulei	ment)			
	31,14	32,78	34,69	35,51	37,15		
Chef sculpteur mouleur	373,71	393,38	416,33	426,16	445,83		
Sculpteur mouleur	26,77	27,32	28,41	29,50	30,60		
Assistant sculpteur mouleur	Gré à gré (THB seulement)						
Chef ébéniste	Gré à gré (THB seulement)						
Ébéniste	Gré à gré (THB seulement)						
Assistant ébéniste			gré (THB seulei				
Soudeur			gré (THB seulei	-			
Chef graphiste			à gré (THB et F	-			
	26,23	27,32	28,96	30,05	31,14		
Graphiste	314,71	327,82	347,49	360,60	373,71		
Chef maquettiste	,	-	à gré (THB et F		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		
Maquettiste			à gré (THB et F				
Chef menuisier	31,69	32,78	34,69	35,51	37,70		
Menuisier	26,23	27,32	28,41	28,96	30,05		
Assistant menuisier	17,48	19,12	19,94	20,49	21,31		
Chef technicien d'effets spéciaux	32,78	33,87	34,97	35,51	37,70		
Technicien d'effets spéciaux	30,60	31,69	33,33	33,87	34,42		
Assistant technicien d'effets spéciaux	24,04	25,13	25,68	26,23	27,32		
•	32,78	38,79	40,43	42,07	43,71		
Armurier	393,38	465,50	485,17	504,84	524,51		
	26,23	27,32	27,86	28,96	31,69		
Coordonnateur aux véhicules	314,71	327,82	334,37	347,49	380,27		
		ment des éclaira		<u> </u>			
Directeur d'éclairage	•		à gré (THB et F	QB)			

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus		
Concepteur d'éclairage	_,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	Gré à gré (THB et FQB)					
Programmeur d'éclairage		Gré à gré (THB et FQB)					
Concepteur de projection visuelle		Gré à gré (THB et FQB)					
Opérateur de projection visuelle		Gré à	gré (THB seule	ment)			
Chef éclairagiste	31,69	34,97	36,06	36,61	37,15		
Best boy éclairagiste	28,96	31,69	32,78	33,87	34,97		
Éclairagiste	25,13	27,32	28,41	29,50	30,60		
Opérateur de console d'éclairage	28,96	30,05	31,69	32,78	33,87		
Opérateur de génératrice	27,32	28,41	29,50	30,60	31,69		
Opérateur de projecteur de poursuite		Gré à gré*** (THB seulement)					
Opérateur de projecteur motorisé		Gré à g	ré*** (THB seu	lement)			
	Départemen	nt des lieux de t	ournage				
Directour des lieux de teurness	30,60	31,69	32,78	34,97	37,70		
Directeur des lieux de tournage	428,35	443,65	458,95	489,54	527,79		
Assistant directeur des lieux de	21,85	22,40	22,95	24,04	25,13		
tournage	305,96	313,61	321,26	336,56	351,86		
Recherchiste de lieux de	18,03	18,58	19,67	20,22	21,85		
tournage	252,42	260,07	275,37	283,02	305,96		
	Départen	nent de la logist	tique				
Assistant de production**	17,48	18,03	18,58	19,12	19,67		
Assistant coordonnateur (à	24,04	25,13	26,23	27,32	28,41		
l'exception de l'ass. coordo. du département artistique)	288,48	301,59	314,71	327,82	340,93		
Secrétaire de production	21,85	22,95	24,04	24,59	25,13		
Régisseur de plateau*	29,50	30,60	32,51	34,97	37,15		
Regisseur de plateau	354,04	367,16	390,10	419,61	445,83		
Assistant régisseur de plateau	21,31	22,40	23,22	24,31	25,13		
Cantinier	18,58	19,67	20,76	21,31	22,40		
Cartiffer	222,92	236,03	249,14	255,70	268,81		
Assistant cantinier	15,30	16,39	17,48	18,03	18,58		
Directeur de plateau*		Gré	à gré (THB et F	QB)			
Assistant de production plateau	19,67	20,22	20,76	21,31	21,85		
Assistant de production spécialisé	18,58	19,12	19,67	20,22	20,76		
Opérateur de camp de base	18,58	19,12	19,67	20,22	20,76		
Coordonnateur de production	24,59	27,32	28,41	29,50	30,60		
Coordonnateur de production	295,04	327,82	340,93	354,04	367,16		
Responsable des animaux		Gré à	gré (THB seule	ment)			
Préposé aux premiers soins		Gré à	gré (THB seule	ment)			
Département des machinistes							

Chef machiniste 2,999,999\$ 5,999,999 9,999,999 14,999,999 et plus Chef machiniste 31,14 33,87 34,69 35,51 37,15 Best boy machiniste 28,96 31,69 32,78 33,87 34,42 Machiniste spécialisé 28,96 30,60 31,69 32,24 34,42 Département du maquillage Concepteur de grue caméra 28,96 30,60 31,69 32,24 34,42 Département du maquillage Concepteur de maquillage Chef maquilleur 31,69 33,87 34,42 35,51 36,61 Maquilleur 27,32 28,41 28,96 29,50 33,87 Assistant maquilleur 22,95 24,04 25,13 25,68 26,77 Maquilleur d'effets spéciaux 31,69 32,78 34,15 35,51 36,61 Département du montage Monteur 24,04 25,13 26,23 27,32 <th>Fonction</th> <th>0 à</th> <th>3,000,000 à</th> <th>6,000,000 à</th> <th>10,000,000 à</th> <th>15,000,000</th>	Fonction	0 à	3,000,000 à	6,000,000 à	10,000,000 à	15,000,000	
Best boy machiniste 28,96 31,69 32,78 33,87 34,42 Machiniste 25,68 27,32 28,41 29,50 30,05 Machiniste spécialisé 28,96 30,60 31,69 32,24 34,42 Département du maquillage Concepteur de maquillage Chef maquilleur 31,69 33,87 34,42 35,51 36,61 Maquilleur 27,32 28,41 28,96 29,50 33,87 Assistant maquilleur 22,95 24,04 25,13 25,68 26,77 Maquilleur d'effets spéciaux 31,69 32,78 34,15 35,51 36,61 Département du montage Monteur 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 Assistant monteur 24,04 25,13 26,23 27,32 28,41 Coloriste Gré à gré (THB et FQB) 681,86 Monteur sonore 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 42	Chef machiniste					-	
Machiniste 25,68 27,32 28,41 29,50 30,05 Machiniste spécialisé 28,96 30,60 31,69 32,24 34,42 Département du maquillage Concepteur de maquillage Gré à gré (THB et FQB) Concepteur de maquillage Gré à gré (THB et FQB) Concepteur de maquillage Gré à gré (THB et FQB) Assistant maquilleur 27,32 28,41 28,96 29,50 33,87 Assistant maquilleur 22,95 24,04 25,13 25,68 26,77 Maquilleur d'effets spéciaux 31,69 32,78 34,15 35,51 36,61 Département du montage Monteur 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 Assistant monteur 24,04 25,13 26,23 27,32 28,41 Coloriste Gré à gré (THB et FQB) Monteur sonore 35,51 40,43 42,89			-				
Machiniste spécialisé 28,96 30,60 31,69 32,24 34,42 Départeur de grue caméra 28,96 30,60 31,69 32,24 34,42 Département du maquillage Concepteur de maquillage Gré à gré (THB et FQB) Chef maquilleur 31,69 33,87 34,42 35,51 36,61 Maquilleur 27,32 28,41 28,96 29,50 33,87 Assistant maquilleur 22,95 24,04 25,13 25,68 26,77 Maquilleur d'effets spéciaux 31,69 32,78 34,15 35,51 36,61 Département du montage Monteur 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86 Assistant monteur 24,04 25,13 26,23 27,32 28,41 Coloriste Gré à gré (THB et FQB) Monteur sonore 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86 <	•		-				
Opérateur de grue caméra 28,96 30,60 31,69 32,24 34,42 Département du maquillage Concepteur de maquillage Gré à gré (THB et FQB) Chef maquilleur 31,69 33,87 34,42 35,51 36,61 Maquilleur 27,32 28,41 28,96 29,50 33,87 Assistant maquilleur 22,95 24,04 25,13 25,68 26,77 Maquilleur d'effets spéciaux 31,69 32,78 34,15 35,51 36,61 Département du montage Monteur 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86 Monteur sonore 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 Monteur sonore 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 Monteur sonore 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82							
Département du maquillage Concepteur de maquillage Gré à gré (THB et FQB) Chef maquilleur 31,69 33,87 34,42 35,51 36,61 Maquilleur 27,32 28,41 28,96 29,50 33,87 Assistant maquilleur 22,95 24,04 25,13 25,68 26,77 Maquilleur d'effets spéciaux 31,69 32,78 34,15 35,51 36,61 Département du montage Monteur 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86 Assistant monteur 24,04 25,13 26,23 27,32 28,41 Coloriste Gré à gré (THB et FQB) Monteur sonore 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 Monteur sonore 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82							
Concepteur de maquillage Gré à gré (THB et FQB) Chef maquilleur 31,69 33,87 34,42 35,51 36,61 Maquilleur 27,32 28,41 28,96 29,50 33,87 Assistant maquilleur 22,95 24,04 25,13 25,68 26,77 Maquilleur d'effets spéciaux 31,69 32,78 34,15 35,51 36,61 Département du montage Monteur 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86 Assistant monteur 24,04 25,13 26,23 27,32 28,41 Coloriste Gré à gré (THB et FQB) Monteur sonore 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86	Operateur de grae camera		· ·	-	32,24	34,42	
Chef maquilleur 31,69 33,87 34,42 35,51 36,61 Maquilleur 27,32 28,41 28,96 29,50 33,87 Assistant maquilleur 22,95 24,04 25,13 25,68 26,77 Maquilleur d'effets spéciaux 31,69 32,78 34,15 35,51 36,61 Département du montage Monteur 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86 Assistant monteur 24,04 25,13 26,23 27,32 28,41 Coloriste Gré à gré (THB et FQB) Monteur sonore 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86	Concepteur de maquillage	1 9					
Maquilleur 27,32 28,41 28,96 29,50 33,87 Assistant maquilleur 22,95 24,04 25,13 25,68 26,77 Maquilleur d'effets spéciaux 31,69 32,78 34,15 35,51 36,61 Département du montage Monteur 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86 Assistant monteur 24,04 25,13 26,23 27,32 28,41 Coloriste Gré à gré (THB et FQB) Monteur sonore 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	31.69				36.61	
Assistant maquilleur 22,95 24,04 25,13 25,68 26,77 Maquilleur d'effets spéciaux 31,69 32,78 34,15 35,51 36,61 Département du montage Monteur 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86 Assistant monteur 24,04 25,13 26,23 27,32 28,41 Coloriste Gré à gré (THB et FQB) Monteur sonore 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86	·					-	
Maquilleur d'effets spéciaux 31,69 32,78 34,15 35,51 36,61 Département du montage Monteur 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86 Assistant monteur 24,04 25,13 26,23 27,32 28,41 Coloriste Gré à gré (THB et FQB) Monteur sonore 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86	· ·			-			
Département du montage Monteur 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86 Assistant monteur 24,04 25,13 26,23 27,32 28,41 Coloriste Gré à gré (THB et FQB) Monteur sonore 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86	•					-	
Monteur 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86 Assistant monteur 24,04 25,13 26,23 27,32 28,41 Coloriste Gré à gré (THB et FQB) Monteur sonore 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86		•		-		/ -	
Monteur 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86 Assistant monteur 24,04 25,13 26,23 27,32 28,41 Coloriste Gré à gré (THB et FQB) Monteur sonore 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86		-			47,53	56,82	
Assistant monteur 24,04 25,13 26,23 27,32 28,41 Coloriste Gré à gré (THB et FQB) Monteur sonore 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86	Monteur		485,17	514,67	570,40	681,86	
Coloriste Gré à gré (THB et FQB) Monteur sonore 35,51 40,43 42,89 47,53 56,82 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86	Assistant monteur						
Monteur sonore 426,16 485,17 514,67 570,40 681,86	Coloriste	i	Gré	é à gré (THB et F	1	<u> </u>	
426,16 485,17 514,67 570,40 681,86		35,51	40,43	42,89	47,53	56,82	
Assistant monteur sonore 24,04 25,13 25,41 26,23 28,41	Monteur sonore	426,16	485,17	514,67	570,40	681,86	
	Assistant monteur sonore	24,04	25,13	25,41	26,23	28,41	
Mixeur sonore Gré à gré (THB seulement)	Mixeur sonore						
Technicien de postproduction Gré à gré (THB seulement)	Technicien de postproduction		Gré à	gré (THB seule	ment)		
Technicien en infographie Gré à gré (THB seulement)	Technicien en infographie		Gré à	gré (THB seule	ment)		
Département de la réalisation		Départen	nent de la réalis	ation			
Assistant à la réalisation à la Gré à gré (THB et FQB) télévision*			Gré	é à gré (THB et F	QB)		
Département de la régie télé		Départer	ment de la régie	télé			
Aiguilleur Gré à gré*** (THB seulement)	Aiguilleur		Gré à g	ré*** (THB seu	lement)		
Aiguilleur ISO Gré à gré*** (THB seulement)	Aiguilleur ISO		Gré à g	ré*** (THB seu	lement)		
Contrôleur d'images (CCU) Gré à gré*** (THB seulement)	Contrôleur d'images (CCU)		Gré à g	ré*** (THB seu	lement)		
Opérateur de télésouffleur Gré à gré*** (THB seulement)	Opérateur de télésouffleur		Gré à g	ré*** (THB seu	lement)		
Opérateur de magnétoscopie Gré à gré*** (THB seulement)	Opérateur de magnétoscopie		Gré à g	ré*** (THB seu	lement)		
Opérateur de ralenti Gré à gré*** (THB seulement)	Opérateur de ralenti		Gré à g	ré*** (THB seu	lement)		
Opérateur aux com. internes (RF) Gré à gré (THB et FQB)	Opérateur aux com. internes (RF)		Gré	é à gré (THB et F	QB)		
Vidéographiste Gré à gré*** (THB seulement)	Vidéographiste		Gré à g	ré*** (THB seu	lement)		
Département du son		Dépa	artement du sor	1			
Bruiteur Gré à gré (THB et FQB)	Bruiteur		Gré	é à gré (THB et F	QB)	<u> </u>	
Preneur de son 34,97 36,06 37,70 39,88 44,80		34,97	36,06	37,70	39,88	44,80	
Mixeur de son (alias Gré à gré (THB et FQB) sonorisateur)			Gré	é à gré (THB et F	QB)		
Perchiste 27,86 28,96 30,05 31,14 33,87	Perchiste	27,86	28,96	30,05	31,14	33,87	

Fonction	0 à 2,999,999\$	3,000,000 à 5,999,999	6,000,000 à 9,999,999	10,000,000 à 14,999,999	15,000,000 et plus			
Assistant au son	19,12	20,22	20,76	21,31	22,40			
Technicien aux câbles	17,48	18,58	19,12	19,67	20,22			
Département du transport								
Coord and the transport	28,96	30,60	31,69	32,24	33,87			
Coordonnateur du transport	347,49	367,16	380,27	386,83	406,49			
Chauffeur spécialisé	19,67	19,94	20,22	20,76	21,31			
Chauffeur	18,03	18,58	19,12	19,67	20,22			
Coursier de plateau	18,03	18,58	19,12	19,67	20,22			

^{*} Le FQB peut uniquement être utilisé pour des journées essentiellement consacrées à des services rendus hors plateau.

^{**} Si, au cours d'une même journée, 3 personnes ou plus occupent cette fonction, la troisième personne et les personnes additionnelles (telles que désignées par le producteur) sont "supplémentaires" et leur THM est minorée d'un dollar (1\$)

^{***} Le THB ou, dans le cas d'un styliste, le FQB ne peut en aucun cas être inférieur au THM (ou au FQM) établi, pour la période pertinente, à l'annexe M (colonne « Moins de 50,000\$/h ») de l'entente collective AQTIS-AQPM Télévision.

Annexe N (2019-2023)

Cachets minimaux applicables dans le cadre d'une production étrangère à budget élevé

Fonction	À compter du 10 novembre 2019	À compter du 10 novembre 2020	À compter du 10 novembre 2021	À compter du 10 novembre 2022		
	Département	de la caméra				
Directeur de la photographie	100,5	103,52	106,62	109,82		
Directeur de la priotographie	1206	1242,18	1279,45	1317,83		
Opérateur de caméra spécialisée	69	71,07	73,20	75,40		
Caméraman		Gré	à gré			
Assistant caméraman machiniste		Gré	à gré			
1er assistant caméra	53,5	55,11	56,76	58,46		
2e assistant caméra	39	40,17	41,38	42,62		
Chargeur de caméra (alias 3e assistant caméra)	36,25	37,34	38,46	39,61		
Cadreur	69	71,07	73,20	75,40		
Ingénieur 3D	84,25	86,78	89,38	92,06		
Stéréographe		Gré	à gré			
Technicien 3D (RIG)		Gré	à gré			
Technicien en imagerie numérique	49,25	50,73	52,25	53,82		
Technicien en imagerie numérique 3D	Gré à gré					
Photographe de plateau	60	61,80	63,65	65,56		
Opérateur de video-assist	31,75	32,70	33,68	34,69		
Assistant opérateur de video-assist	19	19,57	20,16	20,76		
Programmeur de motion control	87	89,61	92,30	95,07		
Technicien de motion control	58	59,74	61,53	63,38		
Tech. en gestion de données num. (TGDN)	49,25	50,73	52,25	53,82		
Tech. de caméra à tête télécommandée	69,5	71,59	73,73	75,94		
Opérateur de drone	100,5	103,52	106,62	109,82		
Assistant opérateur de drone	65,5	67,47	69,49	71,57		
	Département	de la coiffure				
Concepteur de coiffure		Gré	à gré			
Chef coiffeur		Gré	à gré			
Coiffeur	38,25	39,40	40,58	41,80		
Assistant coiffeur	30,5	31,42	32,36	33,33		
Posticheur		Gré	à gré			
	Département d	le la continuité				
Scripte		Gré	à gré			
Assistant scripte	24,75	25,49	26,26	27,04		

	Département	des costumes		
Coordonnateur des costumes	36	37,08	38,19	39,34
Créateur de costumes		Gré	à gré	
Chef costumier	41	42,23	43,50	44,80
Costumier	35,75	36,82	37,93	39,06
Assistant costumier	30,5	31,42	32,36	33,33
Styliste		1	à gré	-
Chef habilleur	41	42,23	43,50	44,80
Habilleur	30,5	31,42	32,36	33,33
Assistant habilleur	28,25	29,10	29,97	30,87
Concepteur de marionnettes		Gré	à gré	
Couturier	29	29,87	30,77	31,69
Technicien spécialisé aux costumes	30,5	31,42	32,36	33,33
Technicien aux costumes	23	23,69	24,40	25,13
	Départeme	nt des décors		
Coordonnateur des effets spéciaux	•	Gré	à gré	
Chef décorateur			à gré	
Décorateur	38,25	39,40	40,58	41,80
Assistant décorateur	33,5	34,51	35,54	36,61
Technicien aux décors (alias machiniste aux décors)	33,5	34,51	35,54	36,61
Chef accessoiriste	41	42,23	43,50	44,80
Accessoiriste	33,50	34,51	35,54	36,61
Assistant accessoiriste	28,25	29,10	29,97	30,87
Chef paysagiste		Gré	à gré	
Paysagiste	31,75	32,70	33,68	34,69
Assistant paysagiste	21,75	22,40	23,07	23,77
Superviseur de construction	Gré à gré			
Assistant superviseur de construction	43,5	44,81	46,15	47,53
Contremaître de construction		Gré	à gré	
Chef peintre scénique		Gré	à gré	
Peintre scénique	35,75	36,82	37,93	39,06
Assistant peintre scénique	Gré à gré			
Chef peintre	Gré à gré			
Peintre	32,25	33,22	34,21	35,24
Assistant peintre	27,75	28,58	29,44	30,32
Chef plâtrier		Gré	à gré	
Plâtrier	32,25	33,22	34,21	35,24
Assistant plâtrier	27,75	28,58	29,44	30,32
Chef sculpteur mouleur		Gré	à gré	
Sculpteur mouleur	36	37,08	38,19	39,34

Assistant de production	21,75	22,40	23,07	23,77
	Département	de la logistique		
necheromate de lieux de tournage	339,5	349,69	360,18	370,98
Recherchiste de lieux de tournage	24,25	24,98	25,73	26,50
tournage	574	591,22	608,96	627,23
Assistant directeur des lieux de	41	42,23	43,50	44,80
Directed des neux de tournage	745,5	767,87	790,90	814,63
Directeur des lieux de tournage	53,25	54,85	56,49	58,19
	Département des	lieux de tournage		
Opérateur de projecteur motorisé		Gré à gré		
Opérateur de projecteur de poursuite		Gré à gré		
Opérateur de génératrice	34,75	35,79	36,87	37,97
Opérateur de console d'éclairage	38,25	39,40	40,58	41,80
Éclairagiste	33,5	34,51	35,54	36,61
Best boy éclairagiste	38,25	39,40	40,58	41,80
Chef éclairagiste		Gré :	à gré	
Opérateur de projection visuelle		Gré :	à gré	
Concepteur de projection visuelle	Gré à gré			
Programmeur d'éclairage	Gré à gré			
Concepteur d'éclairage	Gré à gré			
Directeur d'éclairage		Gré :	à gré	
	Département	des éclairages		
Coordonnateur aux véhicules	33,5	34,51	35,54	36,61
Armurier	41	42,23	43,50	44,80
Assistant technicien d'effets spéciaux	28,25	29,10	29,97	30,87
Technicien d'effets spéciaux	37	38,11	39,25	40,43
Chef technicien d'effets spéciaux		Gré :	à gré	
Assistant menuisier	28,25	29,10	29,97	30,87
Menuisier	33,5	34,51	35,54	36,61
Chef menuisier		Gré :	à gré	
Maquettiste	32,25	33,22	34,21	35,24
Chef maquettiste		Gré :	à gré	
Graphiste	33,5	34,51	35,54	36,61
Chef graphiste		Gré :	à gré	
Soudeur	33,5	34,51	35,54	36,61
Assistant ébéniste	28,25	29,10	29,97	30,87
Ébéniste	33,5	34,51	35,54	36,61
Chef ébéniste	,-		à gré	-, -
Assistant sculpteur mouleur	21,5	22,15	22,81	23,49

Assistant coordonnateur (à				
l'exception de l'ass. coordo. du	33,5	34,51	35,54	36,61
département artistique) Secrétaire de production	27	27,81	28,64	29,50
Régisseur de plateau	21		à gré	29,30
Assistant régisseur de plateau	29	29,87	30,77	31,69
			-	-
Cantinier	26	26,78	27,58	28,41
Assistant cantinier	22	22,66	23,34	24,04
Directeur de plateau			à gré	
Assistant de production plateau	26,75	27,55	28,38	29,23
Assistant de production spécialisé	25	25,75	26,52	27,32
Opérateur de camp de base	23	23,69	24,40	25,13
Coordonnateur de production		Gré à gré (THB et FQB)	
Responsable des animaux		Gré	à gré	
Préposé aux premiers soins	29,5	30,39	31,30	32,24
	Département d	les machinistes		
Chef machiniste		Gré	à gré	
Best boy machiniste	38,25	39,40	40,58	41,80
Machiniste	33,5	34,51	35,54	36,61
Machiniste spécialisé	38,25	39,40	40,58	41,80
Opérateur de grue caméra	38,25	39,40	40,58	41,80
	Département	du maquillage		
Concepteur de maquillage	Gré à gré			
Chef maquilleur		Gré à gré		
Maquilleur	38,25	39,40	40,58	41,80
Assistant maquilleur	30,5	31,42	32,36	33,33
Maquilleur d'effets spéciaux	38,25	39,40	40,58	41,80
	Département	t du montage		
Monteur		Gré	à gré	
Assistant monteur	33	33,99	35,01	36,06
Coloriste		Gré à gré		
Monteur sonore	Gré à gré			
Assistant monteur sonore	33	33,99	35,01	36,06
Mixeur sonore			à gré	<u> </u>
		- · ·	_	
Technicien de postproduction	23	23,69	24,40	25,13
Technicien de postproduction Technicien en infographie	23	23,69 Gré	24,40 à gré	25,13
Technicien de postproduction Technicien en infographie		Gré	24,40 à gré	25,13
· · ·		Gré le la réalisation	à gré	25,13
Technicien en infographie		Gré le la réalisation		25,13
Technicien en infographie Assistant à la réalisation à la	Département c	Gré le la réalisation	à gré	25,13
Technicien en infographie Assistant à la réalisation à la	Département c	Gré le la réalisation Gré de la régie télé	à gré	25,13

Contrôleur d'images (CCU)	Gré à gré			
Opérateur de télésouffleur	Gré à gré			
Opérateur de magnétoscopie		Gré	à gré	
Opérateur de ralenti		Gré	à gré	
Opérateur aux com. internes (RF)		Gré	à gré	
Vidéographiste	Gré à gré			
Département du son				
Bruiteur	Gré à gré			
Preneur de son	Gré à gré			
Mixeur de son (alias sonorisateur)	Gré à gré			
Perchiste	39,75	40,94	42,17	43,44
Assistant au son	29,25	30,13	31,03	31,96
Technicien aux câbles	22,5	23,18	23,87	24,59
Département du transport				
Coordonnateur du transport	Gré à gré			
Chauffeur spécialisé	28,25	29,10	29,97	30,87
Chauffeur	24,75	25,49	26,26	27,04
Coursier de plateau	27	27,81	28,64	29,50

Lettre d'entente sur la Loi sur les normes du travail

Dans le cadre des négociations entourant le renouvellement des ententes collectives Télévision, Cinéma et Nouveaux médias, les parties ont discuté de diverses questions relatives à la qualification juridique des contrats d'engagement des techniciens.

LES PARTIES ONT CONVENU QU'il s'agissait d'une question complexe, que tous les contrats n'avaient pas la même qualification et qu'il n'était pas aisé d'établir une règle générale susceptible de départager les contrats de travail des contrats de service.

LES PARTIES ONT ÉGALEMENT CONVENU QUE, puisque les contrats signés en vertu des ententes collectives sont des contrats à durée déterminée et/ou relatifs à des prestations déterminées et que les conditions minimales d'engagement prévues par les ententes collectives sont, séparément et collectivement, supérieures à celles prévues à la *Loi sur les normes du travail*, RLRQ c N-1.1 (notamment en ce qui concerne la rémunération horaire minimale), il n'était pas nécessaire de disposer de la question de l'applicabilité de ladite Loi dans le contexte du régime collectif créé par la *Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma*, RLRQ c S-32.1.

LES PARTIES ONT FINALEMENT CONVENU QUE les conditions minimales d'engagement prévues par l'entente collective constituent un ensemble intégré, l'intention déclarée des parties étant que l'équilibre de ces ensembles demeure pour toute la durée de l'entente concernée.

POUR L'AQTIS	POUR L'AQPM	
Dominic Pilon	Josette Normandeau	
Président du Conseil d'administration	Présidente du Conseil d'administration	

Lettre d'entente sur les coordonnateurs de production

Dans le cadre des négociations entourant le renouvellement des ententes collectives Télévision, Cinéma et Nouveaux Médias, les parties ont discuté de diverses questions afin de mettre à jour la liste des fonctions visées par les reconnaissances détenues par l'AQTIS et celle des fonctions visées par les ententes collectives et, dans ce contexte, elles ont discuté de la question des coordonnateurs de production.

LES PARTIES ONT CONVENU QUE la fonction de coordonnateur de production (laquelle vise à la fois les fonctions de « coordonnateur de production » et de « coordonnateur de production à la télévision ») demeurerait visée par les reconnaissances détenues par l'AQTIS et les ententes collectives, pour diverses raisons (notamment historiques).

LES PARTIES ONT CEPENDANT ÉGALEMENT CONVENU QUE, dans les faits, la plupart, voire l'ensemble, des tâches historiquement confiées aux coordonnateurs de production pouvaient également être confiées à des « coordonnateurs administratifs » ou à des « coordonnateurs administratifs de production ».

À cet égard, **LES PARTIES ONT CONVENU QUE**, malgré les similarités qui sont susceptibles d'exister entre, d'une part, les fonctions de « coordonnateur de production » et de « coordonnateur de production à la télévision » et, d'autre part, celles de « coordonnateur administratif » et de « coordonnateur administratif de production », il s'agit de fonctions différentes.

LES PARTIES ONT ÉGALEMENT CONVENU QUE, nonobstant les articles 3.4 et 3.6 des ententes collectives Télévision et Cinéma, l'article 3.8 de l'entente collective Nouveaux médias ou toute autre disposition desdites ententes, l'engagement d'une personne à titre de « coordonnateur administratif » et de « coordonnateur administratif de production » plutôt qu'à titre de « coordonnateur de production » et de « coordonnateur de production à la télévision » ne peut être contesté par le truchement d'un grief ou autrement, sauf dans le cas spécifique suivant :

• Si un producteur retient les services de l'une ou l'autre des personnes mentionnées à la liste échangée par les parties durant les négociations (laquelle contient le nom des membres de l'AQTIS œuvrant présentement à titre de « coordonnateur de production » et de « coordonnateur de production à la télévision ») à titre de « coordonnateur administratif » et de « coordonnateur administratif de production » et que, malgré une demande à cet effet, il ne prévoit pas au contrat de cette personne des dispositions permettant le paiement de contributions équivalentes à celles prévues au Chapitre 6 des ententes collectives concernées, la personne concernée pourra exiger, par le truchement d'un grief, que son engagement soit considéré comme étant à titre de « coordonnateur de production » et de « coordonnateur de production à la télévision » et soit soumis à l'entente collective concernée.

LES PARTIES ONT FINALEMENT CONVENU QUE les fonctions de « coordonnateur administratif » et de « coordonnateur administratif de production » sont visées par l'exception prévue au paragraphe *in fine* de l'article 1.2 de la *Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma*, RLRQ c S-32.1, et que les personnes qui les occupent ne sont donc pas des artistes au sens de ladite Loi, n'étant par conséquent pas visées par les reconnaissances détenues par l'AQTIS ou les ententes collectives.

POUR L'AQTIS	POUR L'AQPM	
Dominic Pilon	Josette Normandeau	
Président du Conseil d'administration	Présidente du Conseil d'administration	

Lettre d'entente sur les impacts d'une potentielle restructuration du régime de retraite de l'AQTIS

Dans le cadre des négociations entourant le renouvellement des ententes collectives Télévision, Cinéma et Nouveaux Médias, l'AQTIS a informé l'AQPM qu'elle envisageait d'apporter des changements à la structure et/ou au fonctionnement de son RÉR et qu'il était possible que, sans alourdir les obligations des producteurs (notamment sur le plan administratif), lesdits changements permettent aux producteurs de réaliser des économies, et ce, notamment pour des raisons reliées à la fiscalité.

LES PARTIES ONT CONVENU QUE, une fois que l'AQTIS aura procédé aux changements envisagés et qu'elle aura obtenu une confirmation de la part de Revenu Canada à l'effet que les contributions des producteurs au RÉR de l'AQTIS ne sont effectivement pas du salaire admissible/assurable aux fins des divers régimes publics applicables et n'ont donc pas à faire l'objet de contributions patronales auxdits régimes (occasionnant donc une économie fiscale pour les producteurs), la contribution des producteurs au RÉR de l'AQTIS sera haussée de 0,5% (passant donc à 5,5%), et ce, trente (30) jours après la réception par l'AQPM d'une copie de la confirmation de Revenu Canada.

POUR L'AQTIS	POUR L'AQPM	
Dominic Pilon	Josette Normandeau	
Président du Conseil d'administration	Présidente du Conseil d'administration	

Lettre d'entente sur la fatigue

Dans le cadre des négociations entourant le renouvellement des ententes collectives Télévision, Cinéma et Nouveaux médias, l'AQTIS a informé l'AQPM de ses préoccupations concernant la fatigue que certains techniciens peuvent éprouver au terme de journées d'enregistrement particulièrement longues. De manière plus précise, l'AQTIS a dit craindre pour la sécurité des techniciens qui, tout en étant fatigués, prennent le volant après une journée d'enregistrement de longue durée.

Dans ce contexte, **LES PARTIES ONT CONVENU** de réaffirmer leur engagement quant à la sécurité des techniciens.

Ainsi, l'AQTIS et l'AQPM invitent les producteurs et les techniciens à considérer les mesures suivantes lorsqu'il est nécessaire que, au cours d'une même journée, un technicien rende des services à la demande d'un producteur durant plus de quatorze (14) heures :

- 1. Lorsqu'une prestation de services d'une telle durée est anticipée, il est préférable d'en informer les techniciens le plus tôt possible afin de leur permettre de gérer leur agenda et leurs activités adéquatement.
- 2. Tout technicien qui croit être trop fatigué pour conduire en toute sécurité peut (et, idéalement, doit) avertir un représentant du producteur avant de quitter le plateau. Un technicien ne peut faire l'objet de représailles en raison d'un avis donné conformément à la présente lettre d'entente et l'article 5.6 de l'entente collective pertinente s'applique *mutatis mutandis*.

Il est entendu qu'un tel avis doit être donné pour des raisons de sécurité, et non pour des raisons de commodité.

À des fins d'information, les parties rappellent que les symptômes suivants peuvent être des symptômes de la fatigue:

- difficulté à se concentrer;
- temps de réaction plus lent ;
- manque d'attention momentané;
- diminution des performances de conduite.

Lorsque le producteur est avisé par un technicien qu'il croit être trop fatigué pour conduire en toute sécurité, le producteur essaie de trouver un moyen de transport alternatif pour le technicien ou de lui offrir une aire de repos ou une chambre d'hôtel.

3. Les techniciens prennent, dans la mesure du possible, les mesures raisonnables à leur disposition pour gérer efficacement leur sommeil et, à cet égard, sont invités à consulter la fiche d'information sur la fatigue publiée par le *Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail* (CCHST) et à suivre les recommandations qu'elle contient eu égard à l'hygiène du sommeil et à l'adoption de bonnes habitudes alimentaires.

Afin de s'assurer que les producteurs et les techniciens soient informés des mesures énoncées dans la présente lettre d'entente, **LES PARTIES ONT CONVENU** de la transmettre au moins une fois par année à

leurs membres respectifs. Elles ont aussi convenu que toute problématique reliée à la fatigue chez les techniciens peut être discutée dans le cadre d'un comité des relations professionnelles.

POUR L'AQTIS	POUR L'AQPM	
Dominic Pilon	Josette Normandeau	
Président du Conseil d'administration	Présidente du Conseil d'administration	

Lettre d'entente sur le harcèlement

Afin de faciliter la compréhension des notions mentionnées à l'article 5.5 de la présente entente collective/entente, l'AQPM et l'AQTIS/ indiquent aux producteurs et aux techniciens ce qui suit :

Harcèlement psychologique

Le harcèlement psychologique peut se manifester de diverses façons, par exemple :

- Empêcher une personne de s'exprimer l'interrompre sans cesse, lui interdire de parler aux autres
- o Isoler une personne ne plus lui adresser la parole en public, ne plus lui parler du tout, nier sa présence, l'éloigner, la priver de moyens de communication (téléphone, ordinateur, courrier, etc.), empêcher les autres de lui adresser la parole
- O Déconsidérer une personne répandre des rumeurs à son sujet, la ridiculiser, l'humilier, mettre en cause ses convictions ou sa vie privée, l'injurier ou la harceler sexuellement
- O Discréditer une personne ne plus lui donner de tâches à accomplir, l'obliger à effectuer des tâches dévalorisantes, absurdes ou inférieures à ses compétences, la mettre en échec, lui imputer des fautes professionnelles, la dénigrer devant les autres
- Menacer, agresser une personne hurler, la bousculer, endommager ses biens
- Déstabiliser la personne se moquer de ses convictions, de ses goûts, de ses choix politiques, de son orientation sexuelle, de ses points faibles, faire des allusions désobligeantes sans jamais les expliciter, mettre en doute ses capacités de jugement et de décision

Le harcèlement psychologique ne doit pas être confondu avec d'autres types de problématiques susceptibles d'être liées au travail, par exemple, l'exercice légitime d'un droit de gérance ou un conflit de personnalités entre deux individus.

Harcèlement sexuel

La notion de harcèlement sexuel comprend notamment, sans y être pour autant limitée, les comportements suivants :

- O Des attentions à connotation sexuelle non désirées (attouchements, pincement, empoignades, frôlements), de nature répétée ou abusive, faites par une personne sachant (ou qui aurait raisonnablement dû savoir) qu'elles étaient non désirées
- La promesse, expresse ou implicite, d'un avantage professionnel si l'on consent à une proposition à connotation sexuelle
- o La menace, expresse ou implicite, d'une sanction professionnelle (que ce soit sous la forme d'un geste positif ou d'une perte d'opportunités) si l'on rejette une proposition à connotation sexuelle

- O Des gestes ou des remarques à connotation sexuelle pouvant être raisonnablement perçus comme créant un environnement de travail émotionnellement ou psychologiquement néfaste
- La sollicitation de faveurs sexuelles non désirées
- Des commentaires inappropriés d'ordre sexuel, des remarques sur le corps de la victime ou sur son apparence, des plaisanteries qui dénigrent l'identité sexuelle ou l'orientation sexuelle
- o Des questions intimes, des regards concupiscents dirigés sur les parties sexuelles, des sifflements

Harcèlement discriminatoire

La définition du harcèlement inclut le harcèlement fondé sur l'un ou l'autre des motifs énumérés dans l'article 10 de la *Charte des droits et libertés de la personne*: la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

Violence au travail

La violence au travail réfère à toute action ou à tout autre comportement faisant en sorte qu'une personne est abusée, menacée, intimidée, harcelée ou attaquée dans son travail.

La violence au travail comprend, sans y être pour autant limitée, les comportements suivants :

- Gestes du poing, destruction matérielle, objets lancés
- o Toute expression d'une intention d'infliger du mal
- O Tout comportement qui abaisse une personne, l'humilie, la gêne, l'inquiète, l'ennuie ou l'injurie, que cela soit par des mots, des gestes, de l'intimidation, de la contrainte ou d'autres activités inappropriées
- Jurons, insultes ou langage condescendant
- o Coups portés, poussées, bousculades

Par ailleurs, le producteur souhaitant disposer d'informations additionnelles sur le processus de médiation peut consulter les normes publiées par l'Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (l'IMAQ), lesquelles sont publiées sur le site Internet de cet organisme.

Le producteur souhaitant disposer d'informations additionnelles sur le processus d'enquête peut consulter le document intitulé « L'enquête en matière de harcèlement psychologique au travail » publié par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail (CNESST), lequel est disponible sur le site Internet de cet organisme.

Les personnes concernées par la question du harcèlement dans le domaine de la culture peuvent également consulter les informations diffusées par l'Institut national de l'image et du son (INIS) sur le site « unefoisdetrop.ca ».

POUR L'AQTIS	POUR L'AQPM
Dominic Pilon	Josette Normandeau
Président du Conseil d'administration	Présidente du Conseil d'administration

Lettre d'entente relative à l'évaluation des fonctions

Dans le cadre des négociations entourant le renouvellement des ententes collectives Télévision, Cinéma et Nouveaux médias, les parties ont eu des échanges eu égard à l'opportunité de procéder à l'évaluation objective de l'ensemble des fonctions couvertes par les ententes collectives.

LES PARTIES ONT CONVENU de constituer, dans les soixante (60) jours de la signature des ententes collectives susmentionnées, un comité d'évaluation conjoint chargé de procéder à l'évaluation objective de l'ensemble des fonctions couvertes par les ententes collectives.

À cet égard, LES PARTIES ONT CONVENU que :

- Le comité sera composé de deux (2) personnes désignées par l'AQTIS et de deux (2) personnes désignées par l'AQPM;
- ii. Tant les parties désignées par l'AQTIS que celles désignées par l'AQPM pourront se faire accompagner d'un consultant externe si elles le désirent, étant compris que le comité pourra également, si l'ensemble de ses membres le jugent opportun et s'entendent sur les modalités applicables, s'adjoindre les services d'un consultant externe « conjoint » ;
- iii. Le comité entreprendra ses travaux dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la signature des ententes collectives susmentionnées et, par la suite, se réunira selon les besoins à la demande de l'un ou l'autre de ses membres ;
- iv. Le comité aura pour fonctions de :
 - S'assurer que ses membres disposent de la formation nécessaire pour procéder efficacement à un processus d'évaluation des fonctions ;
 - Élaborer une méthode d'évaluation par points et facteurs étant à la fois neutre, analytique et systématique ;
 - Procéder efficacement, à l'aide d'outils qu'il choisira, qui incluront notamment la mise à
 jour des descriptions de fonctions et qui devront être adaptés à la méthode d'évaluation
 et aux réalités de l'industrie, à la cueillette des données requises pour procéder à
 l'évaluation des fonctions;
 - Évaluer les fonctions.
- v. Aux fins de précision, il est convenu que le comité n'a pas pour fonction :
 - D'établir la rémunération associée à une fonction ;
 - De comparer la rémunération associée à deux ou plusieurs fonctions ;
 - D'établir les raisons expliquant la rémunération associée à une fonction.
- vi. Le comité devra transmettre un rapport écrit sommaire sur l'état de ses travaux à l'AQTIS et à l'AQPM le 1^{er} juin 2020, le 1^{er} décembre 2020, le 1^{er} juin 2021 et 1^{er} décembre 2021 ;

- vii. Une fois l'évaluation des fonctions complétée et au plus tard le 31 octobre 2022, le comité devra transmettre un rapport écrit détaillé faisant état des résultats de l'évaluation à l'AQTIS et à l'AQPM;
- viii. À l'exception des rapports émis par le comité, l'ensemble des documents produits ou obtenus par le comité dans le cadre de ses travaux sera conservé à titre confidentiel par les membres du comité (lesquels pourront néanmoins faire état verbalement de leurs travaux à l'AQTIS ou, le cas échéant, à l'AQPM) et ne pourront être utilisés, à quelque titre que ce soit, par l'AQTIS ou l'AQPM dans le cadre de leurs rapports collectifs ou d'un éventuel litige.

LES PARTIES ONT FINALEMENT CONVENU que, sur réception du rapport détaillé faisant état des résultats de l'évaluation réalisée par le comité, elles échangeraient sur les constats faits par le comité et leurs implications, notamment en ce qui a trait au renouvellement des grilles salariales contenues aux ententes collectives susmentionnées lorsque celles-ci auront à être renouvelées.

POUR L'AQTIS	POUR L'AQPM
Dominic Pilon	Josette Normandeau
Président du Conseil d'administration	Présidente du Conseil d'administration

Lettre d'entente sur la participation d'autres associations au Fonds de formation et de développement et/ou au Fonds soutenant l'accès au retrait préventif

Dans le cadre des négociations entourant le renouvellement des ententes collectives Télévision, Cinéma et Nouveaux médias, les parties ont eu des échanges eu égard à la possibilité que d'autres associations de producteurs ou d'artistes puissent participer aux Fonds de formation et de développement établi en vertu de l'Annexe E de la présente entente collective et/ou au Fonds soutenant l'accès au retrait préventif établi en vertu de l'Annexe G de la présente entente collective.

LES PARTIES ONT CONVENU QUE:

- a) Si et seulement si elle(s) acceptent :
 - i. de participer à l'un et/ou l'autre des Fonds susmentionnés sans nécessiter de modifications à la composition des Conseils les administrant (c.-à-d. que malgré leur participation, l'administration serait toujours assurée par un conseil paritaire AQTIS-APQM); ou
 - ii. de participer à l'un et/au l'autre des Fonds susmentionnés en acceptant que la composition des Conseils les administrant soit uniquement modifiée de façon à ce que 1) la somme de l'ensemble des votes dont disposent les associations de producteurs demeure égale à la somme de l'ensemble des votes dont disposent les associations d'artistes et que 2) l'AQPM dispose d'un nombre de votes supérieur à la somme des votes dont disposent les autres associations de producteurs (ou, réciproquement, que l'AQTIS dispose d'un nombre de votes supérieur à la somme des votes dont disposent les autres associations d'artistes)

d'autres associations de producteurs ou d'artistes pourront être autorisées à participer aux Fonds susmentionnés et, le cas échéant, l'AQTIS, l'AQPM et les Conseils concernés procéderont de bonne foi aux aménagements requis à la présente entente collective et/ou aux règlements généraux des Fonds concernés pour permettre une telle participation;

b) Dans l'éventualité où l'Association des producteurs publicitaires accepte de participer au Fonds soutenant l'accès au retrait préventif, la condition énoncée au premier picot du paragraphe 14(a) de l'Annexe G deviendra inapplicable, et ce, quatre-vingt-dix (90) jours après la date à laquelle les producteurs de cette association devront commencer à contribuer audit Fonds.

POUR L'AQTIS	POUR L'AQPM	
De vitais Piles	Lacatio Nicono allac	
Dominic Pilon	Josette Normandeau	
Président du Conseil d'administration	Présidente du Conseil d'administration	

Lettre d'entente sur les coproductions

LES PARTIES CONVIENNENT QUE lorsque les services d'un technicien sont retenus aux fins d'une coproduction et que, dans ce cadre, le technicien est appelé à participer à des enregistrements à l'extérieur du Québec, les règles relatives aux repos et aux horaires (c.-à-d. les articles 11.13 à 11.45 de l'entente collective) peuvent être modulées par le producteur, mais ce uniquement dans la mesure requise pour permettre l'harmonisation desdites règles avec les règles étrangères équivalentes suivies par les techniciens étrangers.

Si un producteur module les règles établies par l'entente collective en vertu de la présente lettre d'entente, il doit en aviser l'équipe AQTIS et l'AQTIS avant le départ de l'équipe AQTIS pour l'extérieur du Québec. À cette occasion, il doit indiquer à l'AQTIS la nature précise des modulations apportées et remettre à l'AQTIS une copie des règles étrangères justifiant lesdites modulations.

POUR L'AQTIS	POUR L'AQPM
POUR L'AQTIS	POUR L'AQPM
Dominic Pilon	Josette Normandeau
Président du Conseil d'administration	Présidente du Conseil d'administration

Lettre d'entente sur les différés

Dans le cadre des négociations entourant le renouvellement de l'entente collective Cinéma, les parties ont eu des échanges eu égard à la nécessité d'offrir aux productions disposant de budgets limités de bénéficier, dans certains cas, de certains allégements financiers afin de permettre le développement de la relève et l'émergence de nouveaux talents et de nouvelles façons de faire.

Dans le cadre de ces échanges, l'AQTIS a indiqué à l'AQPM qu'elle considérait que la pratique qu'elle a établie eu égard à l'octroi de « différés », telle qu'énoncée dans un document appelé « Procédure - Demande de production avec traitement différé de la rémunération » (la « Procédure »), permettait d'octroyer de tels allégements aux productions devant en bénéficier.

Dans ce contexte, **LES PARTIES CONVIENNENT QUE** l'AQTIS maintiendra, pour toute la durée de la présente entente collective, la Procédure et qu'elle n'en modifiera pas substantiellement les termes. Sans limiter la généralité de ce qui précède, sont considérés comme des éléments importants de la Procédure actuelle les éléments suivants :

- a) La structure d'évaluation, y incluant les budgets maximaux des productions pouvant potentiellement bénéficier d'un « différé » et le taux maximal desdits « différés » ;
- b) Les règles de base, y incluant les documents pouvant être requis aux fins de demander un « différé » ; et
- c) Les paramètres généraux, y incluant les taux minimaux et maximaux des « différés » pouvant être obtenus par type et budget de production.

LES PARTIES CONVIENNENT ÉGALEMENT QUE l'AQTIS appliquera de bonne foi cette procédure à l'ensemble des producteurs liés par la présente entente.

POUR L'AQTIS	POUR L'AQPM
Président du Conseil d'administration	Présidente du Conseil d'administration

Notes interprétatives

- Article 2.5 : Les parties conviennent que le budget d'une production ne comprend notamment pas le budget consacré à la production d'une œuvre audiovisuelle complémentaire ou accompagnatrice destinée à la diffusion « nouveaux médias » (telle qu'une « composante médias numériques » ou toute autre œuvre développée dans le cadre d'un « plan de découvrabilité »). À la date de la signature de la présente entente collective, le budget consacré à ladite œuvre audiovisuelle complémentaire ou accompagnatrice est, le cas échéant, généralement inscrit à la ligne 85 du budget-type standard.
- Article 2.39: Dans le cas d'une production destinée à la fois à la salle et à une diffusion « nouveaux médias », la production est considérée être « principalement et originalement » destinée à la salle si la valeur de la (ou des) licence(s) (ou du (des) « minimum garanti ») versée(s) par le distributeur « salle » est supérieure à la valeur de la (ou des) licence(s) liée(s) à la (aux) diffusion(s) « nouveaux médias ».
- Article 3.4 : Les parties conviennent que, aux fins de cet article, les services du technicien en gestion de données numériques (TGDN) sont considérés être reliés à l'enregistrement et non à la postproduction.
- Article 3.5: À titre d'exemple, si une production retient les services de 30 techniciens un jour donné, le nombre de « prestations de services » est aux fins de cet article est de 30 (ce qui signifie que trois (3) techniciens peuvent être des non-membres avant qu'une contribution spéciale n'ait à être versée).

On établit le total du nombre de prestations de service sur l'ensemble de la production en additionnant le nombre de prestations de services obtenus pour chaque jour où une prestation de services a été effectuée (y incluant la préproduction et la postproduction) et on établit le seuil pour la contribution spéciale en divisant par 10. Par exemple, si une production donnée a nécessité 400 jours-techniciens, 40 desdits jours peuvent avoir été faits par des non-membres. Si 45 jours ont été effectués par des non-membres, le producteur doit verser une contribution spéciale de 250\$ (soit 5 – c.-à-d. 45 moins 40 – multiplié par 50\$).

Article 3.5 : Les parties conviennent que, aux fins de cet article, les exigences spécifiques liées à une production doivent être des exigences raisonnablement exigibles en lien avec des besoins techniques ou opérationnels propres à la production.

Les parties conviennent également qu'une exigence spécifique ne peut être considérée comme étant « raisonnablement exigible » si, ultimement, la personne dont les services sont retenus par le producteur ne la remplit pas.

Les parties conviennent finalement qu'une personne ne peut être considérée comme ayant refusé d'œuvrer pour un producteur à une condition d'engagement donnée si, ultimement, la personne dont les services sont retenus par le producteur œuvre à une condition d'engagement supérieure.

- Articles 3.5 et 10.9: Les parties conviennent que le délai pour déposer un grief alléguant le non-respect de l'article 3.5 de la présente entente collective par un producteur commence à courir à compter de la date de la réception, par l'AQTIS, d'un formulaire de remise qualifié de « final » par le producteur. Dans l'éventualité où un formulaire de remise qualifié de « final » doit être amendé par le producteur, l'AQTIS dispose d'un nouveau délai pour déposer un grief, et ce, à compter de la date de réception du formulaire de remise amendé.
- Article 3.6: Les parties conviennent que, aux fins de cet article, un « groupe de fonctions apparentées » est un groupe de fonctions comprenant un chef, un technicien et, le cas échéant, un assistant (par exemple, les fonctions de « chef coiffeur », de « coiffeur » et d' « assistant coiffeur »). Dans le cas des groupes « éclairagiste » et « machiniste », la fonction de best boy est comprise dans le groupe de fonctions apparentées.
- Article 3.7 : Les parties conviennent que, aux fins du premier alinéa de cet article, les tâches de chauffeur spécialisé et celles d'assistant de production ne sont pas connexes.
- Article 3.8 : Les parties conviennent que, à titre d'exemple, une production peut avoir la structure suivante : 1 chef maquilleur, 1 coiffeur-maquilleur, 1 maquilleur et 1 assistant-coiffeur. Elle peut également avoir la structure suivante : 1 chef maquilleur, 1 chef coiffeur, 2 coiffeurs-maquilleurs et 1 assistant-maquilleur.
- Article 6.20 : La « déclaration de production » est un document que les producteurs doivent compléter et transmettre à l'AQPM avant d'obtenir de celle-ci des formulaires de contrat d'engagement en vertu de la présente entente collective et de certaines autres ententes relatives à l'engagement d'artistes et/ou d'artisans.
- Article 7.6 : La notion de « bloc d'enregistrement » peut comprendre, outre un ensemble de jours d'enregistrement, la préproduction/préparation et la postproduction relatives à cet ensemble.
- Article 9.17: Les parties conviennent que les causes suivantes peuvent notamment empêcher l'opération d'un drone et être hors du contrôle de l'opérateur : des conditions météorologiques qui ne permettraient pas de garantir la sécurité des biens et des personnes lors des opérations, l'interdiction de vol temporaire ou l'imposition d'une zone provisoire d'exclusion de vol par les autorités compétentes, notamment en raison d'un transport aérien médical, d'une opération de sécurité civile, d'un incendie dans la région, d'une opération héliportée policière ou de manœuvres militaires.
- Article 11.10 : Les heures hors plateau ne peuvent être utilisées qu'afin de permettre une prestation de services complémentaire ou reliée à une prestation de services rendue dans le cadre d'un MHG ou d'un forfait quotidien.
- Article 14.4 : Les parties conviennent que, aux fins du second alinéa de cet article, le déjeuner survient usuellement avant 7h30, le dîner survient usuellement entre midi et 13h et le souper survient usuellement après 19h30.
- Article 15.2 : Aux fins de cet article, le producteur est donc la personne qui est responsable de la prise des décisions relatives aux conditions d'engagement des artistes et des artisans. Le

recours à cette notion vise à distinguer le producteur dit « de services » du réel producteur et à permettre l'application de l'Annexe N aux productions disposant d'un budget de 15,000,000\$ ou plus dont le réel producteur n'est pas basé au Québec. Aux fins de distinguer un producteur de « services » d'un réel producteur, on peut considérer que le réel producteur a normalement le « contrôle de la production » au sens de la section 4.10 des « Lignes directrices 2012 relatives au Programme du CIPC » publiées par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et disponibles sur son site Internet.